



2020

L E M A G A Z I N E

ENGAGÉS À VOS CÔTÉS POUR LE GRAND PARIS

Partenaire des acteurs publics des territoires,
Banque des entreprises du Grand Paris,
Société Générale se mobilise pour les grands
enjeux environnementaux et sociaux de demain.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

« LE GRAND PARIS EST UNE CHANCE POUR LA JEUNESSE »

GABRIEL ATTAL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT



La jeunesse est une chance. Pour un territoire comme celui du Grand Paris, une jeunesse active et engagée nourrit une dynamique collective positive qui innerve la vie sociale comme la vie économique. Les Franciliens l'ont constaté ces derniers mois, les jeunes ont été particulièrement nombreux à s'engager tout au long de la crise sanitaire, auprès des acteurs publics et associatifs, notamment en rejoignant la Réserve civique. Ce fut la preuve, s'il était nécessaire, du sens des responsabilités, de l'engagement et des convictions de cette nouvelle génération.

En retour, nous leur devons toute notre attention. L'Île-de-France, qui compte davantage de diplômés de l'enseignement supérieur que la moyenne nationale, souffre de voir une partie de sa jeunesse sans emploi ni formation, assignée à résidence dans des quartiers où la vie est plus difficile. Cette jeunesse qui décroche doit pouvoir se reconnecter à l'emploi et, pour cela, se former, être mobile, disposer d'un logement stable. Elle doit être incluse et utile à la société, notamment grâce au tissu associatif local et à l'accès aux loisirs, à la culture et au sport.

Comme la jeunesse est une chance pour le Grand Paris, le Grand Paris est une chance pour la jeunesse. Faire le Grand Paris, c'est en effet donner des moyens supplémentaires à l'action publique, cohérents et concertés, pour inventer des réponses nouvelles. C'est donner aux jeunes toutes les chances d'accéder à leurs droits, de gagner en confiance et d'ouvrir leur champ des possibles.

Avec les Jeux Olympiques de Paris 2024, toute une génération va vivre à l'unisson un événement exceptionnel : deux semaines d'union et de dépassement collectif qui la fera vibrer et la marquera pour la vie.

Mais, les Jeux sont bien évidemment beaucoup plus que cela. Ils transformeront durablement le territoire francilien. Leur préparation sera un formidable moteur pour l'économie et l'emploi des jeunes du Grand Paris, quel que soit leur niveau de diplôme. Un extraordinaire levier aussi pour le désenclavement et la mise en valeur de quartiers trop longtemps délaissés. Un coup de projecteur sur la nécessité de l'inclusion sociale de toutes et tous, qui est au cœur du projet olympique, quels que soient le sexe, l'origine ou le handicap. Un moment unique, enfin, pour accélérer la transformation d'un Grand Paris plus solidaire et plus écologique, plus que jamais attractif pour les jeunes de notre pays et au-delà des frontières, qui fait la fierté de ses habitants. ♦

The Novaxia logo is displayed in a bold, white, sans-serif font. It is positioned in the upper left corner of the advertisement, with the background showing the dark silhouettes of tree branches against a twilight sky.

Novaxia

The logo for Banque des Territoires, featuring a stylized white hexagon icon to the left of the text "BANQUE des TERRITOIRES" in a white, sans-serif font.

**BANQUE des
TERRITOIRES**

A large, modern glass office building is shown at night, illuminated from within. The building has a distinctive stepped or terraced design with multiple levels of glass facades. The interior lights are warm and yellow, contrasting with the cool blue tones of the twilight sky. The building is surrounded by dark silhouettes of trees and foliage. The overall scene conveys a sense of urban integration and modern architecture.

Repenser les espaces de travail au cœur des villes.

Novaxia, en partenariat avec la Banque des Territoires, choisit de construire des bureaux là où il y a des logements. Ainsi, vivre et travailler dans le même quartier devient possible.

www.novaxia.fr

retrouvez-nous sur



L'ESPRIT CLUB

INTERVIEWS

Pascal Chabot,
Caisse d'Épargne
Île-de-France **6**

Thomas Hantz,
président d'Acteurs
du Grand Paris **10**

VIE DU CLUB

Une 9^e année
riche de rencontres
et d'échanges **14**

INTERVIEW

Michel Cadot,
préfet de la région
d'Île-de-France et
de Paris **20**

MÉTIER

Directeurs Grand Paris,
des experts en intelligence
économique **24**

PORTRAITS

Marie Le Vern **28**

Valérie Cathely **30**

Thierry Courrault **31**

Elias-Antoine
Chebak **32**

Christelle Tang **33**

INTERVIEW

Cédric Blanchet
et Bertrand Savouré,
Chambre interdépartementale
des notaires de Paris **34**

IMAGINAIRE

Mais si, l'imaginaire
du Grand Paris existe
déjà ! **36**

QUE FAIRE ?

INTERVIEW

Jean-Marc Jancovici,
associé fondateur
de Carbone 4 **42**

DOSSIER

Le Grand Paris peut-il
rester le même ? **46**

GRAND PARIS INSIDE

ÉCONOMIE

Le Grand Paris,
antidote de la crise **66**

JOP 2024, de grands
chantiers, marqueurs
de la reprise **69**

Le Grand Pari(s)
de l'emploi **71**

ATTRACTIVITÉ

Brexit et attractivité :
le Grand Paris doit
confirmer l'essai **74**

POLITIQUE

Dix ans après la loi
de 2010, où en est
le Grand Paris ? **79**

Le billet de
Jacques Paquier **80**

Interview croisée :
Méka Brunel et
Jean-Philippe
Dugoin-Clément **82**

À la bonne heure ! **84**

IMMOBILIER

Après le Covid :
le regard des experts **86**

TRIBUNE

Jonathan Sebbane,
directeur général
de Sogaris **91**

INTERVIEW

Marc Fromager,
Schneider Electric
France **92**

TENDANCES

AMÉNAGEMENT

Elles aménagent
le Grand Paris **94**

Aménageur, un métier
d'hommes, vraiment ? **97**

FINANCES

Banquier du Grand
Paris : une approche
intégrée pour améliorer
la qualité de vie
des Franciliens **100**

ÉNERGIE

Interview de Gaëlle
Salaün, directrice
Commerce Île-de-France
chez EDF **104**

À la poursuite
du diamant vert **105**

Interview de
Michel Gioria, directeur
général de l'Ademe
Île-de-France **107**

Ils produisent,
acheminent, gèrent
l'énergie **110**

PARTAGER

TERRITOIRES

La Communauté
d'agglomération Roissy
Pays de France **117**

Interview de
Philippe Van de Maele,
EPA Paris-Saclay **114**

Interview de Laurent
Girometti, EpaMarne-
EpaFrance **118**

LES MOTS DU CLUB **120**

LES BONS PLANS **122**

LIRE **125**

LES MEMBRES
DU CLUB **126**

HISTOIRES DE...
Le tramway T9 **128**

TRIBUNES

Augustin de Romanet **131**

Lionel Grotto **133**

Véronique Bédague **134**

Éric Groven **136**

Mathieu Descout **137**

INTERVIEW

Youenn Dupuis,
directeur général adjoint
de Keolis, en charge
de l'Île-de-France **139**

LES PARTENAIRES
DU CLUB 2020

Interview de Christophe
Afonso, DG de
YUMAN Immobilier **45**

Interview de
Marianne Louradour,
directrice régionale Île-
de-France de la Banque
des Territoires **99**

Interview
d'Olivier Gavalda,
directeur général
du Crédit Agricole
d'Île-de-France **103**

Interview de
Pierre-Yves Dulac,
délégué régional
Île-de-France Engie **109**

La Caisse d'Épargne Île-de-France : une banque régionale plus que jamais utile et proche de ses clients

Créée en 1818, pilier historique du secteur bancaire, la Caisse d'Épargne Île-de-France accompagne le développement économique de ses clients et a traversé bien des crises depuis sa création. Résolument tournée vers l'avenir de sa région, elle propose des solutions toujours innovantes. Elle est donc aux côtés de tous ses clients, particuliers, entreprises, collectivités locales, au plus fort de la crise actuelle.



Entretien avec Pascal Chabot,
membre du directoire,
en charge de la Banque
de Développement Régional.

« Nous sommes
une banque
régionale de plein
exercice qui couvre
l'intégralité des
acteurs économiques
de l'Île-de-France. »

Quels sont les principaux chiffres clés de votre banque ?

Premier actionnaire du Groupe BPCE, la Caisse d'Épargne Île-de-France est une Banque Coopérative avec 700 000 sociétaires et près de 3 millions de clients. Nous sommes la seule banque régionale en Île-de-France couvrant à la fois l'intégralité du territoire de la région et tous les marchés, de la banque de détail à la banque de développement régional, dotée d'un large maillage en Île-de-France avec près de 430 agences et 30 centres d'affaires. Nos clients ont besoin de proximité et de sens parce que les questions d'argent demandent toujours beaucoup de conseils, de pédagogie et de sérieux ! Nous essayons de leur donner le meilleur de l'humain et bien sûr du digital.

En quoi vous vous différenciez des autres banques ?

D'une manière très simple :
chaque euro collecté est réinvesti
exclusivement dans des projets
locaux et dans le développement

économique de la région. Nous
sommes tournés vers notre
territoire dans un cercle vertueux
gagnant-gagnant pour nos clients
entreprises, nos clients institution-
nels, nos associations ainsi que
les acteurs de l'économie sociale.
Nous devons être à la hauteur des
ambitions d'attractivité de Paris et
de l'Île-de-France ; cela nécessite un
effort financier pour accompagner
la construction des grands projets
du territoire et donc de notre
engagement territorial.

Comment accompagnez-vous la région et ses chefs d'entreprise ?

Nous avons 30 centres d'affaires
de proximité répartis sur l'ensemble
du territoire francilien avec des
experts dédiés sur chaque secteur
de la vie économique, tels l'aména-
gement, l'immobilier et le logement
social, la santé et le médico-social,
l'enseignement, le secteur public, etc.
Ainsi, en maîtrisant parfaitement les
enjeux de nos clients, les équipes
d'experts apportent des solutions
originales et toujours adaptées

aux besoins des chefs d'entreprise. Notre accompagnement financier et bancaire s'effectue au quotidien avec l'exigence d'apporter des réponses précises aussi bien aux demandes récurrentes qu'aux besoins liés à des projets plus stratégiques de développement et de croissance. En outre, nous avons créé un fonds de capital investissement afin d'accompagner la transmission et le développement des PME (prise de participation dans les entreprises et PME) et une foncière pour investir dans les projets immobiliers.

Quels dispositifs de soutien aux entreprises avez-vous mis en place pendant cette crise sanitaire ?

Dès le début de la crise, nous avons pris des décisions d'envergure pour accompagner nos clients, notamment les professionnels et les entreprises directement impactés par l'arrêt de leur activité du jour au lendemain. Ainsi, nous avons reporté de six mois les échéances de prêts de nos clients pour les soulager et, dès l'annonce du

En 6 semaines, nous avons octroyé près de

1,5 Md€

de Prêt Garanti par l'État (PGE).

« Les Franciliens ont besoin d'une banque utile et solidaire qui finance leurs besoins d'équipements, de structures de santé, mais aussi de logements et de transports. Notre mission est d'être à leurs côtés. »

Gouvernement, nos équipes ont été en capacité de distribuer le Prêt Garanti par l'État (PGE) à l'ensemble de nos clients. Durant la période de confinement, nous avons maintenu une forte proximité avec nos clients. Sur le terrain d'une part, grâce à l'engagement de nos conseillers, les trois quarts des agences sont restées ouvertes et, à distance d'autre part, avec l'intégralité des centres d'affaires destinés aux professionnels maintenus en activité.

Parce que la solidarité est inscrite dans notre ADN depuis notre création, nous avons soutenu des organisations qui sont remarquables et ont été indispensables durant la crise comme la Fondation Abbé Pierre, la Croix-Rouge, Médecins du Monde, la Fondation de l'Armée du Salut. Nous avons aussi offert nos 100 000 masques de protection à l'Agence Régionale de Santé qui les a répartis sur le territoire. Enfin, nous avons accompagné les hôpitaux et les collectivités locales avec la mise en place d'enveloppes de crédit court terme dédiées, respectivement de 100 M€ et 150 M€, pour leur permettre de faire face aux surcoûts liés à la crise.

Quelles sont vos ambitions pour les prochaines années ?

Cette crise sanitaire inédite vient de transformer en profondeur notre économie locale. Notre priorité est de poursuivre nos efforts pour accompagner tous nos clients vers la sortie de la crise. Nous sommes à leur écoute et apportons des solutions adaptées à leurs besoins pour relancer leur activité le plus sereinement possible. Ensuite et pour l'avenir, notre souhait est de poursuivre nos efforts financiers pour le développement du Grand Paris, de financer le logement social, les acteurs de l'immobilier, les entreprises, le commerce et les fournisseurs de services de proximité pour le développement de notre région. Bref, notre ambition est d'être le banquier de l'économie francilienne, d'une économie durable respectueuse de notre environnement ! Quand nous finançons des logements, des infrastructures collectives, des transports propres, quand nous soutenons des projets comme la rénovation des établissements de santé ou des établissements scolaires, nous répondons aux besoins des Franciliens et des Parisiens ! ♦

L'ESPRIT CLUB

LE CLUB ACTEURS DU GRAND PARIS EST UNE ASSOCIATION
QUI FÉDÈRE DES PROFESSIONNELS ISSUS DE GRANDES ENTREPRISES,
DE COLLECTIVITÉS ET D'INSTITUTIONS ENGAGÉES DANS
LA CONSTRUCTION DU GRAND PARIS.

PREMIER RÉSEAU PUBLIC-PRIVÉ SUR LE GRAND PARIS,
CRÉATEUR DE RENCONTRES ET D'ÉVÉNEMENTS, LE CLUB EST UN LIEU
IMPORTANT DE LA FABRIQUE MÉTROPOLITAINE AUTANT QU'UN COLLECTIF
QUI CONJUGUE PROFESSIONNALISME ET AMITIÉ.





« PLUS QUE JAMAIS, IL FAUT FAIRE LE GRAND PARIS »

THOMAS HANTZ, PRÉSIDENT D'ACTEURS DU GRAND PARIS



© DR

VIE DU CLUB, HOMMAGE
À JEAN-PHILIPPE RUGGIERI,
ANALYSE DE LA CRISE ET PISTES
DE RECONSTRUCTION...

THOMAS HANTZ, PRÉSIDENT
DES ACTEURS DU GRAND PARIS,
REVIENT ICI SUR LES ÉVÉNEMENTS
MAJEURS QUI ONT JALONNÉ
CES DERNIERS MOIS ET ÉVOQUE
LE GRAND PARIS COMME PREMIER
LEVIER DE LA SORTIE DE CRISE.

PROPOS RECUEILLIS PAR LE MAG

**Les Acteurs du Grand Paris viennent
de vivre une année folle...**

À tous égards ! Les Acteurs du Grand Paris ont 9 ans et ont connu l'année la plus active de leur histoire. Nous avons multiplié les activités, organisé le cycle de rencontres avec les têtes de listes à Paris, l'inoubliable visite de Rungis et de l'aéroport d'Orly... Nous avons partagé des moments de grande intensité, très riches sur le fond comme sur le plan humain. Une année foisonnante, passionnante avec des liens d'amitié resserrés. Et puis, comme pour tout le monde, notre élan a été stoppé net par la crise. Heureusement, tous les membres du Club vont bien. Nous nous retrouvons, le programme sera dense et le partage au rendez-vous.

Les membres du Club ont été marqués par le décès de Jean-Philippe Ruggieri...

Son décès nous a profondément touchés.

Une peine, une tristesse, à la mesure des qualités de Jean-Philippe. Nous l'avions reçu juste avant la crise, il avait fait forte impression, comme souvent. Professionnel engagé, homme de dialogue et d'idées, c'était un humaniste, un visionnaire, un être d'une profonde gentillesse. Son souvenir et ses valeurs sont un héritage que nous entretiendrons longtemps.

Quel regard portez-vous sur la crise ?

La pandémie a été un puissant révélateur d'invisibilités. D'abord, de toutes celles et ceux qui occupaient jusqu'alors « le bas de l'échelle », ceux que la société voyait à peine et qui sont tout à fait indispensables à nos vies. Quel mérite, quel courage ont-ils eu aux pires heures de la crise, lorsque tous les doutes étaient permis !

Il y a là matière à réinterroger notre chaîne de valeur sociale et symbolique.

Les invisibilités, ce sont aussi la ségrégation territoriale, les violences sur les femmes et les enfants mais aussi des milliers d'inégalités de destin révélées par des indicateurs comme le faible taux d'équipements informatiques des familles défavorisées qui annule toute possibilité de scolarisation à distance. Je pense aussi à cet appel du maire de Clichy-sous-Bois, Olivier Klein, à la lumière crue qu'il a jetée sur la question de l'alimentation : en France, des centaines de milliers de personnes ne peuvent pas manger à leur faim sans l'aide publique et les associations tiennent littéralement des quartiers entiers à bout de bras...

Quelles conséquences en tirer ?

2020 marquera vraisemblablement le véritable début du XXI^e siècle. La relecture des scénarios du rapport Meadows est édifiante à la lumière de la situation actuelle et nous ne pouvons plus regarder ailleurs. J'en retiens qu'une relance classique, carbonée, aurait une durée de vie de 20 ans car, ensuite, la dégradation de la planète qui en découlerait serait si forte que le processus

« LES TRAVAUX DE NOTRE CLUB ONT FAIT ÉMERGER UN DÉBUT DE CONSENSUS SUR LE CONCEPT DE SOCIÉTÉ DE PROJET DÉDIÉE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. SON MODÈLE SERAIT CELUI DE LA SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS... »

d'effondrement serait irréversible concernant l'eau, l'air, la démographie (famines, crises sanitaires etc.). Or, tout ce que nous entreprenons dans le Grand Paris, comme les infrastructures, l'urbanisme, l'industrie, la transition énergétique qui sont les ressorts de cette relance, aura une empreinte qui marquera plusieurs décennies, parfois plusieurs siècles. Cela illustre parfaitement le dilemme de l'action immédiate, dans des conditions données, et son impact à long terme. Il faut donc réfléchir et agir vite, en s'appuyant sur la conscience commune encore vive de notre vulnérabilité. Nous avons à préparer l'avenir, à faire la relance et, dans le même temps, à nous occuper de la finitude du monde. Pour cela, il faut mettre en œuvre ce qu'Hubert Védrine appelle la nécessité de « tout écologiser ».

Comment faire la transition écologique ?

Le faible coût de l'argent constitue une opportunité inespérée pour réaliser la transition écologique. C'est nécessaire dans les métropoles qui, bien que vertueuses du point de vue de la mutualisation des réseaux et des équipements, sont aussi génératrices de pollution. Les travaux de notre Club ont fait émerger un début de consensus sur le concept de société de projet dédiée à la transition écologique. Son modèle serait celui de la Société du Grand Paris : un objet unique, des ressources affectées et la capacité à lever de la dette à très long terme. Elle pourrait même associer public et privé.

**« NOUS SOMMES
AUJOURD'HUI 130 "AMIS
DU GRAND PARIS",
NOTRE ENTHOUSIASME
ET NOTRE PASSION POUR
LE GRAND PARIS SONT
INTACTS. JE SUIS FIER
DE NOTRE COLLECTIF FONDÉ
SUR LE PARTAGE ET SUR
UN SENS RÉEL DE L'AMITIÉ... »**

D'après une étude de la Caisse des Dépôts, la seule rénovation thermique des bâtiments privés coûterait 30 milliards d'euros par an pendant 10 ans. Pour les bâtiments publics, 12 milliards pendant 3 ans. Le tout générerait 2,1 millions d'emplois non délocalisables, créant une dynamique positive sur la formation et l'apprentissage pour permettre aux entreprises de répondre aux immenses besoins. Le cercle vertueux bien décrit par l'économiste Gaël Giraud s'enclencherait alors, la croissance ainsi générée contribuant aux financements des opérations de la transformation écologique. C'est la même mécanique que celle du Grand Paris Express dont le coût sera, certes, de 35 milliards d'euros mais qui générera 10 milliards de PIB supplémentaires par an, près de 60 milliards de valeur sociale et devrait susciter de 80 à 100 milliards d'euros d'investissements privés dans les 68 futurs quartiers de gare.

Les enjeux sont immenses...

Oui ! Et – pour ne citer qu'elle – l'expérience de milliers d'étudiants, confinés dans des logements, si j'ose les qualifier ainsi, dépourvus de toutes aménités, démontre qu'il faut en finir avec les habitats inadaptés en tous genres. En outre, de nombreuses contre-vérités ont été exprimées sur la pandémie dans les métropoles. Évidemment,

parce qu'elles sont très peuplées, les grandes villes ont été très touchées. Mais, proportionnellement, pas plus que certaines villes moyennes, tout en bénéficiant d'une résilience beaucoup plus puissante. Grandes ou moyennes, quels ont été les points communs des difficultés des villes ? La surpopulation des logements et l'indigence chronique des habitats. Voilà les ennemis de la vie pendant le confinement qui sont aussi les ennemis à combattre pour proposer une qualité de vie durable dans les métropoles. J'y ajoute, bien sûr, le désenclavement des territoires oubliés. Seule une mise en connexion de tous les territoires entre eux et avec la ville-centre permet aux habitants d'une aire urbaine de partager un destin commun.

Que penser de la densité ?

Une note de la Fabrique de la Cité montre bien que la dynamique de l'épidémie est liée non à la densité de population en tant que telle mais à l'intensité des contacts sociaux. Ceci explique pourquoi certaines villes très densément peuplées ont été, *in fine*, peu affectées par le Covid-19 comme Singapour. À l'inverse, les premiers clusters en Europe et aux USA sont apparus dans des périphéries plutôt pavillonnaires. La Seine-Saint-Denis a été très durement frappée par la pandémie alors qu'avec 6 800 habitants/km², elle est trois à quatre fois moins dense que Paris. Et puis, de quelle densité parle-t-on ? La densité résidentielle qui désigne le ratio entre le nombre de logements et la surface, hors voies publiques, ou la densité externe, qui désigne le nombre d'habitants par kilomètre carré. Donc, crier haro sur la densité n'a aucun sens.

Savez-vous que les bâtiments n'occupent que 18 % des sols urbanisés* contre 48 % pour les routes et le stationnement ? Le mitage pavillonnaire, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols qu'il induit sont mortifères pour l'environnement. La transition écologique doit être pensée avec la densification urbaine, équilibrée et humaine, et avec les mobilités vertes qui vont des transports publics aux cheminements piétons en passant par le vélo et autres modes doux.

Est-il encore temps d'adapter le Grand Paris ?

Tous les principes sont là, sous nos yeux, depuis 10 ans. La vision portée par le président Sarkozy est plus que jamais d'actualité. Qu'on soit de gauche, de droite ou du centre, il est difficile de se départir de sa vision originelle de la région-capitale. Comme le souligne notre amie Marie Le Vern dans ces pages, « ses énoncés du Grand Paris ont été puissants : l'ouverture maritime jusqu'au Havre, le modèle urbain désirable, celui des courtes distances – métro, logement, travail, services –, celui d'une approche économique par clusters ». Relisez son discours de la Cité de l'Architecture visant à replacer l'Homme au cœur de la ville, évoquant le Beau, le Grand, le Juste et le Vrai. Relisez le livre de Christian Blanc. Point par point, la mise en œuvre du projet répond à une vision stratégique du territoire autant qu'aux fragilités mises en exergue par la crise. Le Grand Paris des transports avance

bien. Sur cette base, et plus que jamais, il faut faire le Grand Paris et il faut le faire vite. Toutefois, le nouveau contexte nous enjoint à redoubler de vigilance sur les enjeux environnementaux et sociaux et à y apporter des réponses. La crise est une opportunité pour mettre en œuvre un Grand Paris décarboné, soutenable et exemplaire à l'échelle mondiale.

En conclusion...

J'ai la chance d'être entouré de 10 membres du Bureau engagés qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour le Club. Nous sommes aujourd'hui 130 « amis du Grand Paris », notre enthousiasme et notre passion pour le Grand Paris sont intacts. Je suis fier de notre collectif fondé sur le partage et sur un sens réel de l'amitié. Que demander de plus ? ♦

** Sylvain Grisot, Usage des sols artificialisés en France Métropolitaine.*

De gauche à droite, le Bureau d'Acteurs du Grand Paris : Thierry Courrault, Maria Breidy, Ludovic Raës, Amandine Martin, Olivier Frard, Thomas Hantz, Christelle Tang, Nathalie Lemaitre, François-Marie Didier et Patrick Renaud.



VIE DU CLUB

UNE 9^E ANNÉE RICHE DE RENCONTRES ET D'ÉCHANGES

LES TÊTES DE LISTES DES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARISIENNES SE SONT SUCCÉDÉ DEVANT LES MEMBRES DU CLUB ACTEURS DU GRAND PARIS – AVANT LE CONFINEMENT DU PRINTEMPS –, POUR DES PETITS DÉJEUNERS DE RENCONTRES ET D'ÉCHANGES. L'ANNÉE ÉCOULÉE A ÉGALEMENT ÉTÉ MARQUÉE PAR UNE VISITE – AUSSI MATINALE QUE MÉMORABLE – AU MIN DE RUNGIS AINSI QUE PAR LES TRADITIONNELS DÎNERS-DÉBATS.

PAR JACQUES PAQUIER, RÉDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL DU GRAND PARIS

4 mars

EMMANUEL GRÉGOIRE

La construction métropolitaine et l'émergence d'un véritable polycentrisme se trouvaient au cœur de l'intervention d'Emmanuel Grégoire, le 4 mars dernier, au café *La Terrasse* (Paris 7^e), devant les Acteurs du Grand Paris. « Le sujet du Grand Paris est absent du débat, alors qu'il est primordial pour la suite », a souligné l' élu, définissant la Métropole comme « un outil performant au service de la mise en cohérence des politiques publiques ». Christelle Tang, présidente de Clément Bayard, a apprécié à la fois « la franchise, le ton amical du premier adjoint d'Anne Hidalgo, son sens de l'écoute et sa connaissance approfondie des dossiers ». Ludovic Raës, directeur Grand Paris du Crédit Agricole Île-de-France, a confié également avoir été favorablement impressionné « par la technicité de l' élu, sa précision ». « Une très belle découverte », a commenté Philippe Coffineau,



directeur du développement IDF Pôle construction de GCC, qui a apprécié « une personne très humaine et à la fois très sachant sur ses dossiers ». Pour Vianney Delourme, fondateur d'Enlarge Your Paris, « on était venu écouter un candidat, on a entendu une vision stratégique très convaincante ». ♦

25 février

JEAN-PHILIPPE DUGOIN-CLÉMENT, MICHEL GIORIA, NICOLAS ROLLAND

« Le Grand Paris, métropole soutenable » était au cœur du dîner-débat des Acteurs du Grand Paris, le 25 février 2020, à la *Maison des Arts et Métiers*. « Une métropole durable demande de mobiliser des moyens financiers. Mais on se heurte à un État où le dogme budgétaire a pris l'ascendant sur la volonté politique », a déploré Jean-Philippe Dugoin-Clément,



vice-président de la région Île-de-France en charge du développement durable, en ouverture de ce dîner stimulant. Face à ce constat partagé, l'une des pistes avancées pourrait consister à « créer une société de projets », comme l'a suggéré Nathalie Lemaitre, secrétaire générale d'Acteurs du Grand Paris « pour lever tout de suite 100 milliards d'euros ». Partisan de cette solution d'une Société du Grand Paris de la transition écologique, Michel Gioria, directeur régional de l'Ademe IDF, a préconisé de la doter d'une gouvernance publique-privée, pour utiliser au mieux ces fonds. « En matière de financement de la transition énergétique, il faut se serrer les coudes », a insisté Nicolas Rolland, directeur de l'environnement, de l'eau et du climat à la Métropole du Grand Paris, invitant par ailleurs à valoriser les investissements socialement responsables. « J'ai beaucoup aimé l'intervention de Michel Gioria, qui nous a permis de poser des questions d'avenir, sur des questions essentielles liées à la transition énergétique, avec une hauteur de vue à la mesure des enjeux », a souligné Amandine Martin, secrétaire générale de Transilien. En expert de l'énergie, Christophe Donizeau, délégué Grands projets franciliens d'Enedis, a apprécié le côté très concret de



l'intervention de Jean-Philippe Dugoin-Clément, « ce dernier ne se contentant pas de rappeler les objectifs ambitieux de la Région en matière de transition énergétique mais citant les moyens mis en œuvre et les chantiers ouverts pour l'atteindre ». ♦

18 février

RACHIDA DATI



Invitée du club Acteurs du Grand Paris le 17 février, à *La Terrasse*, Rachida Dati a déploré le « repli sur soi » de la Capitale. Alors maire sortante du 7^e arrondissement, elle a souhaité retrouver un dialogue constructif avec les communes limitrophes et a également mis en avant « l'anarchie » qui règne, selon elle, dans la Capitale, à laquelle elle veut mettre un terme grâce au renforcement de la sécurité et de la propreté. « Le Grand Paris n'existe pas juridiquement, ce sont des grands projets dans lesquels les détails sont compliqués à résoudre », a-t-elle poursuivi. La candidate LR à Paris estime que « la Métropole joue le rôle de juge de paix entre Paris et la Région, c'est un problème, un autre rôle serait préférable ». Pour Ludovic Raës, Rachida Dati n'a pas toujours évité la facilité. Philippe Coffineau s'est déclaré au contraire assez bluffé par une ancienne garde des Sceaux, « très proche des gens ». ♦



Olivier Frard, trésorier d'Acteurs du Grand Paris

« *Un réseau de coopération public/privé* »

« Nous accueillons un nombre important de nouveaux adhérents et avec une bonne parité du public et du privé, ce qui démontre la pertinence de notre positionnement, d'être une plate-forme d'échanges, un réseau de coopération, entre des acteurs issus de collectivités, d'institutions et d'entreprises pleinement engagés dans la réalisation Grand Paris. Cette dynamique montre que le Club est utile à la croissance du Grand Paris et que le développement du projet nourrit notre association. »

14 janvier

CÉDRIC VILLANI



Le candidat à la mairie de Paris, reçu le 14 janvier 2020 par le club Acteurs du Grand Paris, a exposé sa vision d'un Paris agrandi. En fusionnant la Capitale avec les communes l'entourant et en réformant la Métropole, afin de la doter d'une partie des compétences des départements, pour une meilleure péréquation. Avec deux niveaux de collectivités, à l'image du Grand Londres et de ses « boroughs ». « Un peu utopique », pour Philippe Coffineau. Christophe Donizeau a, pour sa part, apprécié « l'approche rigoureuse, étayée, chiffrée, pour tout dire scientifique » de l'ancien directeur de l'Institut Henri-Poincaré. « Cédric Villani élargit heureusement le périmètre de réflexion parisien au périmètre métropolitain », s'est réjoui François Pradillon, directeur des relations institutionnelles de l'Arep. « J'ai été très impressionné par sa gestuelle, son regard, qui traduit sa bienveillance », a résumé Marc Franco, directeur de l'agence parisienne de Coldefy architectes et urbanistes. ♦

10 décembre

DAVID BELLARD

Invité le 10 décembre du Club, David Bellard a rappelé les trois conditions à respecter pour quiconque souhaite intégrer la grande coalition écologique qu'il souhaitait alors constituer : refuser les grands projets de densification, « de bétonisation », libérer Paris de la voiture et procéder à un blocage des loyers. Le candidat écologiste à la mairie de Paris a fustigé « l'urbanisme à la papa qui consiste toujours à céder les bijoux de famille des villes aux promoteurs les plus offrants ». « Il faut, pour atteindre les 26 % de logements sociaux qui est notre objectif pour 2026, transformer des bâtiments existants », a-t-il également estimé. À la sortie de cet échange, Ludovic Raës confiait son étonnement face à l'ouverture d'esprit du candidat Europe-Écologie les Verts. ♦





Les membres du Club en visite à Orly, le 17 octobre.

6 novembre

PIERRE-YVES BOURNAZEL



« Il faut du vécu, il faut ressentir Paris pour être en capacité d'en être le maire », a souligné Pierre-Yves Bournazel, le 6 novembre 2019, au *Bourbon* (Paris 7^e). Le député du 18^e arrondissement (Agir-Les Constructifs) a décrit sa vision de maire de Paris, à la fois garant de l'attractivité internationale de la Capitale mais aussi « facilitateur ». « Le rayonnement et la qualité de vie au quotidien sont pour moi indissociables », a résumé le candidat. « On sent qu'il s'agit d'un citoyen qui s'est engagé dans la vie publique, avec une approche athénienne de la démocratie », a commenté Christophe Donizeau. ♦

17 octobre

RUNGIS, ORLY...

Les membres d'Acteurs du Grand Paris ont passé, le 17 octobre, une matinée au MIN de Rungis, marché alimentaire de tous les superlatifs. Delifresh, filiale du groupe La Poste spécialisée dans les livraisons de produits réfrigérés, et l'aéroport d'Orly modernisé figuraient également au programme de la matinée. « Être Acteur, ce n'est pas que les cocktails ou les dîners, c'est aussi la capacité à se lever à 3 heures du matin sans compter l'engagement bénévole de chacun pour faire vivre et animer notre association ! », a précisé Olivier Frard, trésorier et directeur du développement foncier chez Sogeprom. « Cette visite de Rungis, suivie de celle d'ADP à Orly, était d'autant plus intéressante pour moi qu'Arep avait réalisé "l'étude de programmation urbaine du Sénia, 37 ha historiquement dédiés à la logistique et situés à Orly", a souligné François Pradillon.





La visite de Rungis, qui est resté ouvert tout au long du confinement, assurant l'avitaillement de Paris, prend également tout son sens. » Pour François-Marie Didier (EDF), « cette visite matinale à Rungis et Orly, ponctuée par un petit-déjeuner haut en couleur à *La Marée*, c'est tout le Club résumé : convivialité, rencontres, échanges, et découverte approfondie d'un des poumons économiques de l'Île-de-France et du pays, en compagnie de ceux qui le pilotent ». ♦



Hommage

Disparition de Jean-Philippe Ruggieri

Le directeur général de Nexity, Jean-Philippe Ruggieri, figure de l'immobilier français, décédé des suites du Covid-19 dans la nuit de jeudi 23 à vendredi 24 avril 2020, était l'invité des Acteurs du Grand Paris le 26 novembre 2019. Le promoteur avait frappé ceux qui le découvraient à cette occasion par l'authenticité, la sincérité et l'engagement de ses propos.

« Une magnifique découverte », commente Philippe Coffineau, directeur du développement IDF Pôle construction de GCC. « Jean-Philippe Ruggieri était proche de l'utilisateur, avait tout compris de ses attentes, c'est sans doute pour cela qu'il réussissait aussi bien », estime-t-il, saluant également son humanité et sa profondeur d'âme.



© Narcisse Agency

25 septembre

COCKTAIL DE RENTRÉE

Quelque 600 acteurs du Grand Paris étaient réunis à l'*Hôtel de Noirmoutier*, résidence du préfet de Région, le 24 septembre 2019, pour le traditionnel cocktail de rentrée du Club. « Notre objectif est de contribuer au débat public et à la construction du Grand Paris en favorisant les rencontres, les coopérations et les synergies entre acteurs privés et publics », a rappelé Nathalie Lemaitre, déléguée régionale RTE et secrétaire générale d'Acteurs du Grand Paris. « Je constate en vous voyant dans ce jardin au moins deux fois plus nombreux qu'il y a deux ans que le Grand Paris se porte



très bien », a déclaré le préfet Michel Cadot. Lionel Grotto, directeur de Choose Paris Region, a souligné l'importance de la cohésion comme facteur d'attractivité. « D'où que l'on parle... quand on prend les idées de son fauteuil, on n'est pas à la hauteur de l'ambition du Grand Paris », a résumé pour sa part le président du Club Thomas Hantz. « Cet événement démontre comment, dans un cadre institutionnel complexe comme celui du Grand Paris, le Club apporte une horizontalité et une hauteur de vue nécessaires aux échanges entre les différents acteurs impliqués et passionnés par ce projet ! », a souligné quant à elle Maria Breidy, directrice de la communication et des relations presse de la Métropole. ♦



**Nathalie Lemaitre,
secrétaire générale
d'Acteurs
du Grand Paris**

« *Un rythme très soutenu* »

« Le rythme des événements et des rencontres organisés par le Club a été très soutenu cette année. Et cela aurait continué à l'être sans le confinement puisque nous avons déjà programmé au mois de mars une conférence « Voir Paris en Grand – Les défis de l'attractivité du Grand Paris », organisée avec la Chambre des notaires de Paris en présence de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, une visite de la Poste du Louvre et, au printemps, une visite du territoire nord de Paris, Saint-Denis Pleyel/Village olympique/dispatching électrique national ainsi que des dîners avec les nouveaux élus du Grand Paris. Ce n'est que partie remise ! »



« PUISSANTE ET ATTRACTIVE, L'ÎLE-DE-FRANCE DOIT ÊTRE UN MODÈLE SUR LES PLANS ÉCOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL »

**LE PRÉFET DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE PARIS,
MICHEL CADOT, REVIENT SUR
SA GESTION DE L'EXTRAORDINAIRE
CRISE LIÉE AU COVID-19 ET DRESSE
LES ENJEUX DE L'AVENIR DE LA RÉGION
CAPITALE. IL ÉVOQUE L'ENGAGEMENT
DE L'ÉTAT TERRITORIAL AU CŒUR
DES ACTEURS DU GRAND PARIS.**

PROPOS RECUEILLIS PAR LE MAG

**Quel est le quotidien du premier Préfet
de France dans la gestion de la crise sans
précédent que traverse l'Île-de-France ?**

Depuis le début de cette épidémie, qui a très durement touché notre région, mes équipes et moi-même, en lien avec la préfecture de zone, avons dû coordonner, gérer ou faciliter les réponses à de multiples problèmes, du logement des personnes sans-abri aux enjeux de reprise de l'activité économique, en passant par l'offre de transports publics pendant et après le confinement.

Plus globalement, les deux missions principales d'un préfet consistent à adapter les directives gouvernementales aux réalités de notre région si spécifique, d'une part, et coordonner les initiatives mises en place par l'ensemble des acteurs publics et privés pour faire face à cette crise, d'autre part.

Afin de préparer le déconfinement progressif de notre région à partir du 11 mai, j'avais mis en place une « conférence de concertation » qui a mis autour de la table les principaux élus locaux, les préfets et les services de l'État ainsi que les grandes fédérations professionnelles, les représentants syndicaux, les associations afin que les réponses apportées aux Franciliens par les pouvoirs publics soient les plus cohérentes et partagées possible.

Ces très nombreux échanges, aussi bien politiques que techniques, ont permis d'aboutir par exemple à la reprise progressive des chantiers grâce à la mise en place de mesures sanitaires adaptées aux métiers ou encore l'accord entre organismes patronaux et syndicaux sur l'usage du télétravail et l'étalement des heures d'arrivée et de départ en entreprises afin de limiter le recours aux transports en commun.

**Quelle est votre vision stratégique pour
les projets que vous portez avec tous
les partenaires engagés dans la relance ?**

Cette crise a eu un effet de loupe sur les problématiques auxquelles notre région est structurellement confrontée, mettant en évidence les inégalités sociales et territoriales,

la pollution, le déficit de logements ou encore les problématiques de transport. À la crise sanitaire s'ajoutent également de lourdes difficultés économiques qui touchent durement les entreprises franciliennes, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et, plus largement, du tourisme mais également dans d'autres secteurs (BTP, interim...). Très clairement, le nouveau modèle de précaution induit par les épidémies modifie les organisations du travail et les attentes sociales, qui généreront des surcoûts pour les entreprises et des exigences d'adaptation parfois très difficiles.

Dans le même temps, l'Île-de-France est l'une des régions les plus attractives et économiquement puissantes du monde : la relance doit donc conduire, à court et moyen termes, à préserver le maximum d'emplois et de compétences et, à plus long terme, à en faire un modèle sur les plans écologique, économique et social. C'est d'ailleurs tout le sens du message du président de la République et du gouvernement. Cela s'est traduit dans un premier temps par l'accès très large au chômage partiel pour les entreprises en difficulté, par la mise en place d'un fonds de solidarité et par le soutien de l'État à de grandes entreprises durement touchées, je pense à Air France par exemple.

« L'ÎLE-DE-FRANCE EST L'UNE DES RÉGIONS LES PLUS ATTRACTIVES ET ÉCONOMIQUEMENT PUISSANTES DU MONDE : LA RELANCE DOIT DONC CONDUIRE (...) À PRÉSERVER LE MAXIMUM D'EMPLOIS ET DE COMPÉTENCES... »



© Nardisse Agency - 47

En parallèle, nous avons travaillé avec le Conseil régional d'Île-de-France, sur un plan de relance qui, à l'heure où je vous parle (mai), est en cours de construction.

L'objectif de l'État en Île-de-France est bien de sauvegarder nos entreprises et notre attractivité pour sauver nos emplois.

Le Grand Paris des transports est bien engagé avec le Grand Paris Express et la modernisation des réseaux. N'est-ce pas le moment pour réaliser le fameux Acte II du Grand Paris, celui de l'aménagement et du logement ?

L'un ne va pas sans l'autre ! La construction du Grand Paris Express va, par exemple, conduire à rénover les quartiers de gare, désenclaver des territoires entiers et renforcer le poids de certains bassins économiques tels que le plateau de Saclay. C'est une formidable opportunité et une obligation en même temps pour l'État, les collectivités, les aménageurs publics comme privés, les promoteurs et tous leurs partenaires de réussir ces nouveaux « bouts » de ville, pas seulement ceux des quartiers de gare mais



**« ...NOUS DEVONS ENSEMBLE
RELEVER LES ENJEUX DE LOGEMENT
POUR TOUS, EN INTÉGRANT
L'ENVIRONNEMENT ET LA DURABILITÉ
DANS TOUS LES PROJETS,
L'ÉQUIPEMENT EN SERVICES PUBLICS,
LA CONNEXION AUX TRANSPORTS »**

tous ces nouveaux quartiers qui émergent grâce à cette dynamique du Grand Paris. Je crois que cet Acte II, dont vous parlez, est bien engagé, c'est une douce révolution qui est déjà à l'œuvre. Nous le voyons dans tous les événements du Grand Paris, les partenaires et les projets sont très nombreux à émerger.

C'est pourquoi, nous devons ensemble relever les enjeux de logement pour tous, en intégrant l'environnement et la durabilité dans tous les projets, l'équipement en services publics, la connexion aux transports. L'État y veille, bien sûr, mais c'est la population qui nous y invite. Nous l'avons vu lors du confinement au printemps dernier : ceux qui en ont le plus souffert sont ceux qui sont également touchés par de nombreuses inégalités. Je parle, par exemple, des logements trop exigus pour des familles qui ne peuvent se payer un logement plus grand, faute de revenus suffisants, mais également de tous ceux qui, même en gagnant leur vie, n'ont pas accès à un balcon, un jardin... J'ai entendu beaucoup de professionnels, d'urbanistes, de géographes s'interroger sur cette densité imposée à tous en ville. Je n'ai pas d'avis tranché sur cette question car je considère qu'il s'agit avant tout de trouver les équilibres : construire des logements pour tous sans trop grignoter sur les espaces naturels et l'État est engagé dans cette lutte contre l'étalement urbain avec la politique mise en place du « Zéro artificialisation » des sols. Faire dense tout en

conservant un espace de vie qualitatif.

Ces questions que tous nous nous posons depuis plusieurs décennies et auxquelles nous essayons de répondre s'imposent désormais à nous de façon urgente. Et l'État, comme tous les acteurs du Grand Paris, a sa part dans l'élaboration de réponses à ces défis.

Vous avez souhaité que l'État adhère à l'association Acteurs du Grand Paris. Quel regard portez-vous sur le travail de ce club et qu'en attendez-vous dans les prochains mois ?

L'État en Île-de-France se doit de soutenir toutes les énergies qui visent à faire éclore cet esprit du Grand Paris, de nourrir les ambitions que nous avons tous pour ce territoire. Et dans des temps comme aujourd'hui, où planent encore bon nombre d'incertitudes, il est plus que jamais nécessaire de penser le fait métropolitain. L'association des Acteurs du Grand Paris s'est peu à peu imposée comme l'un des lieux majeurs de cette réflexion. ♦

Vous nous trouverez toujours à vos côtés pour faire avancer la ville.



Sur tous les territoires où nous sommes présents, nous mettons nos expertises et notre savoir-faire au service des autorités organisatrices pour accompagner la transformation des villes. Des lignes de métro automatiques, une transition énergétique des centres bus à Paris et dans la métropole, du transport à la demande à Mantes-la-Jolie, des navettes autonomes à Vincennes, un atelier de maintenance métamorphosé en programme immobilier mixte à Boulogne-Billancourt... Nous innovons chaque jour pour rendre les villes plus durables et renforcer leur attractivité.

**Ensemble, construisons des solutions d'avenir
sur mesure pour vos territoires.**

Découvrez toutes nos actions sur ratpgroup.com
ou suivez [@RATPGroup_Terr](https://twitter.com/RATPGroup_Terr) sur Twitter.

**GROUPE
RATP**

DIRECTEURS GRAND PARIS

DES EXPERTS EN INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

LES DIRECTEURS GRAND PARIS DES GRANDES ENTREPRISES DE LA PLACE PARTAGENT LEUR TEMPS ENTRE DES MISSIONS DE VEILLE, DE PROSPECTIVE, DE REPRÉSENTATION, DE RÉSEAU ET D'INFLUENCE. EN INTERNE, LEUR RÔLE VA DE L'ÉVANGÉLISATION À LA RÉPONSE AUX APPELS D'OFFRES. TOUS SONT ANIMÉS PAR L'ENTHOUSIASME NÉ DE LA PARTICIPATION À UN PROJET HISTORIQUE, DONT L'AMÉLIORATION DE LA VIE DES HABITANTS CONSTITUE L'OBJECTIF ULTIME.

PAR JACQUES PAQUIER

Le quotidien des « directeurs Grand Paris » n'a rien d'une sinécure. En résumé, la journée de ces professionnels aguerris débute par la lecture de la presse professionnelle. Elle se partage ensuite entre l'interne et l'externe. À l'extérieur, l'agenda de ces développeurs mixe participation à des conférences, des rencontres diverses (club, associations professionnelles), rendez-vous avec des décideurs publics et privés, contribution à des groupes de travail thématiques. En interne, il s'agit d'informer, d'expliquer mais aussi, dans bien des cas, de participer à la

rédaction des réponses aux consultations et autres appels d'offres. « Le Grand Paris n'existait pas en tant que tel chez JC Decaux il y a quatre ou cinq ans », raconte Thierry Courrault, directeur régional. « J'ai convaincu mon patron de créer cette direction en partant d'une idée simple : nous allons grandir avec le Grand Paris. » Chez ce spécialiste de publicité urbaine, Thierry Courrault suit ainsi les dossiers de A jusqu'à Z. Autrement dit, de la naissance d'un projet à la remise de l'offre. Chaque entreprise est, en l'occurrence, structurée différemment. Chez ABB, par exemple, Philippe Palluel ne participe pas à la constitution des offres. Comme l'ensemble de ses pairs, le directeur Grand Paris de l'équipementier électrique passe néanmoins ses journées à agir pour que son entreprise les remporte.

Des métiers en pleine réinvention

Être directeur Grand Paris, pour ces « poissons-pilotes », consiste à la fois à suivre, comprendre et expliquer une construction institutionnelle complexe et contrariée, mais aussi à aider sa structure à se positionner dans des métiers en pleine réinvention. À l'image des appels à projets



© Ariane Le Guay

« NOUS ESSAYONS DE COMPRENDRE LES BESOINS DES COLLECTIVITÉS DÈS LEUR ORIGINE, POUR ÊTRE EN CAPACITÉ D'Y RÉPONDRE AUX MIEUX »

PIERRE-YVES DULAC (ENGIE)



Le salon du Mipim à Cannes en 2019.

© MIPIM19-©Benjamin Gémind-Hans Lucas

urbains innovants (APUI), les *Réinventer Paris* et autres *Inventons la Métropole du Grand Paris*, la tendance est à des réponses groupées aux concours. « Il s'agit donc, pour nous, de comprendre qui drive le business de la fabrique de la ville », résume Philippe Palluel, en bon français. Répondre à des consultations ne suffit pas. Il faut, en amont, s'être attaché le concours de partenaires à même de permettre ces réponses globales.

Ces ambassadeurs du Grand Paris sont des influenceurs en interne comme en externe. « Nous jouons à fond la carte des réseaux », reconnaît Pierre-Yves Dulac. Le directeur régional Île-de-France d'Engie se qualifie lui-même de lobbyiste. « Mon rôle est d'ouvrir des portes et de veiller à ce qu'elles ne se referment pas derrière moi », résume-t-il. Pierre-Yves Dulac utilise, en l'occurrence, un tissu relationnel constitué tout au long d'une carrière déjà longue, d'exploitant notamment. « Nous essayons de comprendre les besoins des collectivités dès leur origine, pour être en capacité d'y répondre aux mieux », poursuit-il. Dans un monde mouvant. Les métiers de l'éner-

gie, tout comme ceux de la fabrique de la ville ou de la mobilité, se transforment à vive allure. Il faut suivre. « Il y a quelques années encore, si vous parliez de coworking, de coliving ou d'agriculture urbaine à vos collègues, ils se bidonnaient », souligne Matthieu Baille, directeur Grand Paris chez Suez. Ce n'est plus le cas.

En rangs serrés au Mipim

Désormais, chez Suez, on se rend en rangs serrés au Mipim, en particulier sous la tente Grand Paris, et pas seulement pour prendre le soleil cannois. « Lorsque j'ai appris à mes dirigeants les centaines de milliers de tonnes de déblais qu'allait générer le réseau du Grand Paris Express, ils ont été stupéfaits, se souvient Matthieu Baille. Nous avons rapidement compris que les marchés de terre de la Société du Grand Paris ne seraient pas directs mais passeraient pas les entreprises de BTP. » Le directeur Grand Paris chez Suez raconte également comment l'expérience Grand Paris a permis à Suez de se positionner avec succès sur les marches du Grand Moscou.



**« NOUS AVONS MOBILISÉ DES EXPERTS
POUR AIDER, PAR EXEMPLE, LA MÉTROPOLE
À PRÉVOIR L'ÉVOLUTION DE SA CONSOMMATION
D'ÉLECTRICITÉ »**

NATHALIE LEMAITRE (RTE)

Chaque directeur Grand Paris interrogé exprime par ailleurs le sentiment de participer à l'amélioration de la vie des habitants. « Pour tous, partout, la Délégation régionale du groupe La Poste que je pilote a l'ambition de simplifier la vie des Grands Parisiens », indique François Laborde, délégué régional de La Poste. « Nous sommes lauréats de plusieurs appels à projets urbains innovants et avons entre autres inventé un concept de conciergerie digitale et physique, nommée Place des Services, désormais déployé nationalement, précise François Laborde. Ce dernier cite également Fluow, opérateur de Véligo Location, dont La Poste est partenaire.

Prendre le pouls des acteurs institutionnels

Les directeurs Grand Paris sont appelés en outre à participer aux travaux de prospective menés dans le cadre du projet. Nathalie Lemaître a ainsi participé au cours des dernières années, pour RTE, dont elle était la responsable Grand Paris, à de multiples réunions avec les collectivités (Métropole, Région, communes) de partage et de mutualisation d'informations. Il s'agit, par exemple, de mobiliser des experts de l'opérateur pour aider la Métropole à prévoir l'évolution de sa consommation d'électricité. Ou encore de partager, avec l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), ses informations sur la programmation des grands chantiers franciliens, pour rationaliser le calendrier des interventions.

« Nous organisons régulièrement, avec des partenaires engagés qui construisent le monde de demain, des visites de sites, tels que des sites de traitement de déchets ou de production de gaz vert », déclare Véronique Bel, directrice territoriale GRDF en région Île-de-France.

« Nous contribuons également à des ateliers de co-construction sur la mobilité propre, la sobriété énergétique, l'utilisation des données de consommation et, bien entendu, le développement du gaz vert. » « Grâce au Grand Paris, le groupe EDF accompagne le territoire francilien dans sa transformation en proposant des solutions innovantes, performantes et bas carbone qui favorisent une meilleure qualité de vie pour les citoyens », souligne François-Marie Didier, directeur du développement territorial. L'intérêt principal de mon travail, c'est la rencontre avec tous ces acteurs qui sont de nouveaux métiers pour le groupe EDF », poursuit-il.

S'imprégner du territoire

« Être directeur Grand Paris, c'est s'imprégner de l'ensemble du territoire, prendre le pouls de ses acteurs institutionnels tout en restant au plus près des aspirations des habitants », résume Elias-Antoine Chebak (Nexity). « Chez Rexel, notre intérêt est de faire découvrir les services qu'apporte la technologie, notamment la gestion intelligente du bâtiment grâce à la digitalisation, pour améliorer la qualité de vie des occupants, tout en prenant en compte l'impact environnemental et sociétal », explique Mohssine El Jaffali, responsable projet Grand Paris chez Rexel France. « Ce partage d'expériences permet de faire profiter pleinement des innovations technologiques, d'avoir des appels d'offres plus simples à travailler et de limiter en amont l'empreinte carbone du bâtiment. Ces technologies sont essentielles pour développer une grande métropole parisienne, plus résiliente, plus économe et plus durable. Tout le groupe Rexel est mobilisé pour participer à cette grande aventure. » ♦

acteursgrandparis.fr



LA FORCE TRANQUILLE

LE TEMPS D'UNE RENCONTRE, PARLEZ POLITIQUE, COMMUNICATION ET OPINIONS, ADMINISTRATIONS, ENTREPRISES, MENTORS, FÉMINISME, ÉCOLOGIE, PASSIONS. AJOUTEZ UNE PAROLE ENTHOUSIASTE, UNE CONCENTRATION MANIFESTE ET UN ESPRIT BIEN CONSTRUIT. VOICI **MARIE LE VERN**. ELLE EN DIT BEAUCOUP, OÙ TOUT PARAÎT ESSENTIEL.

PAR LOUIS ANERGIE

Marie Le Vern dirige la communication, les relations institutionnelles et la RSE de Sogaris, leader de l'immobilier logistique urbain. Un poste à enjeux tant les mutations du secteur sont nombreuses, où, entre camions d'hier et mobilités de demain, plateformes et points relais, approvisionnement de millions d'habitants et commerces de proximité, elle s'est fixé l'objectif « d'accompagner les villes dans la constitution d'un réseau immobilier permettant d'organiser mieux les flux de marchandises ». Elle est heureuse dans cette vie et elle dit son bonheur de travailler auprès de Jonathan Sebbane, avec qui elle échange beaucoup : « Il me laisse une grande liberté d'action dans une confiance réciproque. »

Chez Sogaris, on est en lien direct avec les sujets du Grand Paris. Dès sa prise de fonction, il y a deux ans et demi, la nouvelle directrice rejoint les Acteurs du Grand Paris. Une évidence pour celle qui, par expérience et par culture, sait l'importance de s'imprégner d'un territoire et de partager avec ceux qui le font vivre. « Le Grand Paris est un projet encore non abouti », estime-t-elle. « Ma représentation du Grand Paris idéal, c'est un territoire reposant sur

deux jambes : le développement économique et les solidarités, un territoire plus équilibré. » Elle ose, « le Grand Paris, c'est un peu Paris partout », signifiant l'écart aberrant entre les aménités parisiennes et les territoires alentour, délaissés.

« Libre d'être elle-même »

Députée PS durant la précédente mandature, elle affirme « qu'il est difficile de se départir de la vision que donnait Nicolas Sarkozy » du Grand Paris dans « un récit charpenté et une représentation qui parle directement à l'opinion publique ; ces énoncés ont été puissants : l'ouverture maritime jusqu'au Havre, le modèle urbain désirable, celui des courtes distances – métro, logement, travail, services –, celui d'une approche économique par clusters ». Cette native de Normandie connaissait les nécessités de l'axe Seine bien avant de travailler en Île-de-France.

« ON NE CHOISIT PAS UN POSTE, ON CHOISIT D'ABORD UN PATRON »

C'est là-bas qu'elle a fait ses premières armes, dans la vie et en politique. Fille du puissant président de Haute-Normandie d'alors, Alain Le Vern, Marie est née dans un berceau politique. Elle s'est très vite engagée. Bien que solidement entourée, elle reste marquée par cette première campagne électorale menée en son nom : « Jeune femme dans le monde rural, j'ai compris qu'il y avait du chemin à parcourir et que l'égalité ne se décrète pas, elle s'impose. J'ai été confrontée aux préjugés, j'ai pris l'infantilisation et la condescendance en plein visage. » Face au sexisme ordinaire, elle dit la nécessité du féminisme, sans complaisance avec celui de salon. Elle qui, toute son enfance, s'est sentie « libre d'être elle-même » n'accepte pas la condition des femmes meurtries dans leur vie, trop souvent enfermées dans le silence.



Il y a une détermination chez cette jeune femme qui conjugue convictions et racines. Son « grand chêne », c'est Laurent Fabius. C'est lui qui l'a convaincue que la politique n'était pas un gros mot : « Il est un homme auprès de qui tout devient simple mais jamais simpliste. » L'ancien Premier ministre l'a encouragée à sans cesse faire preuve de curiosité et à toujours avoir un livre auprès d'elle.

Grandir à l'ombre d'un grand chêne

Son actualité, c'est d'objectiver encore davantage ses conseils et ses analyses, un positionnement professionnel d'avenir qu'elle mûrit avec la politologue Chloé Morin qui l'a « convertie à l'analyse de l'opinion, c'est devenu essentiel dans ma vie professionnelle. Nous pouvons parler des heures, échanger sur tout et concrétiser des études et écrits le plus simplement du monde. Jamais écrire en duo n'a été si simple ». Elle finalise en parallèle un MBA Gestion des organisations à Paris-Dauphine et parle de son tuteur, Christophe Moreau, le DG de Red Hat France, avec autant de reconnaissance et d'affection que lorsqu'elle évoque quelques heures de conversation avec le PDG de Transdev, Thierry Mallet, dont elle retient ce conseil : « On ne choisit pas un poste, on choisit d'abord un patron. »

Marie Le Vern a vu trop de ses amis étouffer sous un management sans bienveillance, sans leadership ni vision. Elle revendique sa liberté, ses projets, un foisonnement et une imbrication avec sa vie familiale dans laquelle elle s'épanouit. Elle suit sa route et conclut : « Contrairement au proverbe, je pense que l'on grandit beaucoup mieux à l'ombre d'un grand chêne. » ♦

LE TOURBILLON DE LA VIE

COMMUNICANTE DE TOUJOURS, **VALÉRIE CATHELY** A FAIT SES ARMES DANS L'AGENCE CONSEIL FONDÉE PAR JACQUES COUP DE FRÉJAC, PROCHE DU GÉNÉRAL DE GAULLE ET PÈRE DES RELATIONS PUBLIQUES EN FRANCE. ELLE REMONTE DANS LE TEMPS AUSSI FACILEMENT QU'ELLE ÉVOLUE DANS L'ESPACE, EN FAISANT TOUJOURS PLUS POUR SON GROUPE, LA POSTE, POUR SA FAMILLE, SES DEUX FILLES, JEUNES FEMMES DONT ELLE PARLE AVEC AMOUR ET FIERTÉ. PAR LOUIS ANERGIE

Son moteur, c'est le désir, l'ambition partagée d'un projet, d'une équipe, être embarquée dans un mouvement autant que l'animer. Elle évoque « le courage, la conviction, la loyauté, l'engagement ». Elle dit sa fierté de travailler depuis 10 ans pour La Poste, « une entreprise ancrée dans la société, au cœur des échanges, des sujets urbains, sociaux, numériques, environnementaux... C'est très stimulant ! ». Elle écoute, elle est cash, spontanée, aussi à l'aise avec les dirigeants que dans le QG préféré de ses filles où elle discute sans se préoccuper des générations.

Radieuse, souriante, enjouée, impliquée, le temps n'a pas de prise sur elle. Au point qu'on se demande

comment elle a eu le temps de faire tout cela ? Devenant directrice de la communication Île-de-France de La Poste en 2011, elle reprend l'adhésion de son prédécesseur aux Acteurs du Grand Paris et s'investit avec passion dans le projet. Si bien qu'elle sera membre du Bureau du Club durant deux ans. Un rapide break la conduit à la direction de la com' interne de la branche services courrier colis du Groupe La Poste, avant d'intégrer la délégation Île-de-France où elle est en charge des affaires publiques pour Paris.

« Servir une entreprise dont j'épouse les valeurs »

Celle qui déteste la routine et aime apprendre en permanence est servie avec le Grand Paris, rien d'autre pour elle « qu'une vision augmentée du territoire qui intègre durablement les richesses et la diversité qui l'entourent ». Elle évoque les gares du Grand Paris Express et insiste sur l'importance de réussir leurs futurs quartiers. Des territoires où La Poste imagine déjà sa présence « pour être intégrée aux nouveaux flux et continuer de simplifier la vie des gens ».

Il y a une ivresse à parler du mastodonte La Poste, ses 250 000 collaborateurs, ses bureaux, les services aux millions de clients, les grands programmes immobiliers et, surtout, la logistique urbaine, « sans nul doute l'enjeu métropolitain le plus structurant pour conjuguer e-commerce et proximité, mobilités et décongestion ».

Heureuse, elle se sent alignée : « J'ai besoin de servir une entreprise dont j'épouse les valeurs, et c'est le cas. » Esthète, amatrice d'art et de conversation, ne s'arrêtant jamais, rentrant tard, se levant tôt, elle quitte l'entretien pour un autre rendez-vous. La rencontre finit. Et l'on se sent un peu seul. ♦





© Ariane Le Guay

ACTEUR-005

SI LE CLUB ACTEURS DU GRAND PARIS ÉDITAIT UNE CARTE PAR ADHÉRENT, **THIERRY COURRAULT** AURAIT LE NUMÉRO 5. C'EST DIRE LA LONGÉVITÉ DE SON ENGAGEMENT. COMME LIONELLE MASCHINO CHEZ VEOLIA, IL EST L'UN DES PREMIERS PROFESSIONNELS DU PRIVÉ À AVOIR COMPRIS LA NÉCESSITÉ D'INVESTIGUER EN AMONT LE GRAND PARIS.

PAR LOUIS ANERGIE

Directeur régional en Île-de-France chez JCDecaux, il a été de tous les rendez-vous qui comptent. Le dîner de lancement de l'association, le 26 juin 2011, avec Jean-Paul Huchon, Maurice Leroy et André Santini. Quelques jours après, ce rendez-vous dans un restaurant chinois du 7^e où les quinze premiers professionnels ont formalisé leur adhésion à l'aventure du Club.

Sa sensibilité aux territoires n'est pas étrangère à cet engagement. Avant d'intégrer JCDecaux en 1996, il a forgé son expérience dans des collectivités comme Franconville dont il a dirigé la communication et au Parlement aux côtés du député Francis Delattre. De la Chambre des Notaires de Paris au CNPF et jusqu'à la Chambre de Commerce de Paris, le jeune homme, qui venait d'obtenir son

DESS de Droit à Paris V, a connu les institutions qui comptent dans la vie régionale.

Aujourd'hui, ce fin connaisseur des territoires est intarissable sur ces petits détails qui font l'identité des localités d'Île-de-France, la personnalité de nombreux élus, leur histoire électorale aussi. Le grand tournant de sa vie professionnelle sera sa rencontre avec Jean-Claude Decaux. Ce grand patron – dont le bureau est toujours visible dans son état d'origine au siège de l'entreprise, à Plaisir – frappe et séduit celui qui n'imaginait pas un jour intégrer le leader mondial des équipements publicitaires dans l'espace public.

« Préparer un territoire organisé (...) et humain »

Depuis, il faut l'entendre raconter l'histoire de ces kiosques, de ces abris-bus et lampadaires, minutieusement présentés, collection par collection, dans l'ordre chronologique de leur fabrication sur le show-room de l'entreprise, pour mesurer combien il s'est imprégné de l'histoire et des créations de ce groupe familial. Ces locaux, qui ont servi de décor au chef d'œuvre de Lelouche *Itinéraire d'un enfant gâté*, n'ont aucun secret pour lui.

Père d'une jeune femme, celui sur lequel le temps semble n'avoir pas de prise évoque souvent les générations futures. C'est le point d'ancrage pour comprendre son engagement dans le Grand Paris, un projet dont il dit qu'il doit « transformer la région parisienne, en matière de transport, de logement, d'activités économiques ou encore de mode de vie ». Vice-président d'Acteurs du Grand Paris depuis 2017, il veut laisser cette trace aux générations futures : « C'est une exigence que nous leur devons, celle de préparer un territoire organisé, géré, efficace et humain. »

Personnalité souriante, chevelure ondoyante, cet éternel élégant semble traverser la vie avec aisance dans un parfait équilibre avec sa compagne Isabelle, se posant les bonnes questions mais trouvant aussi son rythme dans celui des événements. On se dira que c'est peut-être lui l'enfant gâté d'une existence bien construite. ♦

PARCOURS SENTIMENTAL

TIRER LE PORTRAIT DE CE JEUNE HOMME DE 32 ANS, C'EST COMMENCER PAR LE SENS PREMIER DU MOT. LE REGARDER. PARCE QU'ON CHERCHE AUTRE CHOSE QUE L'ÉVIDENTE EXPÉRIENCE DES ANCIENS. DANS LE CAS D'**ELIAS-ANTOINE CHEBAK**, « ELIAS, ÇA SUFFIT », C'EST CONSTATER UNE PRÉSENCE, UN PEU RASSURANTE, UN PEU CURIEUSE. C'EST SURTOUT UN SOURIRE QUI SERA, AU LONG DE L'ENTRETIEN, TOUJOURS HONNÊTE, PARFOIS DÉSARMANT. PAR LOUIS ANERGIE

« **E**lias », donc, est directeur développement Grand Paris chez Nexity. Avec un titre pareil, dans une telle entreprise, on comprend, sans que nécessité soit faite d'en dire plus, son engagement parmi les Acteurs du Grand Paris. « Qu'on parle du projet comme

du territoire, le Grand Paris marque ma trajectoire personnelle. J'en fais l'expérience quotidienne. »

Il en parle surtout comme de dynamiques « entre le cœur historique de Paris, les grands ensembles et les centres-bourgs de la grande couronne ».

Trois personnalités ont accompagné son parcours aux expériences déjà variées. De Valérie Pécresse qu'il rencontre alors

jeune militant chez Les Républicains, il souligne « le courage, la vision et le leadership ». C'est aux côtés de Geoffroy Didier, au Parlement Européen puis comme directeur de cabinet du vice-président de la Région en charge du logement, qu'il fera le gros de son expérience : « Il m'a appris, avec générosité et rigueur, comment œuvrer au service de l'intérêt général et, grâce à lui, j'ai découvert le secteur du logement, ses enjeux humains et sociaux. »

Enfin, peut-être même, surtout parce qu'il ne bénéficiera pas de tout ce qu'il aurait pu lui apporter, Jean-Philippe Ruggieri, le directeur général de Nexity, décédé en début d'année. « La force de ses engagements m'a beaucoup marqué, il savait nous emporter dans ses idées tout en respectant les nôtres. » Il parle de son talent, de sa chaleur, de sa bienveillance. De son amour pour les gens aussi. L'humanisme comme trait d'union, « être au service des gens, de la population, c'était ma première exigence lorsque j'ai basculé du secteur public au secteur privé ».

« Faire un travail de fond, d'analyse »

De son métier actuel, il dit : « La crise interroge tout notre système, nous faisons donc un travail de fond, d'analyse, avec nos partenaires comme les collectivités locales, pour adapter nos logements aux nécessités nouvelles, aux besoins des habitants, comme aux exigences environnementales. »

Intarissable sur les autres, et même bavard de tempérament, il est moins loquace sur lui-même. On en saura peu en dehors de sa sincère gentillesse qui imprègne la conversation. Quelques allusions au Bureau des légendes, la série reconnue pour la qualité de son écriture et « l'égale place faite aux rôles des femmes et des hommes » et cette confession : « J'adore les films avec Belmondo. » Il évoque son professeur de français de 5^e, M^{me} Dressler, qui lui a donné le goût de mots et des livres en le punissant dans sa salle de cours avec des Premières L, plutôt qu'en salle de colle. Il y a pire châtement. ♦



BUSINESS CLASS

D'EMBLÉE ELLE DÉTONNE. AVENANTE, JOVIALE, CETTE GRANDE JEUNE FEMME IMPOSE SON EMPATHIE À LA CONVERSATION. POUR CHAQUE QUESTION QUI LUI EST ADRESSÉE, **CHRISTELLE TANG** EN POSERA DEUX EN RETOUR. PLUS QUE SON PORTRAIT, POUR ELLE, C'EST UN ÉCHANGE. CETTE DUALITÉ, C'EST SON ADN. NÉE À PARIS DE PARENTS CHINOIS ÉMIGRÉS EN FRANCE DANS LES ANNÉES 80, ON TROUVERA DIFFICILEMENT « PLUS GAULOISE ». ELLE PARLE GASTRONOMIE, BISTROT, BOUQUINS, MYTHOLOGIE, « CINOCHÉ », AVEC LA GOUAILLE, EN PLUS APPLIQUÉE, DES ENFANTS DE BELLEVILLE OÙ ELLE VIT DEPUIS TOUJOURS.

PAR LOUIS ANERGIE

« **L'**entreprenariat est un mantra familial qui me berce depuis l'enfance », annonce celle qui, dès la fin de l'école, fonçait dans les magasins de ses parents, soirs et weekends. Pas de surprise, donc, qu'elle soit diplômée de l'EMLyon Business School. Elle s'immerge alors dans le business familial fait d'import-export, d'immobilier de commerce et d'entreprise. Elle y apporte « une French Touch, une attention à l'organisation, à la structuration des activités là où l'informel est une coutume ».

Plusieurs années à forger une double expertise des marchés chinois et français. Elles aboutiront en 2016, après un travail colossal, à l'inauguration d'un vaste centre commercial B2B spécialisé dans le commerce avec l'Asie, à la lisière de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Un équipement devenu emblématique du Grand Paris, doté de près de 300 espaces commerciaux de gros personnalisables, pour lequel elle s'engage viscéralement : « L'immobilier



© Ariane Le Guay

d'entreprise est spécifique, plus qu'une transaction, c'est un conseil, un accompagnement de son client pour pérenniser son activité. »

« Conjuguer le meilleur des deux mondes »

C'est donc sur le territoire du Grand Roissy qu'elle découvre le Grand Paris « d'abord de loin, un projet de papier glacé, pas vraiment concret ». Et puis « des réalités qui émergent, des chantiers partout, le Grand Paris Express qui donne l'appui stratégique aux projets des territoires ». Consciente de cette dynamique, elle contacte des professionnels, intègre le Club Acteurs du Grand Paris, dont elle devient membre du bureau un an après, en 2019. « J'ai vu le Grand Paris devenir une réalité », déclare-t-elle. Sa famille consolide les activités et Christelle Tang développe. De sa connaissance du Grand Paris, elle saisit l'urgence de la transition écologique et l'applique aux mobilités. Son grand projet à long terme : « Conjuguer le besoin de mass transit propres dans les métropoles avec les meilleures technologies électriques qui sont en Chine. » Elle noue un partenariat avec plusieurs leaders du secteur, dont le géant du ferroviaire CRRC, constitue une offre faite de bus et de véhicules utilitaires, et ressuscite une marque française pour porter cette activité, Clément-Bayard. « Je suis française et d'origine chinoise, je veux conjuguer le meilleur des deux mondes », affirme-t-elle. « Bientôt, le Grand Paris s'appellera Paris, comme le Grand Shanghai, Shanghai », une synthèse. ♦

Le notariat, acteur de la réalisation du Grand Paris

Cédric Blanchet succède, le 15 septembre, à Bertrand Savouré à la présidence de la Chambre interdépartementale des notaires de Paris. Tous deux nous livrent leur point de vue commun sur le rôle des notaires dans la construction du Grand Paris.



Cédric Blanchet.



Bertrand Savouré.

leurs clients et bénéficient de leur confiance. Ils disposent d'une organisation remarquablement efficace, ainsi qu'ils l'ont prouvé pendant la pandémie en déployant une expérience temporaire de signature d'acte avec comparution en visio du client, témoignant ainsi de leur maîtrise des techniques de dématérialisation. Ils assurent la sécurité et l'efficacité de la transmission des patrimoines, de l'investissement immobilier et de son financement, et la solidarité intergénérationnelle.

En quoi le notariat du Grand Paris est-il un acteur de la construction du Grand Paris ?

Cédric Blanchet : Les 2 500 notaires et leurs 10 000 collaborateurs du Grand Paris ont réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 2, 5 milliards d'euros. Ils ont, en outre, une fonction singulière de relais entre la puissance publique et leurs diverses clientèles de particuliers, d'entreprises et de collectivités. Ils ont une connaissance intime des besoins de

« Nous avons convenu d'associer notre réflexion sur le logement avec celle des professionnels de l'urbanisme et de l'immobilier au sein de l'APUI. »

Bertrand Savouré

La crise du Covid-19 a-t-elle affaibli l'attractivité du Grand Paris ?

Bertrand Savouré : Les grandes métropoles mondiales ont été les épicentres de la crise sanitaire, car ce sont des lieux de forte densité et de rencontres multiples. Elles vont devoir vivre à l'heure de la distanciation et de la prudence. Mais le Grand Paris a montré sa capacité de résilience pendant la

crise. La population a fait preuve d'une très grande discipline. Par ailleurs, la dématérialisation de nos systèmes d'information a beaucoup progressé et, avec elle, les besoins de circulation. Notre profession, comme beaucoup d'autres, a concentré – en deux mois – sans doute plusieurs années d'accélération des procédures digitales. La capacité de s'adapter et de se transformer constitue plus que jamais une marque d'attractivité.

Mais le télétravail et la fuite de plus d'un million et demi de Franciliens pendant le confinement n'ont-ils pas sonné le glas de l'hyperdensité urbaine ?

Cédric Blanchet : Il faut faire attention à certaines impressions du moment : le télétravail a ses limites, dont chacun s'est vite rendu compte, même s'il est devenu, de façon irréversible, un des modes d'organisation du travail. On a aussi besoin de lieux collectifs de rencontres et d'échanges. Les open spaces, présentés il y a encore quelques mois comme l'alpha et l'oméga de la rationalisation des espaces de travail, apparaissent aujourd'hui moins pertinents. Enfin, la crise sanitaire a confirmé l'absolue nécessité d'un habitat de qualité et de lieux de transport sécurisés.

« Nous constatons chaque jour la pénurie de logements de qualité, l'augmentation inexorable des prix et l'inadaptation d'une bonne partie du parc de logements par rapport aux besoins actuels. » **Cédric Blanchet**

Tout peut donc continuer comme avant ?

Bertrand Savouré : Pas du tout. Cette crise a révélé l'urgente nécessité de changer de braquet dans la mise en place des principales politiques urbaines. Citons la maîtrise de l'intelligence artificielle, la prise en compte non optionnelle des priorités environnementales et la mise en œuvre de la responsabilité sociale d'entreprise. S'imposent aussi la recherche de solutions innovantes au problème du logement pour tous, la définition de nouvelles coopérations entre le public et le privé, tant dans la méthode que dans les objectifs, sans oublier l'ingénierie juridique que nous devons plus que jamais déployer pour accompagner tous ces changements. Nous avons convenu d'associer notre réflexion sur le logement avec celle des professionnels de l'urbanisme et de l'immobilier (APUI).

Vous venez de prendre une initiative forte en termes de politique du logement ?

Cédric Blanchet : Nous constatons chaque jour la pénurie de logements

de qualité, l'augmentation inexorable des prix et l'inadaptation d'une bonne partie du parc de logements par rapport aux besoins actuels. Seule une mobilisation de tous les acteurs publics et privés de la chaîne du logement peut permettre de débloquer la situation : c'est une des conditions fondamentales de l'attractivité du Grand Paris pour les douze millions de résidents, pour les entreprises, pour le bien public. Les notaires ont noué, dans cette perspective, des contacts fructueux au cœur de la crise du Covid avec les professionnels comme avec les collectivités publiques dans un objectif de continuité de l'action publique. Il s'agit de procéder de même pour définir ensemble des solutions innovantes. C'est tout l'objectif du groupe de travail que nous avons constitué de manière interdisciplinaire en matière de logement et qui va rendre ses conclusions avant la fin de l'année. Bien évidemment, nous nous situons plus que jamais dans la dynamique de la coordination entre tous les acteurs du Grand Paris. Et c'est la vocation d'une association comme la vôtre de nous accompagner dans cet objectif partagé. ♦



Mais si, l'imaginaire du Grand Paris existe déjà !

DE LA LITTÉRATURE AU RAP EN PASSANT PAR LA BIÈRE, LA MÉTROPOLE, QUE L'ON DIT DÉSINCARNÉE, EST DÉJÀ REPRÉSENTÉE DANS TOUS LES DOMAINES CULTURELS. ET SE FAIT GENTIMENT UNE PLACE DANS L'INCONSCIENT COLLECTIF.

PAR LOUIS MOULIN



Quand on évoque le « Grand Paris », que ce soit pour parler des futures lignes de métro en périphérie de la Capitale, de la strate administrative nouvelle que représente la Métropole du même nom ou simplement de l'agglomération formée par Paris et ses banlieues, il n'est encore pas rare de déclencher haussements de sourcils et moues sceptiques. Dix ans après la réactivation dans l'espace public d'un concept territorial dont les premiers échos remontent pourtant au Second Empire, il reste de bon ton de dire que le Grand Paris, « ça ne veut rien dire pour les gens ».

Le lieu commun veut que le terme « Grand Paris » ne soit intelligible que des sphères politiques et des techniciens de la ville, mais qu'il soit vide de sens et de représentations pour la plupart des habitants de la Métropole. Et qu'il y a nécessité à donner du contenu – notamment culturel – à ce concept éthéré. Dans une interview au *Parisien* (édition du 1^{er} mars 2018), Rémi Babinet, fondateur de l'agence de communication BETC, estimait ainsi qu'un « imaginaire du Grand Paris » était encore à concevoir.

Un imaginaire déjà fertile

« En écho au Métropolitain, créé au XIX^e siècle, le Grand Paris Express va désenclaver de nombreux territoires et donner aux habitants le sentiment de partager un territoire unique. Il va falloir que ces derniers créent progressivement un nouvel imaginaire, à la dimension de ce nouveau Paris, pour que ce territoire prenne vie », professe le publicitaire.

Comme pour commencer à pallier ce « déficit d'imaginaire », BETC s'est justement associé au media spécialisé *Enlarge Your Paris* pour publier un *Guide des Grands Parisiens* qui raconte à sa manière la Métropole. Une première pierre à l'édification mentale du Grand Paris ? Ou bien le dernier avatar – et l'un des plus aboutis – d'un imaginaire déjà bien fertile ?

Car, depuis une décennie, le concept de « Grand

Paris » a eu le temps d'infuser et d'inspirer des représentations variées. Il nous semble ainsi que, loin de souffrir d'un « déficit d'imaginaire », la Métropole est au contraire en pleine ébullition et que l'appropriation culturelle du Grand Paris bat son plein. Et ça n'a pas commencé hier...

La BD et la presse en précurseurs

De manière assez naturelle, la littérature spéculative – et plus particulièrement la bande dessinée – a été la première à s'emparer de l'imaginaire métropolitain. Ainsi, c'est la série de BD *Masqué*, de Serge Lehman et Stéphane Créty, qui nous semble avoir été la première œuvre à se projeter à part entière dans le Grand Paris. Ses quatre tomes ont été publiés entre 2012 et 2013 et s'attachent à raconter une (très bonne) histoire de super-héros dans *Paris Métropole*. Et, bien plus que ses personnages en collants et en loups, c'est bien cette capitale, qui aurait débordé de longue date du périphérique, qui est la véritable héroïne de cette série. Au printemps 2012, Serge Lehman confiait ainsi au magazine *Megalopolis* : « J'avais envie de faire un super-héros contemporain à Paris, mais je n'avais pas trouvé de solution avec le Paris intra-muros qu'on connaît. C'est le résultat du concours d'architecture autour du Grand Paris qui a déclenché l'écriture de *Masqué*. D'un seul coup je me suis dit : Mais t'imagines, tu prends le métro là et tu émerges au milieu du plateau de Saclay à côté du cyclotron... Là, il y a un espace extraordinaire qui s'ouvre et on peut rêver à nouveau. »

Après *Masqué*, une autre bande dessinée spéculative a fait la part belle au Grand Paris : *Revoir Paris*, de Benoît Peeters et François Schuiten, dont les deux tomes sont parus en 2014 et 2016. Accompagnée d'une exposition à la Cité de l'Architecture, la BD des auteurs de la célèbre série des *Cités Obscures* est une réflexion onirique sur le devenir de la Capitale, ses formes urbaines possibles, les concepts de ville-musée et... de dépassement des frontières traditionnelles de Paris.

L'autre medium à s'être rapidement approprié le concept de « Grand Paris », c'est la presse, toute à son souci de coller à l'air du temps.



« Ce n'est pas tant qu'il faille construire un imaginaire du Grand Paris que de prendre conscience de son existence. Et de réussir à s'appuyer sur ces différents récits pour construire la métropole ouverte, solidaire et apaisée dont les Franciliens ont besoin. »

On a cité feu *Megalopolis* (dont l'auteur de ses lignes est un des cofondateurs) qui a voulu, de 2010 à 2013, être « le magazine du très grand Paris » à travers une ligne éditoriale dictée par l'abolition du clivage Paris-banlieues. D'autres titres spécialisés de la presse professionnelle ont suivi, du *Journal du Grand Paris* à *Objectif Grand Paris*. La presse généraliste n'est pas en reste avec l'apparition progressive de rubriques dédiées à la Métropole. Le gratuit *20 Minutes* a ainsi adopté la dénomination « Grand Paris » pour désigner son édition locale francilienne dès septembre 2013. *Le Journal du Dimanche* dispose, lui, d'une rubrique « Grand Paris » depuis mars 2017 tandis que *Le Parisien* propose, depuis deux ans, une page hebdomadaire avec ce même intitulé. Autant d'adjuvants à l'appropriation de l'idée métropolitaine par le grand public...

De la collection Blanche de Gallimard au comptoir d'un café d'Aulnay

À la suite de ces précurseurs, il nous semble que le mouvement s'est grandement accéléré ces dernières années. La meilleure illustration en a été donnée au premier trimestre 2017, où l'on a vu à la fois paraître *Le Grand Paris* de l'écrivain Aurélien Bellanger et le clip *Grand Paris* du rappeur Médine. Deux contributions littéraires aux styles et aux publics supposés assez éloignés, mais qui donnent chacune chair à l'idée de Grand Paris.

Ce ne sont d'ailleurs pas les seules œuvres textuelles sur le sujet : citons, dans des styles là encore variés, le feuilleton littéraire en ligne de Frédéric Ciriez et Bruno Collet *Les Mystères du Grand Paris* ; les mémoires d'un des acteurs principaux du projet, le conseiller Pascal Auzannet, intitulées *Les Secrets du Grand Paris* ou encore *Très Grand Paris*, un polar publié à l'issue d'une résidence littéraire au 6B à Saint-Denis.

Mais la littérature n'a pas l'apanage du Grand Paris. Trois exemples pour s'en convaincre. D'abord dans le domaine sportif : depuis l'été 2017, le club de basket de Paris Levallois s'appelle Metropolitans 92. Notre deuxième exemple vient aussi de Levallois-Perret, où deux compères ont fondé en 2011 la *Brasserie du Grand Paris*. Désormais installés à Saint-Denis, les brasseurs sortent de leurs cuves des bières aux noms évocateurs, tels que la « Grand Paris » et l'« Express ». Enfin, pourquoi ne pas déguster ces mousses au comptoir du *Café du Grand Paris* ? C'est le nom d'un bistrot qui a ouvert à l'été 2019 à Aulnay-sous-Bois, à quelques encablures de la future station de la ligne 16.

On le voit, l'appropriation des termes « Grand Paris » et « Métropole » est en plein foisonnement. Mais on aimerait souligner, en guise de conclusion, que l'imaginaire du Grand Paris n'a pas attendu que ces termes soient remis au goût du jour et qu'il préexiste à ces concepts. Quand, à l'été 2013, le *Forum des Images* organise un cycle sur l'« Imaginaire du Grand Paris », ce sont des films parfois vieux de plusieurs décennies qui sont projetés, de *La Belle Équipe* de Julien Duvivier (1936) à *Playtime* de Jacques Tati (1967). Ainsi, ce n'est pas tant qu'il faille construire un imaginaire du Grand Paris que de prendre conscience de son existence. Et de réussir à s'appuyer sur ces différents récits pour construire la métropole ouverte, solidaire et apaisée dont les Franciliens ont besoin. ♦



© DR

LOUIS MOULIN
EST JOURNALISTE
AU PARISIEN

Une version longue
de cet article est parue
sur le site Internet du
cabinet de prospective
pop-up urbain :
pop-up-urbain.com

Enlarge your Paris

DEVENEZ PARTENAIRES DU MÉDIA DES GRAND-PARISIENS

DEPUIS 2013
4 MILLIONS DE LECTEURS
ET 100.000 PARTICIPANTS
AUX ÉVÉNEMENTS

Transhumance du
Grand Paris, Randonnées
urbaines du Grand Paris
Express, Train Street Art
en gare d'Austerlitz,
Rencontres Agricoles du
Grand Paris, Dimanches Eole,
Rencontres de l'arbre urbain,
Guide des Grands Parisiens,
Petits guides du Grand Paris,
Signalétique du Grand Paris...

enlargeyourparis.fr

CONTACTS : Accompagnement de projets et événementiel : Vianney Delourme / 06 63 65 28 78 - vdelourme@eyp.fr
Agence de contenus : Renaud Charles / 06 81 05 24 99 - renaud@eyp.fr // Régie : Pierre Villetard / 06 64 89 94 22 - regie@eyp.fr

1^{ÈRE} AGENCE
NATIONALE
D'INFORMATION
DÉDIÉE
À LA VILLE

news tank cities

décider en toute connaissance



News Tank Cities est le média global d'informations quotidiennes sur l'actualité des centres villes, territoires urbains et métropoles.

Notre positionnement : la ville dans toute sa transversalité (logements et urbanisme, mobilités et logistique urbaine, tiers-lieux et commerces, architectures et aménagements fonciers...).

Nos contenus 100% en ligne sont à destination des élus, décideurs publics, acteurs de l'économie mixte, investisseurs, dirigeants d'entreprises et communautés académiques et d'experts.

News Tank Cities propose une actualité exhaustive, claire, précise et transmise avec réactivité au service de ses abonnés dans trois domaines :

- **IHL** (Immobilier, Habitat, Logement)
- **AUA** (Aménagement, Urbanisme, Architecture)
- **EET** (Énergies, Environnement, Transitions)
- **MOBLOG** (Mobilité, Logistique)

News Tank Cities c'est aussi un écosystème animé par :

- **Think Cities** : rencontre annuelle partager les innovations, débattre des enjeux, actualiser son réseau, telle est la promesse de Think Cities
- **Urban Executive Club** : rencontres privilégiées dédiées à nos abonnés
- Des **webinaires** réguliers de haut niveau

Razzy Hammadi

Directeur général associé
razzy.hammadi@newstank.com
06 29 95 74 59

Hadrien Le Roux

Directeur associé
hadrien.le-roux@newstank.com
06 21 45 04 64



QUE FAIRE ?

LA CRISE SANITAIRE A CONDUIT À UNE PROFONDE CRISE ÉCONOMIQUE, DONT LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE SOCIALE ET CITOYENNE RESTENT À VENIR. 2020 SERA-T-ELLE LE CONTRE-EXEMPLE DE 2008, L'ANNÉE D'UNE CRISE DONT, CHACUN SE L'ACCORDE, PEU D'ENSEIGNEMENTS DURABLES ONT ÉTÉ TIRÉS ? LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE NÉCESSAIRE AU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE NATUREL SERA-T-ELLE MISE EN ŒUVRE ?

POUR ÉCLAIRER LE DÉBAT, *LE MAG* VOUS PROPOSE LE POINT DE VUE D'EXPERTS, DE DIRIGEANTS ET D'ÉLUS AUTOUR D'UNE QUESTION CENTRALE :
LE GRAND PARIS PEUT-IL RESTER LE MÊME ?

« CLIMAT : TOUTE LA CHAÎNE DE VALEUR SERA IMPACTÉE À MOYEN TERME »

JEAN-MARC JANCOVICI, ASSOCIÉ FONDATEUR DE CARBONE 4



EXPERT DES SUJETS ÉNERGÉTIQUES ET DES ENJEUX DE BAISSÉ DES ÉMISSIONS DE CO₂, **JEAN-MARC JANCOVICI** VIENT DE PUBLIER, DANS LE CADRE DE SA SOCIÉTÉ DE CONSEIL CARBONE 4, UNE MÉTHODOLOGIE COMPTABLE DESTINÉE À AIDER LES ENTREPRISES À CALCULER ET BAISSER LEUR EMPREINTE CARBONE. L'OCCASION POUR LUI D'ÉVOQUER LES RISQUES POUR LES ENTREPRISES COMME POUR LES TERRITOIRES, DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN COURS.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIANNEY DELOURME,
CO-FONDATEUR D'ENLARGE YOUR PARIS

Comment une entreprise doit-elle aborder ses enjeux d'émission de carbone ?

D'abord, quelques éléments de chimie : une fois dans l'air, le CO₂ est un gaz inerte. Il ne s'évacue de l'atmosphère qu'au contact du sol, via ce que l'on appelle des « puits », qui sont au nombre de deux. Le premier est l'océan, où le CO₂ vient se dissoudre tant que la part relative de CO₂ dans l'eau est plus faible que dans l'air. Le second puits est le monde végétal, qui absorbe du CO₂ via la photosynthèse. Et ces processus de captation sont d'ailleurs réversibles : les plantes peuvent mourir ou brûler, auquel cas leur carbone retourne dans l'air. Et l'océan, quand il se réchauffe, peut rejeter du CO₂, car l'eau dissout moins bien ce gaz quand sa température augmente. De ce fait, la planète a une capacité maximale d'absorption de carbone, que toutes nos innovations technologiques ne feront pas augmenter de manière significative à l'horizon de la fin du siècle. Moralité, il faut obligatoirement réussir à équilibrer les émissions mondiales de CO₂ et la capacité des puits de carbone. Et le plus tôt sera le mieux, car les puits seront affaiblis par le changement climatique... Les entreprises dans tout cela ? Elles ont un rôle crucial à jouer en baissant leurs émissions. Mais il faut commencer par poser clairement qu'aucune ne maîtrise la totalité de ses sources d'émissions ni celles de tous les acteurs de sa chaîne de valeur, depuis ses fournisseurs jusqu'à ses clients. Dit plus simplement, aucune entreprise ne peut être ni ne peut se prétendre neutre en carbone. C'est la base de notre diagnostic.

Pourtant, de nombreuses entreprises disent être neutres ou s'approcher de la neutralité. La neutralité se conçoit uniquement au niveau planétaire, seule échelle à laquelle se joue l'équilibre entre sources d'émissions et puits de carbone. Se dire neutre, pour une entreprise, c'est laisser penser que vos risques liés à la transition climatique peuvent être réglés par vos seules actions, quoi que fasse le monde par ailleurs, alors que ce n'est évidemment pas le cas. Sur le plan managérial, cela affaiblit l'entreprise, car les collaborateurs ont l'illusion que le problème a été réglé sans qu'il leur soit nécessaire de s'impliquer, alors qu'une baisse des émissions planétaire de 4 % par an demandera un effort majeur à chacun. La crise du Covid-19 nous a donné une idée de ce que pouvait être une décélération inattendue et massive dans des secteurs comme le tourisme et le transport aérien. Se voiler la face et se contenter de quelques actions « vertes », mises en valeur dans le rapport d'activité, est se mettre en risque. Il faut dire et redire que le vrai risque, pour une société, n'est pas d'être vue comme ne faisant rien pour le climat mais de ne pas le faire pour de vrai...

Si la neutralité carbone se joue à l'échelle globale, quels sont les enjeux pour les entreprises ? Que peuvent-elles faire ?

Si elles ne peuvent se prétendre neutres, les entreprises doivent contribuer à la neutralité avec des baisses effectives d'émissions et des contributions au développement des puits (mais un peu comme on paye l'impôt : cela n'exonère pas de ses propres efforts). Pour cela, il faut réaliser des inventaires rigoureux, comprenant les émissions qui sont la contrepartie de tous les processus dont dépend une entreprise. C'est là qu'intervient effectivement Carbone 4 : pour fournir des indicateurs qui permettent de vous dire où vous en êtes en termes d'émissions, mais aussi quelle est votre exposition au changement climatique et votre dépendance aux combustibles fossiles. Précisons que le pétrole dit conventionnel a passé son pic d'extraction vers 2008 et que même en rajoutant le pétrole non conventionnel,

« LA DÉRIVE CLIMATIQUE DES VINGT PROCHAINES ANNÉES NE DÉPEND QUE DES ÉMISSIONS PASSÉES. C'EST UN PEU COMME SI VOUS COMMENCIEZ À APPUYER SUR LA PÉDALE DE FREIN D'UNE VOITURE ET QUE CELLE-CI CONTINUAIT D'ACCÉLÉRER... »

c'est-à-dire le pétrole de schiste des États-Unis et les sables bitumeux du Canada, à mon avis, on a passé le pic en 2018. Cette contrainte sur l'approvisionnement va sans doute assez vite empêcher une partie des flux sur laquelle repose notre économie de « repartir normalement ». Et à partir du moment où les flux ne peuvent pas repartir normalement...

... Toute la chaîne de valeur est impactée.

Avec des conséquences en cascade. Il faut agir en intégrant le fait que les risques s'échelonnent le long d'une chaîne d'approvisionnement globale dont chaque société n'est qu'un maillon. Il y a un exemple célèbre : la Thaïlande a connu de gigantesques inondations il y a dix ans qui, par ricochets, ont fait chuter de moitié la production mondiale de disques durs. Le contrecoup immédiat fut une quasi mise à l'arrêt de la chaîne de production d'ordinateurs. Or, quelle entreprise peut désormais se passer, ne serait-ce qu'une seule journée, de PC ? Pour revenir à l'empreinte carbone, même si vous baissez vos émissions, la diminution de votre risque dépend aussi de ce que les autres vont faire sur leurs propres émissions. Pire encore, il y a une inertie considérable dans le cycle du CO₂, qui fait que les conséquences du changement climatique vont augmenter de la même manière dans les vingt ans qui viennent quoi qu'on fasse. Dit autrement, la dérive climatique des vingt prochaines années ne dépend que des émissions passées. C'est un peu comme si vous commenciez

« LA FRACTION DE LA POPULATION URBAINE, EN CONSTANTE AUGMENTATION DANS LE MONDE, EST UNE FONCTION CROISSANTE DE LA QUANTITÉ D'ÉNERGIE CONSOMMÉE PAR PERSONNE... »

à appuyer sur la pédale de frein d'une voiture et que celle-ci continuait d'accélérer pendant encore vingt ans avant de commencer à décélérer...

Le cadre sur la neutralité carbone que vous avez établi pour les entreprises peut-il s'appliquer à l'échelle d'un territoire ou d'une métropole ?

La manière de prendre le problème ne peut pas être plaquée exactement à l'identique sur des objets complexes comme des territoires et des villes, mais nous allons travailler à une transposition qui leur soit adaptée. Pour respecter les engagements pris lors de la COP21 à Paris, de limiter à 2°C la hausse de la température mondiale d'ici la fin du siècle, il faudrait que les émissions planétaires baissent de 4 % par an à partir de maintenant. Ce qui, soit dit en passant, correspond à quasiment l'impact d'une pandémie supplémentaire de Covid-19 par an ! Que devient la métropole parisienne si les vols baissent de 4 % par an, si la quantité de nourriture entrante baisse de 4 % par an, si la quantité de vêtements, majoritairement fabriqués en Asie, chute de 4 % par an ? On voit que le sujet est majeur... Le premier défi à relever est d'ailleurs d'ordre culturel : cela fait deux siècles que nous vivons dans une économie en expansion, donc l'idée que le monde pourrait être en contraction est difficilement compréhensible et pose des défis opérationnels considérables.

Concrètement, que faire au niveau du Grand Paris ?

On peut essayer d'établir des objectifs de neutralité en se basant sur les émissions territoriales ainsi que celles des processus externes au territoire mais qui permettent à ce dernier de vivre. Par exemple, le Grand Paris est économiquement dépendant de l'arrivée des touristes, importe quasiment toute sa nourriture, ses matériaux de construction, ses vêtements, ses meubles et, bien évidemment, ses dispositifs numériques. Une métropole « tient » avec de l'énergie abondante pour alimenter sa logistique ! En face, le territoire dispose de quelques puits de captation du carbone, mais peu, et devra donc faire l'essentiel des efforts sur la baisse des émissions. Rappelons que la fraction de la population urbaine, en constante augmentation dans le monde, est une fonction croissante de la quantité d'énergie consommée par personne, c'est-à-dire du parc de machines en service par personne. En effet, il faut beaucoup de flux physiques en dehors des villes, qui sont des lieux d'échange, pour que la population urbaine soit occupée et puisse consommer. Un territoire ou une métropole dépendent donc de flux d'énergie et d'émissions situés « loin », dont il faut faire l'inventaire. Et comme un territoire est aussi un objet politique, c'est autant un enjeu de gouvernance qu'un défi économique, puisqu'il faut déterminer la bonne échelle pour mettre en place et piloter un plan de neutralité carbone, avec baisse des émissions et augmentation des puits. Sur ce point, les forêts et les terres agricoles franciliennes sont des leviers possibles, même si cela ne sera jamais assez avec la population actuelle de l'Île-de-France. ♦

AB Group devient YUMAN Immobilier

Protection de l'environnement, place centrale de l'humain, proximité avec les territoires sont au cœur de la stratégie de l'entreprise.

Interview de son DG, Christophe Afonso.

Pouvez-vous nous en dire plus sur YUMAN Immobilier ?

Depuis la création d'AB Group, il y a 15 ans, nous avons cherché à exprimer la qualité de vie liée à l'habitat. Depuis plusieurs mois, nous voulions aller plus loin, nous réinterrogeons notre projet d'entreprise. En effet, nous sommes trois associés mais aussi des parents et, chaque jour, en voyant nos enfants grandir, nous prenions un peu plus conscience de l'importance de nos actions sur l'environnement. Et puis la crise de la Covid-19 a frappé. Elle a accéléré notre prise de recul et la transformation que nous avons initiée. Nous en retirons une ligne de conduite : protéger l'environnement, c'est protéger les Hommes, et réciproquement. Cette conviction, un mot a suffi pour l'exprimer : humain. Cette altérité s'est imposée comme une évidence et notre entreprise devient YUMAN Immobilier parce que dans ce nom il y a « toi, moi, nous » dans notre humanité.

Quelle est la vision de ce projet d'entreprise ?

Nous défendons l'idée d'un monde dans lequel chaque personne retrouve une place centrale. Nous croyons en une réflexion globale qui fédère les individus animés par une même cause : vivre la ville. Nous pensons que l'architecture et les espaces doivent apporter quelque chose de tangible à nos vies. Tous nos projets sont imprégnés de ces convictions.

Comment cela se traduit-il en termes d'actions ?

L'immobilier est notre culture, nous maîtrisons son savoir-faire. Notre ADN, c'est la proximité. Nous adaptons nos logements aux besoins



Christophe Afonso, DG de YUMAN Immobilier (au centre), William Bion (à gauche) et Michel Nguy (à droite), associés.

des habitants, aux exigences des maires et des aménageurs. En outre, dès l'automne 2019, nous avons renforcé nos actions en matière écologique en liant un partenariat avec l'ONG Reforest'Action. Notre objectif : compenser 100 % de nos créations immobilières par des plantations d'arbres. Nous faisons le choix de réinvestir une partie de notre marge dans ces actions qui profitent à la collectivité. Ainsi, chaque nouvel immeuble est 100 % compensé. C'est un budget important et nous l'assumons.

Et à long terme ?

Nous repensons notre manière de bâtir. Tout ne se fera pas en un jour mais nous avons la conviction qu'il faut petit à petit « tout écologiser », c'est-à-dire entreprendre chaque action à la lumière de son impact carbone. Chez YUMAN Immobilier, nous mettrons aussi en œuvre, en lien avec les maires, des mesures d'accompagnement social des habitants des quartiers sur lesquels nous intervenons, notamment en faveur des enfants. Le sport et l'éducation seront au cœur de ces programmes. ♦

© YUMAN Immobilier

An aerial night photograph of Paris, France, showing a dense network of streets illuminated by warm yellow lights. The Seine River is visible as a dark, winding path through the city. The overall scene is a vibrant, high-contrast representation of the city's urban layout.

DOSSIER

Le Grand Paris peut-il rester le même ?



LE DÉCRYPTAGE DE :

- ▶ THIERRY DALLARD
- ▶ SYLVIE CHARRIÈRE
- ▶ MARTIN VANIER
- ▶ THIERRY FEBVAY
- ▶ DANIEL BREUILLER
- ▶ MARION WALLER
- ▶ DOMINIQUE ALBA
- ▶ PHILIPPE DALLIER
- ▶ ALEXANDRA FRANÇOIS-CUXAC
- ▶ FOUAD AWADA
- ▶ HÉLÈNE CHARTIER
- ▶ ROBIN RIVATON
- ▶ INGRID NAPPI
- ▶ CHRISTINE LECONTE
- ▶ JEAN-MICHEL DAQUIN
- ▶ RAZZY HAMMADI
- ▶ JEAN-CHRISTOPHE TORTORA

EXPERTS, DIRIGEANTS, ÉLUS PRENNENT LA PAROLE DANS *LE MAG*
POUR ÉVOQUER L'AVENIR DU GRAND PARIS. DES POINTS DE VUE ORIGINAUX,
DES IDÉES NOUVELLES SONT ICI PROPOSÉS POUR RÉPONDRE À CETTE QUESTION :
LE GRAND PARIS PEUT-IL RESTER LE MÊME ?

Du nouveau métro au Grand Paris

THIERRY DALLARD,
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE LA SOCIÉTÉ DU
GRAND PARIS

Cela paraissait infaisable et pourtant, en quelques jours, le télétravail s'est généralisé dans tous les secteurs où il est techniquement possible. Post-Covid, les entreprises devront en tenir compte et pourront réorganiser les horaires de leurs collaborateurs pour optimiser les flux dans la Métropole. Le Grand Paris Express reste pour autant indispensable et urgent car il dessert des territoires qui n'ont pas de métro aujourd'hui ! Fort de quatre nouvelles lignes, interconnectées à 80 % avec les réseaux existants (métro, RER, Transilien, tramway), il contribuera également à la désaturation des transports de la ville-centre.

Depuis deux ans et pour encore de nombreuses années, le Grand Paris Express représente de 4 à 5 milliards d'euros de commandes par an, bénéficiant à plus de 1 000 fournisseurs, des majors aux PME-TPE, franciliennes mais aussi souvent implantées en régions. Puissant soutien à l'économie nationale, le projet permet de renforcer des pans entiers de l'industrie, de l'ingénierie à la construction en passant par des centaines d'entreprises spécialisées dont les savoir-faire sont précieux à notre pays.

Enjeu crucial, la relance de l'économie passera aussi par la réactivation de certains grands projets : ceux qui contribuent à la transition écologique.



© Société du Grand Paris

Désenclaver les quartiers défavorisés

Malmenées par la pandémie, les villes ont malgré tout fait preuve de leur extraordinaire résilience. Les mégapoles asiatiques, très denses, n'ont déploré qu'un nombre réduit de malades, accoutumées depuis les précédentes crises sanitaires à la distanciation physique. En Europe, la période de confinement a remis en évidence les quartiers défavorisés où la surpopulation dans de nombreux logements, l'habitat dégradé et la saturation des réseaux de transport existants ont pu contribuer à une plus grande propagation du virus. Or, 50 quartiers populaires de la politique de la ville sont situés dans les futurs quartiers de gare. Désenclaver ces territoires, les mailler, créer du lien entre les habitants, permettre à tous de bénéficier d'opportunités nouvelles (professionnelles, culturelles, scolaires...), c'est l'enjeu fondamental du Grand Paris Express. Il n'y a pas une seconde à perdre : le nouveau métro permettra,

par exemple, à un habitant de l'est métropolitain d'accroître de 1 000 % son accès à l'emploi. L'urbanisation changera peut-être mais elle ne stoppera pas. Depuis 2000 ans, les populations convergent de plus en plus puissamment vers les villes qui ont la vertu écologique de rationaliser les réseaux de l'eau, d'énergie, de chaleur, de traitement des déchets et de transport... Il y a 30 millions de mètres carrés à aménager dans les futurs quartiers de gare, sans consommer plus de terres fertiles, ni artificialiser plus de sols. La mutation de ces quartiers devra être à la hauteur du défi : loger plus et mieux des millions d'habitants, bâtir une ville équilibrée et respirable. C'est ici et maintenant qu'il faut faire le Grand Paris. ♦

Pour le Grand Paris de l'équité territoriale

SYLVIE CHARRIÈRE,
DÉPUTÉE DE SEINE-SAINT-DENIS

La crise du Covid-19 nous a montré à quel point nous avons besoin, dans les moments difficiles, d'une réaction rapide, coordonnée et de proximité afin de répondre rapidement à des problématiques concrètes sur le terrain.



© Assemblée nationale

« La construction du Grand Paris Express est un premier pas qui permettra de changer le visage de l'Île-de-France »

Dix ans après le lancement du grand projet métropolitain, nous sommes à l'aube d'un rendez-vous à ne pas manquer : la restructuration du Grand Paris. Un projet ambitieux pour le Grand Paris est la voie à emprunter pour y rétablir l'égalité républicaine et élever le niveau des territoires les plus fragiles, en permettant un alignement sur les standards parisiens au sein d'un territoire cohérent, puissant et solidaire. Comment tolérer aujourd'hui les écarts économiques, éducatifs, sanitaires, écologiques de notre métropole ? Les seuls mécanismes de péréquations financières ne suffisent pas.

Fortement touchée par les crises sanitaire et alimentaire, la Seine-Saint-Denis fait partie de ces territoires qui auraient pu bénéficier d'un véritable Grand Paris institutionnalisé et d'un réel mécanisme de solidarité métropolitain.

Donner une légitimité démocratique à la Métropole

Les frontières qui existent aujourd'hui entre Paris et la petite couronne paraissent ainsi de plus en plus artificielles, ces territoires partagent tant de problématiques communes, telles que le logement, la mobilité, la pollution ou le développement durable.

La construction du Grand Paris Express est un premier pas qui permettra de changer le visage de l'Île-de-France. Notre capacité à penser une véritable stratégie collective à l'échelle du territoire, ayant pour fondement l'équité, qui dépassera les frontières départementales, doit être notre priorité pour la Métropole.

Je propose de faire de la Métropole du Grand Paris une véritable collectivité. Il pourrait ainsi s'agir de réunir Paris et la petite couronne en ressuscitant, par exemple, le département de la Seine. Les grandes compétences stratégiques seraient dévolues à la Métropole tandis que les compétences de proximité demeureraient, bien évidemment, entre les mains des maires qui

montrent encore davantage aujourd'hui leur rôle essentiel dans le quotidien des Français. Il faudrait également donner une légitimité démocratique claire à la Métropole et penser un mode de scrutin qui permettrait aux citoyens de lui donner une incarnation en y identifiant un représentant direct au sein d'un organe de décision qui pourrait librement penser à l'échelle de l'ensemble du territoire du Grand Paris.

Avoir un projet ambitieux pour le Grand Paris nécessitera forcément des arbitrages difficiles et complexes. Mais, la crise du Covid-19 nous l'a montré encore une fois, sa concrétisation sera plus que jamais une chance pour tous les territoires qu'il concernera. ♦

Qu'est-ce qui doit changer ?

MARTIN VANIER,
GÉOGRAPHE ET PROFESSEUR À L'ÉCOLE
D'URBANISME DE PARIS

Le Grand Paris peut-il rester le même ?
Non bien sûr. Mais le Grand Paris est-il jamais
« resté le même » ? Et de quoi parle-t-on
exactement ? De la Métropole du Grand Paris ?
De la région parisienne comme réalité urbaine
et sociale ? De l'urbanisme des grandes concentra-
tions urbaines développées en général ?
De tout cela à la fois ?

La Métropole du Grand Paris ? C'est plutôt la grande absente de la bataille de la pandémie, comparée à l'activité de la multitude des acteurs publics et privés, des communes à la Région, de l'ARS au milieu médical et hospitalier, des entreprises vitales pour le ravitaillement de la grande ville à l'ensemble des services publics urbains

résiliants dans la crise. Quoi qu'il en soit, qui oserait prétendre que l'institution qu'est la Métropole du Grand Paris doit rester la même ? La région parisienne comme réalité urbaine et sociale ? On n'a pas eu besoin du Covid-19 pour en savoir les tares, exacerbées dans le drame : inégalités sociales entre les grands quadrants métropolitains, hyper-dépendance aux réseaux en premier lieu de transport, déficit en espaces non bâtis à rendre à une part de fonctionnement naturel. Sur ces enjeux clés, on pourrait relire le SDRIF de 2013 et se demander pourquoi ce projet transformateur n'a pas vraiment fait bouger les lignes, ou pas à la hauteur de l'urgence écologique.

« Il ne suffit pas d'en appeler au changement »

La faute à l'urbanisme des grandes concentrations urbaines développées en général ? C'est une affirmation rebattue : trop de métropolisation, trop de densité, trop d'urbain. Il faut alors expliquer comment la France accueillera de 70 à 75 millions d'habitants en 2060. Et se rappeler en passant que la densité démographique des villes n'a cessé de diminuer depuis les années 1960.

Alors, qu'est-ce qui doit changer ? Nos modèles, nos valeurs, nos principes, nos objectifs ? Les remises en cause, les propositions alternatives, les



© DR

« C'est une affirmation rebattue : trop de métropolisation, trop de densité, trop d'urbain. Il faut alors expliquer comment la France accueillera de 70 à 75 millions d'habitants en 2060 »

contraintes consenties auraient-elles manqué depuis une génération ? Je ne le crois pas. Mais il ne suffit manifestement pas d'en appeler au changement, son urgence, sa fatalité, pour qu'il advienne. Ce qu'il faut changer, c'est peut-être avant tout notre culture du changement, déchirée entre les aspirations au grand soir de tous ordres et l'éclatement de la société des agissants.

On peut vouloir croire que la crise du Covid-19 a réaligné les consciences et que nous sommes enfin tous d'accord sur le futur et ses nécessités, y compris celui et celles du Grand Paris. Il serait plus lucide de reconnaître que mille transformations agitent en permanence la métropole en question et que seul l'espace politique qu'elle doit signifier permet d'en construire le sens commun, à travers les inévitables contradictions de la société, avant, pendant et après la crise. ♦

La clé de la ville inclusive réside dans la proximité

THIERRY FEBVAY,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
DE GRAND PARIS AMÉNAGEMENT,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EPA ORSA

Souvent relégative et ségrégative, la ville métropolitaine concentre mais exclut ou repousse toujours un peu plus loin celles et ceux qui ne peuvent faire face à une pression du coût de vivre en ville.

Si la pandémie du Covid-19 a démontré combien les inégalités entre les territoires du Grand Paris étaient fortes, le fait de vivre en ville a aussi fait la démonstration que la clé des solidarités, des approvisionnements, des accès aux soins, de la résilience en cas de crise réside dans la proximité.

Mais, pour arriver à proposer à l'habitant le bon niveau de services là où il réside, les acteurs économiques qui font la ville doivent repenser



© DR

leurs modes de faire. On ne construit pas pour l'éternité, mais dans le temporaire et le mutable. L'aménageur, le promoteur, le bailleur, l'opérateur urbain doivent pouvoir s'adapter, s'approprier, préfigurer des usages nouveaux, faire bouger les fonctions d'un logement, d'un commerce, d'un équipement, d'un espace public.

La crise que nous traversons ajoute et ne retranche rien à la crise climatique qui nous invite à la frugalité et à l'économie des ressources. Nous devons aussi revoir notre relation à l'espace, économiser le sol, remodeler ou recycler en allant, par exemple, reconquérir le terrain de la France moche. Si nous ne pensons pas différemment la fabrication de la ville, nous continuerons à voir une famille sur deux quitter Paris à la naissance du deuxième enfant. Un territoire qui se vit bien, qui se construit bien, est un territoire où l'on fait vivre ensemble tout le monde au même endroit. Il faut en finir avec la spécialisation des fonctions avec, ici, de l'industrie, là, de la logistique, ailleurs, du résidentiel et, plus loin, du collectif ou du pavillonnaire ! Vivre en métropole, c'est l'inverse. C'est une ville mixte, servicielle, résiliente. Si l'enjeu du XXI^e siècle est, dans les villes-monde, de créer du vide autant que du plein pour pouvoir respirer, s'alimenter, être en sécurité, alors l'enjeu réside dans une densité bien pensée qui évite la promiscuité. Les aménités du XX^e siècle ne comprenaient pas automatiquement la nature, l'agriculture, l'espace public adaptable, au XXI^e, elles sont devenues prioritaires. ♦

La Métropole sera verte ou invivable, solidaire et agile ou menacée

DANIEL BREUILLER,
VICE-PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE
DU GRAND PARIS

Le Covid-19 n'est qu'un avatar de la crise climatique et de la mise à mal des écosystèmes et des équilibres du monde vivant par une hypermondialisation et une frénésie productiviste. D'autres crises suivront. L'enjeu de la résilience est de plus en plus aigu.

Cette crise a permis de nouveaux constats qui appellent des réponses politiques ainsi qu'un travail d'anticipation d'un futur modèle urbain. L'hyperdensité est questionnée. Le modèle métropolitain n'est pas condamné. Il est aussi celui qui offre des aménités inégalées et permet d'agir contre l'étalement urbain et la consommation des terres agricoles et des espaces naturels. Cela exige qu'il soit vivable, solidaire et agile.

Vivable avec une présence renforcée du végétal, une moindre imperméabilisation des sols et une moindre dépendance alimentaire et énergétique. Cela impose de reconstituer une ceinture maraîchère et de nouveaux liens entre agriculteurs (paysans !) et Métropolitains. Un nouveau contrat doit être passé entre la Métropole du Grand Paris et les territoires agricoles qui l'entourent pour réinventer une nouvelle autosuffisance alimentaire. Il y a 100 ans, la distance des produits présents dans notre assiette était de 200 km contre près de 700 aujourd'hui. L'agriculture urbaine peut être développée considérablement, elle viendra apaiser la ville. La santé des humains est profondément liée à la proximité d'espaces de nature. La crise a exacerbé ce besoin de nature que les canicules à venir souligneront encore. Durant cette crise, 20 % des Parisiens ont choisi de se confiner à la campagne. Le confinement était

très différent pour ceux qui bénéficiaient d'un jardin, voire d'un balcon, et ceux qui n'avaient qu'un logement parfois désespérément trop petit. Les promoteurs immobiliers et les commercialisateurs savent que ce critère est devenu premier pour beaucoup d'acquéreurs.

Inégalités territoriales : un constat renforcé

Solidaire. Si 20 % des Parisiens ou des Hauts-de-Seine se sont réfugiés à la campagne, seuls 3 % des Seine-Saint-Denis ont pu faire de même. Les files d'attente lors des distributions alimentaires ont révélé une fois de plus les inégalités territoriales et la grande pauvreté de nombreux Métropolitains. Le tribut payé au Covid par le 93 renforce ce constat, déjà bien connu mais insuffisamment pris en compte. Le Grand Paris sera solidaire ou risquera une explosion sociale. La revalorisation des « Premiers de corvée » doit être mise à l'agenda prioritaire de l'État (mais aussi du monde économique). Le quotidien, les épidémies locales, la concurrence des territoires et une réforme territoriale inadaptée ont empêché des progrès majeurs. Ne ratons pas une nouvelle fois le coche.

« Un nouveau contrat doit être passé entre la Métropole du Grand Paris et les territoires agricoles qui l'entourent... »



© DR

Agile enfin, car face aux crises multiples à venir, l'agilité est une condition de la résilience. La capacité à relancer des productions de proximité, le boom du télétravail, la diminution bénéfique des transports quotidiens, la création des pistes vélo, mais aussi les innombrables initiatives locales des villes et des citoyens sonnent comme une évidence. La Métropole résiliente nécessite plus de décentralisation, de pouvoir local, d'expérimentation et davantage de soutien aux initiatives citoyennes. La transition réussie est à cette condition. À nous, élus locaux, de construire chaque jour ce chemin de transition écologique. ♦

Pour un Grand Paris des ressources

MARION WALLER,
URBANISTE ET PHILOSOPHE DE
L'ENVIRONNEMENT, AUTRICE DE « ARTEFACTS
NATURELS » (2016), DIRECTRICE ADJOINTE
DE CABINET DE JEAN-LOUIS MISSIKA, ADJOINT
À LA MAIRE DE PARIS

La crise sanitaire nous a rappelé les services élémentaires que l'on attend d'une ville : l'eau, la nourriture, l'énergie, un air sain, l'accès à des espaces de respiration. Cette évidence n'en a pas toujours été une dans la construction du Grand Paris. Et si l'on repartait de ces ressources élémentaires pour bâtir la Métropole ?

Comment mener la transition écologique quand la plupart d'entre nous ignorent encore d'où proviennent ces différentes « nourritures » du quotidien ? C'est là l'intérêt de la proposition du philosophe Bruno Latour, qui a renouvelé pendant la crise sa suggestion d'établir des « cahiers de doléances » de ce dont nous dépendons pour mieux agir.

En la matière, le Grand Paris apparaît parfois comme un territoire « hors sol » : l'autosuffisance alimentaire est réduite à quelques jours, la plupart des terres agricoles de la région sont désormais



© DR

dédiées à l'export et rares sont les matériaux de construction qui proviennent aujourd'hui de la Métropole. Pourtant, le Bassin parisien est historiquement fertile et a vu l'avènement d'une agriculture ingénieuse et diversifiée, d'une architecture unique basée sur des matériaux locaux, combinée à une densité de population importante.

Le concept de « biorégion » offre ainsi une perspective intéressante pour la relance du Grand Paris : le biorégionalisme part des ressources d'un territoire afin d'organiser une économie, une architecture, une alimentation adéquate, avec l'idée qu'il n'y a pas de comportement écologique universel.

Reterritorialiser l'économie

Pour une relance écologique de la Métropole, soutenons les filières naissantes et historiques de la biorégion telles que l'agriculture, qu'elle soit en grande couronne, périurbaine ou urbaine ; les filières locales de construction – bois, pierre, terre, paille, réemploi ; le tourisme intrarégional ; le retour de la fabrication en milieu dense.

Cette reterritorialisation de l'économie peut être activée par la commande publique, notamment via les changements de paradigme de la restauration collective ou de la construction, avec d'importants marchés à la clé.

Loin d'un retour en arrière, cette « métropole-ressources » marquerait un renforcement des spécificités du Grand Paris, de sa résilience face aux crises et de la durabilité de son économie. Elle ancrerait ainsi le Grand Paris et le rendrait concret aux yeux de ses habitants. ♦

Vive les pistes jaunes !

DOMINIQUE ALBA,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'APUR

Les pistes jaunes sont là, de belles pistes cyclables toutes dessinées avec la même couleur jaune un peu criarde, illustration commune du Grand Paris ! Enfin !

Ce qui était considéré comme nécessaire mais difficile à mettre en œuvre est tout à coup réalisé grâce à l'urgence sanitaire. Les collectivités s'emparent de l'urbanisme, dit maintenant tactique, anciennement transitoire et, peut-être, définitif... Hier les tiers lieux, aujourd'hui les pistes vélo et demain ? Aurons-nous la capacité d'adapter toute la ville, très vite, à des besoins inattendus et imprévisibles ?

Faciliter la souplesse d'usage de l'espace public

Les modes de gestion des villes sont en retard sur la société. Leur aménagement avance avec des normes, des règles, des programmes, des lignes budgétaires, des schémas directeurs. La société avance avec l'évènementiel urbain, souvent culturel, des réseaux sociaux, des formes multiples de

participation, des jardins partagés, des bourses de bricolage, des repas entre voisins, de l'auto-construction, de la démocratie participative, de l'engagement associatif, du renouvellement, des ressources partagées. L'adaptabilité des uns aux autres est plus que jamais la bonne manière de faire.

Nous allons, dès à présent, faciliter la souplesse d'usage de l'espace public : suppression de places de stationnement pour des usages de commerce, généralisation de zones de rencontre, offre d'espaces avec les permis de verdir, les rues aux enfants et, peut être demain, aller vers la généralisation d'un usage chronologique des lieux, heures de livraison, heures pour les enfants au moment des sorties d'école, heures de samedi et de dimanche.

« Plus le bâtiment sera d'usage souple et intensif, plus il sera "rentable" et plus il sera "durable" »

Nous pourrions accélérer la mise en œuvre de priorités déjà identifiées en renforçant l'offre de proximité, le retour de la fabrication en ville, la présence de la nature ; augmenter l'usage de l'espace libre, voiries, infrastructures, parkings de surface et toitures, la liste est infinie !

Depuis le début de ce XXI^e siècle, la ville existante, sa forme comme son organisation ne cessent d'être réinterrogées au travers des enjeux environnementaux, de la nécessité de la sobriété énergétique et de l'adaptation aux changements climatiques, et des risques sanitaires et naturels. L'obligation du télétravail a transformé les villes résidentielles en lieux de travail, montré l'importance de la connexion internet, la nécessité du boulanger et de l'épicier au coin de la rue. C'est aussi l'occasion d'engager un nouveau cycle immobilier inscrit dans une grille de valeur basée sur le taux d'usage, sa valeur d'usage, et non plus sur la seule valeur financière du m² ; plus le bâtiment sera d'usage souple et intensif, plus



© APUR

il sera « rentable » et plus il sera « durable ». La crise sanitaire a multiplié par 10, 20, 100 les initiatives citoyennes avec lesquelles nous pouvons tout imaginer, même l'installation définitive des pistes jaunes ! ♦

Plus que jamais pour une nouvelle organisation du Grand Paris

PHILIPPE DALLIER,
PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU SÉNAT

Le Grand Paris peut-t-il rester le même après cette crise ? Je répondais déjà « non » au statu quo bien avant, cette crise ne fait que renforcer ma conviction.

D'un côté, notre économie est touchée de plein fouet, le déficit public se creuse de manière abyssale, la dette publique atteint de nouveaux sommets car il faut bien soutenir notre économie avant de la relancer et tenter de limiter les effets induits, notamment sociaux. De l'autre, les grands défis auxquels nous devons faire face, transition écologique ou gestion des conséquences de la métropolisation, demandent des moyens considérables. Il est évident que nous ne pourrions pas les trouver dans un endettement devenu perpétuel et sans limite en volume.

Par ailleurs, cette crise a encore mis en évidence les déséquilibres de notre métropole et sa fracture territoriale qui ne se résorbe pas. La Seine-Saint-Denis, comme souvent, s'est malheureusement trouvée en tête des départements les plus touchés du fait d'être celui qui dispose de moins de lits de réanimation, celui où la médecine de ville est la plus en difficulté alors qu'il concentre, toujours et encore, les populations les plus pauvres. Enfin, notre État hypertrophié, au-delà même



© DR

du manque d'anticipation, aura encore fait la démonstration de sa lourdeur alors que les collectivités locales et leurs élus ont su faire face, au plus près du terrain, avec une agilité certaine.

Cependant, à quelque chose malheur est bon. Cette crise aura permis de démontrer qu'il est possible, pour beaucoup, de travailler à distance. Dans cette métropole, il y a là matière à réflexion et à décisions. Le phénomène de métropolisation ne s'inversera pas, ni ici ni ailleurs dans le monde, mais ce qui pourrait être une petite révolution des comportements individuels et collectifs doit être pris en compte en matière de construction de logements et de bureaux, et donc de développement des infrastructures de transport.

Réinventer la gouvernance de la Métropole

Mais qui pensera tout cela à la bonne échelle ? Qui pilotera tout cela ? Qui en aura les moyens ? J'en reviens toujours là. Voilà plus de douze années que le sujet de la gouvernance de la Métropole est sur la table. Jusque-là, ce débat a surtout été marqué par les conservatismes de tous bords et de toutes natures.

La situation actuelle plaide, plus que jamais, pour une nouvelle organisation, une nouvelle répartition des rôles et des moyens avec, pour objectif, la recherche de la plus grande efficacité des pouvoirs publics dans un contexte budgétaire qui va se tendre très durement pour tous alors que le temps nous est compté. ♦

Le Grand Paris doit poursuivre son chemin en restant fidèle à ses ambitions initiales

ALEXANDRA FRANÇOIS-CUXAC,
PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS
IMMOBILIERS DE FRANCE

Il y a un an, lors de la biennale d'architecture à Versailles, Nicolas Sarkozy appelait à se battre pour le projet du Grand Paris lancé sous son quinquennat : « C'est une vision de la France qui ne veut pas mourir », rappelait-il à cette occasion.

Ces propos ont aujourd'hui une résonance particulière alors que, plongé dans une crise exceptionnelle, notre pays doit trouver des réponses sanitaires, sociales, économiques qui s'inscriront dans une transition écologique désormais incontournable et incontestée.

Dans ce contexte, les promoteurs immobiliers prennent leur part de responsabilité : il s'agit pour notre profession de donner au plus grand nombre l'accès à une ville durable, agréable et abordable. Nous pensons que notre avenir collectif est d'abord urbain : qu'elle soit petite, moyenne ou grande, c'est en ville que nous bâtissons le meilleur modèle de société neutre en carbone et que nous garantirons l'accès à des services de qualité. Il faut donc continuer à faire la ville, tous ensemble.

Cette ambition exige créativité et vision prospective. Notre modèle souffre et doit s'ajuster : en remédiant aux fractures territoriales tout en relançant la mixité sociale, dans un Grand Paris où le logement intermédiaire fait encore défaut mais aussi dans des villes moyennes aux centres-villes paupérisés. Il faut mieux préparer nos villes au changement climatique par une mutation des mobilités, du bâti et des réseaux. Il faut tenir compte de la démographie, du vieillissement de



© Anna Camrache - Maréage

la population mais aussi d'une diminution de la taille des ménages. Le Grand Paris doit relever ces ambitions et doit aussi répondre aux aspirations des actifs entre révolution numérique et transformation de la propriété.

Ces mutations sont stimulantes et bouleversent nos agissements sur les logements et bureaux neufs : sobres en énergie et en espaces, connectés, recyclables, évolutifs, partagés, végétalisés, accessibles, etc. Mais cette ville rêvée n'aura de réalité que si elle est accessible – au sens de la mobilité et du pouvoir d'achat – au plus grand nombre et qu'elle devient un enjeu politique majeur pour le Grand Paris.

Ville durable, ville-nature

Acteurs du Grand Paris, notre défi est commun : continuer de construire en zone dense pour produire moins cher et durable, dans une vision partagée avec les habitants et en permettant une mixité sociale et fonctionnelle, et un cadre de vie le plus agréable possible.

Plus que jamais, les propos de Nicolas Sarkozy, en 2009, font écho à nos aspirations : « Le Grand Paris dessine le modèle de la ville durable, le modèle de la ville-nature vivant en symbiose plutôt qu'en opposition avec son environnement, opposition qui, au fur et à mesure de l'étalement urbain, a fini par devenir absurde. »

Alors oui, le Grand Paris doit poursuivre son chemin en restant fidèle aux ambitions initiales qui lui ont été assignées. Ses fondements sont finalement intemporels et pensés pour traverser les aléas de toute nature. ♦

2020, l'année où tout aura changé

FOUAD AWADA,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT PARIS REGION

L'histoire retiendra que l'année 2020 aura été une sorte de sas que nous avons traversé et dans lequel nous avons adopté de nouveaux comportements, pris de nouveaux plis. Les règles de distanciation physique et leur effet accélérateur de la numérisation ont impacté nos façons de travailler, d'apprendre, de bouger, de consommer, d'habiter, de nous distraire. Et ces changements qui auraient pu demeurer provisoires se sont cristallisés tant la traversée a été longue.

Alors non, le monde, la France, le Grand Paris ne seront plus du tout les mêmes en 2021. Sur les cinq à six prochaines années, il faut s'attendre à ce que des familles, des emplois postés dans les grands pôles tertiaires de l'ouest parisien quittent l'hypercentre pour une implantation au grand air (pour l'habitat) et en télétravail – y compris dans des tiers lieux quadrillant l'Île-de-France selon une configuration cellulaire. Déjà affectée par la crise du tourisme et de la restauration, Paris

perdra ainsi des familles et des emplois postés – mais pas forcément les taxes correspondantes. L'est parisien et la grande couronne bénéficieront de ces mouvements qui appelleront une réforme des finances locales pour faire face aux dépenses publiques induites.

S'attendre aussi à une crise financière et d'attractivité des transports collectifs, qui appellera leur redéfinition en termes qualitatifs et de modèle économique, et ceci touchera invariablement le réseau actuel comme le Grand Paris Express avant même sa livraison. L'hypercentre connaîtra le règne des modes individuels autres que la voiture : marche, vélo, 2RM, trottinettes et autres engins. La voiture, même électrique, ne pourra plus circuler qu'avec une sorte de laisser-passer (transport de PMR, déménagement, livraison, artisan), héritage de l'attestation de la période pandémique.

La longue distance devient l'exception et l'apanage surtout des marchandises

Si on y ajoute l'essor de l'e-commerce, des téléconsultations, de la télé-éducation, on voit que l'effet conjugué de ces tendances est une limitation de la portée des déplacements, surtout dans l'hypercentre. La proximité devient la règle pour les déplacements des personnes, la longue distance devient l'exception et l'apanage surtout des marchandises – ce qui appellera une reconfiguration accélérée de la logistique urbaine.

S'attendre enfin à un élan d'actions motivées par notre empathie ou notre mauvaise conscience, selon, attisées lors de la crise, envers les soignants, les éboueurs, la nature, les plus faibles : l'offre d'habitat solidaire, de nature en ville, de solutions sobres et circulaires battra son plein en sortie de crise à l'initiative conjuguée des citoyens, des collectivités locales et de l'État.

Toutes ces tendances auront pour effet de dédensifier, de fluidifier et de rendre encore plus beaux et attractifs aussi bien le cœur du Grand Paris que les transports collectifs, surtout après les Jeux, créant par là-même une marge pour attirer, lorsque l'amnésie nous aura conquis, de nouveaux habitants, de nouveaux emplois et un tourisme renouvelé. Le cycle de la vie. ♦



© DR

« L'hypercentre connaîtra le règne des modes individuels autres que la voiture »

Le Grand Paris doit consommer moins, mieux, local

HÉLÈNE CHARTIER,
DIRECTRICE DE DÉVELOPPEMENT
ZÉRO CARBONE, C40

Aujourd'hui, les scientifiques s'accordent sur la gravité de la crise climatique. Ses impacts sont déjà visibles et l'emballement peut arriver rapidement, violemment, et irréversiblement.

La manière dont nous allons agir ces dix prochaines années va déterminer la hauteur de la « vague » – pour reprendre le langage actuel. Et s'il n'y aura pas de vaccin au changement climatique, nous ne sommes pour autant pas impuissants, nous savons même exactement ce qu'il faut faire. La question est à quelle vitesse nous pouvons le mettre en œuvre. La crise du Covid a montré que lorsqu'il faut choisir entre nos modes de vie et la vie elle-même, un changement radical est possible. Le soudain coup d'arrêt a aussi révélé ce qu'il y a de fragile, futile et destructeur dans nos modes de vie. Il faut construire sur cette prise de conscience pour exiger de nous-mêmes et de tous les éléments de la société d'agir avec la même radicalité que nous l'avons fait pour le Covid, et en suivant non pas une logique partisane, mais une approche scientifique.

L'action climatique doit passer d'une problématique périphérique au principe organisateur central de la société. De nombreuses villes ont

« Cette transformation profonde de nos habitudes de consommation est indispensable mais aussi révolutionnaire car elle impacte notre économie et la société entière »



© DR

déjà basculé dans cette logique et ainsi fortement réduit les émissions émises sur leur territoire. Certaines comme Copenhague ou Paris sont même sur la voie de la neutralité carbone, ce qui est très encourageant.

L'empreinte carbone des villes (...) est loin de s'améliorer

Mais il y a là une forme de leurre. Car, en réalité, si l'on comptabilise l'ensemble des émissions, en incluant celles émises localement mais aussi celles issues des biens consommés, tels que la nourriture, les vêtements, les appareils électroniques, les matériaux de construction, qui sont émises à 85 % en dehors de leur territoire, alors l'empreinte carbone des villes, même des plus vertueuses, est loin de s'améliorer. Une étude menée par le C40, Arup et l'Université de Leeds estime même que, dans les grandes métropoles occidentales, si aucune mesure n'est mise en œuvre, les émissions issues de la consommation vont doubler au cours de la prochaine décennie, alors qu'il faudrait les réduire de deux tiers.

Passer d'une économie de biens à une économie de l'immatériel et des services, consommer moins, mieux et local : ces sujets ne sont pas nouveaux mais la crise du Covid ouvre une opportunité unique de passer le pas. Cette transformation profonde de nos habitudes de consommation est indispensable mais aussi révolutionnaire car elle impacte notre économie et la société entière. Le Grand Paris doit prendre ce chantier à bras le corps en embarquant ses citoyens. Il y gagnera son identité. ♦

Les villes vont s'adapter

ROBIN RIVATON,
DIRECTEUR D'INVESTISSEMENT SMART CITY
CHEZ IDINVEST PARTNERS, ESSAYISTE, AUTEUR
DE *L'IMMOBILIER DEMAIN* (DUNOD, 2020, 2^e ÉD.)

La pandémie Covid-19 traîne son lot d'accusés. Les villes y figurent en bonne place. C'est de Wuhan, neuvième plus grande ville chinoise, que le virus s'est diffusé. Ce sont les villes, carrefours de la mondialisation, Milan, Madrid, New York, qui lui ont servi de relais. Et ce sont les villes qui ont été désertées, perdant jusqu'à un habitant sur quatre pour Paris. Il n'a guère fallu attendre pour voir les collapsologues proclamer avec (auto)suffisance la mort des villes.

Ce qui a offert aux métropoles leur prospérité, la densité et l'interconnexion, sources d'échanges, de rencontres et d'innovation, les rend en effet plus vulnérables aux infections. Mais ce ne sont que des facteurs parmi d'autres. Des villes de taille moyenne, comme Mulhouse ou Bergame, présentent aujourd'hui des taux d'infection parmi les plus élevés de leurs pays respectifs. Certaines villes parmi les plus denses au monde sont parvenues à contenir la pandémie, comme Singapour qui ne compte que dix décès. Chaque épidémie a provoqué un aménagement des infrastructures

urbaines plutôt que la fin des villes. Après avoir découvert que le choléra qui ravagea Paris et Londres au XIX^e siècle se propageait dans l'eau, de gigantesques travaux d'assainissement ont permis d'éradiquer la maladie.

Les villes ne vont pas disparaître, elles vont s'adapter. Le télétravail est une révolution. Il vient compléter la rencontre physique, mais ne s'y substitue pas. Les échanges électroniques ne peuvent pas contenir autant d'informations qu'une collaboration face à face. Il faut en permanence préciser, nuancer, ajouter des smileys. On n'innove pas derrière une caméra aussi sophistiquée soit-elle mais autour de la machine à café. Et plus le numérique sera falsifiable, comme il le devient avec les algorithmes capables de modifier les voix ou les vidéos, plus on préférera voir ses interlocuteurs en chair et en os.

Il a été constaté que plus que la densité, le réel allié du virus, c'est la suroccupation des logements. Une géographie de la pandémie montre en effet le tribut élevé payé par les quartiers populaires où les conditions d'habitat sont les plus dégradées. En Île-de-France, le niveau élevé de contamination en Seine-Saint-Denis trouve racine dans la structure de l'habitat. 14 % des ménages de l'agglomération parisienne vivent dans des logements suroccupés, plus du double que sur le reste du territoire. Loin des fantaisies sur la fin des villes, il faut comprendre que le besoin de constructions neuves est immense et inchangé. Voici ce qui devrait être au cœur de la relance. ♦



© DR

« Les échanges électroniques ne peuvent pas contenir autant d'informations qu'une collaboration face à face. Il faut en permanence préciser, nuancer, ajouter des smileys. On n'innove pas derrière une caméra aussi sophistiquée soit-elle mais autour de la machine à café »

Le Grand Paris tertiaire : une nouvelle génération de bureaux

INGRID NAPPI,

PROFESSEUR, TITULAIRE DE LA CHAIRE IMMOBILIER ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA CHAIRE DE RECHERCHES WORKPLACE MANAGEMENT À L'ESSEC

Le marché des bureaux du Grand Paris est incontestablement un marché emblématique par sa taille, par son dynamisme, par son histoire et surtout par sa diversité. Comment anticiper les impacts de la crise sanitaire du Covid-19 sur ce marché très structuré, paradoxalement à la fois mature mais également en pleine transition avec l'arrivée des nouvelles gares du Grand Paris Express ?

Rappelons avant tout qu'en près de cinquante années d'existence, ce marché a connu les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, la crise immobilière de 1991, la crise économique de 2002 et la crise financière de 2008, se transformant, se

« révolutionnant » en passant de la valeur patrimoniale à la valeur financière, de la valeur verte à la valeur d'usage...

Sommes-nous en train de définir une nouvelle valeur « sanitaire » du bureau ? Si « les lieux de travail sont désormais pensés afin de s'adapter aux besoins des occupants, avec une notion de bien-être essentiel » (Nappi-Choulet*), les nouveaux besoins post-confinement vont incontestablement modifier le bureau des années 2020. Selon notre dernière étude académique de la chaire Workplace Management de l'Essec, les besoins post-confinement des employés de bureau transformeront les espaces de bureau en intégrant davantage le télétravail tout en privilégiant paradoxalement le retour aux espaces de travail plus traditionnels.

Penser autrement l'espace de travail

Le bureau n'est pas mort : si les trois quarts des répondants de notre enquête confirment souhaiter retourner au bureau pour des raisons diverses liées à la socialisation avec les collègues, à la nécessité de séparer vie privée et vie professionnelle, ils sont néanmoins près de la moitié à penser que l'espace de travail qu'ils avaient avant la crise sanitaire du Covid-19 n'est plus du tout adapté à leurs nouveaux besoins post-confinement.

Et, contrairement aux idées reçues et largement véhiculées, il n'y a aucun effet générationnel sur le choix du bureau idéal post-confinement. Incontestablement, l'immeuble de bureaux des années 2020 sera autre, privilégiant certainement des postes de travail peu ou beaucoup moins partagés. Dire que le flex office et le coworking seront dépassés est, pour le moment, encore trop hâtif. Dire qu'ils seront repensés semble dès aujourd'hui une évidence. ♦

* Nappi-Choulet, I. (2019). *Révolutions de bureaux*.

RICS Édition 64. France.



© Hermance Triay

Cinq actes forts pour une métropole solidaire et écologique

CHRISTINE LECONTE, PRÉSIDENTE DE L'ORDRE DES ARCHITECTES D'ÎLE-DE-FRANCE, ET **JEAN-MICHEL DAQUIN**, CONSEILLER ORDINAL

La crise sanitaire a montré de nombreux dysfonctionnements dans la métropole parisienne. Saisissons cette opportunité pour nous écarter de la vision « productiviste » qui s'est petit à petit installée : le logement est devenu un produit économique, l'espace public oublié d'être inclusif, la valeur de nos terres agricoles doit être réaffirmée.

Les ressources et la capacité de résilience de notre métropole sont immenses : pensons-la comme une biorégion ! Réduisons les impacts négatifs lorsque l'on construit (déchets, pollutions) et tentons de les inverser en positif (captation de carbone, architecture soignante). Nous proposons 5 actes forts pour engager cette transition nécessaire.

Réparons la ville avant tout. Concentrons l'innovation au service de la réhabilitation, des potentiels existants, du recyclage et de tout ce qui diminuera notre impact sur les écosystèmes. Ne démolissons plus, ou très peu : c'est une priorité car le BTP produit 75 % des déchets franciliens.

Développons une architecture des circuits courts à grande échelle. En France, et à moins de 200 km de Paris, nous produisons des matériaux bio-sourcés ou géo-sourcés. Ils sont renouvelables et ont des qualités sanitaires et environnementales indéniables.

Les filières existent : les terres du Grand Paris, le chanvre du Gâtinais, le bois, la paille... Fabriquons des habitats dignes. Il y a urgence. Les logements que nous construisons ne répondent



© Anne-Claire Heraud



© DR

plus à nos modes de vie : il faut plus d'espaces individuels et partagés.

Développons un autre modèle économique du logement, basé sur des critères de bien-être et de santé pour tous. Il faut une vraie place pour le logement social.

Pensons une métropole respirable. Rééquilibrions les territoires en révisant nos modes de vie. Apportons plus de proximité et luttons contre la pollution excessive. Rapprocher l'emploi du domicile doit être rendu possible pour tous. Réjouissons-nous des transformations rapides comme les pistes cyclables fabriquées en quelques jours.

Misons sur l'espace public et la nature ! Cette crise a révélé une solidarité retrouvée. La densité exige une qualité et une diversité des espaces publics à partir des besoins des plus fragiles. Les investissements dans la vie culturelle, le sport, les nouveaux lieux de partage, les tiers lieux doivent être consolidés.

Nous, acteurs du BTP, portons une vraie responsabilité. Déciderons-nous de faire muter la région parisienne vers un équilibre raisonné ? Ne subissons pas un urbanisme effréné fait d'outils obsolètes et de normes. Partons des ressources pour continuer l'histoire du Grand Paris : sa géographie, ses espaces naturels, nos diversités culturelles. Le Grand Paris doit être solidaire et écologique. Nous le devons, et nous pouvons le faire maintenant ! ♦

Avenir de nos villes : le pire n'est jamais sûr

RAZZY HAMMADI,
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE DU MBA
SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DES TRANSITIONS
URBAINES, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NEWS
TANK CITIES

Nos villes, et leurs dirigeants, n'apprendront de cette crise que si, et seulement si, l'oubli, la dictature de l'immédiat et l'impératif de rentabilité ne l'emportent pas sur l'urgente nécessité de méditer sur les leçons urbaines que porte en elle cette épreuve.

Le trottoir de 50 cm de large est le paroxysme du « contre-usage » lorsque, dans le même temps, il est demandé à nos concitoyens de préserver une distance de plus d'un mètre entre eux. À l'instar de ces parcs et jardins au nombre d'accès réduit, rendant ardu, voire impossible, tout tracé d'un parcours de distanciation, surtout lorsque les entrées et les sorties se réalisent par une seule et même issue, bien des aménagements sont désormais caducs.

Plus rien ne sera comme avant ?

Il y a aussi ces habitations aux ouvertures restreintes et aux balcons absents, victimes de ce nouvel urbanisme qui aura confondu densité du bâti et promiscuité des résidents.

Et que dire de la « ville intelligente » et de ses applications inscrites aux abonnés absents de la détection et de la prévention, sauf dans les cas où elles peuvent s'appuyer sur des pouvoirs autoritaires faisant fi des précautions élémentaires



© DR

telles que nous les définissons en Europe, afin de garantir libertés individuelles et protection des données ? Ou bien encore de la logistique urbaine confrontée à un environnement urbain qui consomme inversement plus qu'il ne produit dans un contexte de rupture intra-européenne des grandes chaînes de livraison.

L'insuffisante dématérialisation des procédures provoquera des retards de chantier qui se compteront en milliards : c'est l'une des plus importantes conséquences à craindre. Les quelques potagers sur toit ne compenseront pas le retour de la voiture individuelle, échappatoire ultime à la promiscuité du mass transit, et il faut espérer que la soudaine émergence du vélo pour tous ne soit pas aussi éphémère que les aménagements qui partout l'ont permise.

Nous avons du pain sur la planche. Cinq siècles avant notre ère, Athènes avait dû se refonder après la peste ; les veines urbaines de Londres furent redessinées suite à la terrible épidémie de choléra... Plus rien ne sera – ne doit être – comme avant. Cela nécessitera du temps, de la réflexion, de la volonté et des investissements car, en 2050, les Nations Unies prévoient que 6,7 milliards de personnes vivront dans de grands centres urbains. Le temps est venu d'engager les transitions. ♦

« Cinq siècles avant notre ère, Athènes avait dû se refonder après la peste ; les veines urbaines de Londres furent redessinées suite à la terrible épidémie de choléra... Plus rien ne sera - ne doit être - comme avant »

Le Grand Paris pour tous

JEAN-CHRISTOPHE TORTORA,
PRÉSIDENT DE *LA TRIBUNE*

Le Grand Paris célèbre cette année son dixième anniversaire alors que le monde vit une crise sanitaire majeure et s'apprête à combattre la plus grande récession du siècle. Face aux épreuves, au sortir de longues semaines de peur et de paralysie de la vie sociale, économique et touristique, l'heure est à tirer toutes les leçons de cette crise inédite.

Dix ans après son lancement par Nicolas Sarkozy, le projet de faire de l'agglomération parisienne une grande métropole mondiale prend encore plus de sens à la lumière de ces événements. Dans toutes les grandes métropoles-monde, la pandémie de Covid-19 va obliger à agir pour améliorer le vivre ensemble. La caractéristique de cette crise est son universalité : tous les Franciliens ont vu leur vie quotidienne chamboulée par le confinement. On a aussi pu mesurer durant cette période l'importance stratégique des secteurs clefs, la santé et l'hôpital, en première ligne, et des services essentiels comme la distribution alimentaire, pour éviter la thrombose de nos villes.

« Le Grand Pari de la France »

Cette pandémie, qui n'est peut-être que la répétition générale d'autres crises, climatiques notamment, à venir impose de penser autrement le développement urbain. Et de chercher tous ensemble des solutions innovantes. Cela doit devenir une opportunité pour donner un nouveau souffle à la prochaine décennie du Grand Paris, celle des réalisations concrètes des transports et des logements qui structureront la métropole demain.

Trop souvent réduit au super métro « Grand Paris Express », le Grand Paris va devenir le Grand Pari de la France face à toutes les transitions pour accélérer le plus grand chantier euro-

péen actuel. C'est un ingrédient important de la relance économique du pays et un laboratoire de la ville du futur.

Grâce aux nouvelles gares du Grand Paris, les Franciliens pourront se rapprocher et être plus mobiles, sans être forcés de passer par la ville-centre. Des mobilités plus douces, comme le vélo, électrique ou non, et plus durables vont s'imposer dans le quotidien. Nos modes de vie seront aussi transformés par le télétravail qui pourrait conduire à de nouveaux choix de logement pour des Franciliens qui cherchent plus de nature et des habitats plus fonctionnels et plus spacieux. Une nouvelle carte de la métropole du Grand Paris pourrait donc émerger de cette expérience inédite dans les dix ans qui viennent.

L'autre leçon de la crise sanitaire est la victoire de la coopération sur la centralisation bureaucratique. Pour construire ce Grand Paris, plus résilient car plus solidaire et plus attractif car plus vivable, il faudra que les élus de la ville, de la métropole et de la région travaillent mieux ensemble avec tous les acteurs économiques et sociaux. C'est l'ambition de *La Tribune*, journal engagé au carrefour de l'économie et des territoires, que de démontrer que c'est non seulement possible, mais à notre portée. ♦



© La Tribune

TOUTE L'ACTUALITÉ DU GRAND PARIS



**OBJECTIF
GRAND
PARIS**

objectifgrandparis.fr

LES TERRITOIRES DU GRAND PARIS À L'HONNEUR

Valorisez votre territoire dans *Objectif Grand Paris* : nos journalistes réalisent chaque trimestre des dossiers Territoires, véritables focus d'une dizaine de pages consacrées à une collectivité afin de mettre en lumière ses talents, ses actions et ses projets.

Contact : samuel.bendecks@objectifgrandparis.fr



GRAND PARIS INSIDE

LE MAG DÉCRYPTE LES PRINCIPAUX ENJEUX
DU GRAND PARIS À TRAVERS L'ÉCLAIRAGE
DE JOURNALISTES SPÉCIALISÉS.

LE GRAND PARIS, ANTIDOTE DE LA CRISE

LA CRISE ÉCONOMIQUE PROVOQUÉE PAR L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 REND PLUS NÉCESSAIRES QUE JAMAIS LES INVESTISSEMENTS DU GRAND PARIS. LE MONTANT DES TRAVAUX RÉALISABLES À COURT TERME ET LES BÉNÉFICES SOCIAUX-ÉCONOMIQUES QU'ON PEUT EN ATTENDRE AURONT DES EFFETS DURABLES.

PAR DOMINIQUE MALÉCOT

L'impensable s'est produit le 17 mars. Un à un, les quelque 150 chantiers du métro du Grand Paris se sont arrêtés. La machine bien huilée qui organise et gère heure par heure plus de 14 000 « tâches élémentaires », assurées par près de 7 000 compagnons, pour ouvrir de nouvelles perspectives à des millions de Français, commençait à se gripper. Comme les autres, les entreprises engagées dans la construction du Grand Paris Express devaient absolument prendre de vitesse l'épidémie de Covid-19 et protéger leurs salariés. Les secours n'étaient plus en situation d'intervenir en milieu hyperbare, des chauffeurs manquaient ou les matériaux n'arrivaient pas. Là, les déblais ne portaient plus, les électriciens prévus pour brancher une machine n'avaient pas pu venir ou, encore, les équipes d'entretien n'étaient pas au complet.

Pas question, dans ces conditions, de laisser les chantiers en l'état. En charge de la construction du métro, la Société du Grand Paris a donc dû prendre la seule décision possible : fermer les chantiers tant que les entreprises disposaient encore de suffisamment de personnel sur place pour les mettre en sécurité. Des tâches complexes quand il s'agit de protéger un ouvrage en construction exposé aux intempéries, d'éviter

des mouvements de sol ou de mettre en sommeil un tunnelier pour qu'il puisse redémarrer le moment venu.

Surtout, ce travail se devait d'être méthodique, respectueux des usages et des procédures afin de faciliter, autant que possible, la reprise rapide de l'activité... dans des conditions que personne ne pouvait encore imaginer à la mi-mars ! Cela a été finalement le cas à partir du 20 avril, notamment pour adapter l'organisation des chantiers aux normes sanitaires imposées par la persistance de l'épidémie et former les salariés à ce nouveau contexte.

Cet accident de parcours a une vertu. Il démontre, s'il en était encore besoin, que le projet et la réalisation du Grand Paris Express sont déjà très étroitement imbriqués dans l'économie de la région parisienne et celle du pays avec ses milliers de fournisseurs, des majors aux PME/TPE. La Société du Grand Paris évoquait d'ailleurs l'urgence qu'il y avait à reprendre les travaux, notamment pour protéger certaines entreprises



© A. Rodriguez



« EN 2007, LA MOITIÉ DE LA POPULATION MONDIALE VIVAIT EN VILLE ET, SELON L'ONU, CETTE PROPORTION DEVRAIT ATTEINDRE 68 % EN 2050 »

fragiles formant « une chaîne complexe » indispensable pour réaliser le réseau.

L'armature de l'aménagement de la Région

Déjà nécessaire il y dix ans pour permettre à la locomotive de l'économie française qu'est la région parisienne de rester dans le peloton de tête de l'économie mondiale, le Grand Paris, qui a aussi été voulu en réponse à la crise de 2008-2009, se justifie encore davantage aujourd'hui. N'en déplaise aux Cassandre qui veulent voir dans l'épidémie du Covid-19 une sorte de pu-

nition divine infligée à une France qui se serait jetée éperdument dans la mondialisation aux dépens de l'environnement, le plus grand chantier de génie civil d'Europe ne se résume pas à livrer 200 kilomètres de lignes de métro entre 2024 et 2030 pour près de 35 milliards d'euros. Il s'agit, ni plus ni moins, de l'armature de l'aménagement de la région parisienne pour les prochaines décennies dans ses dimensions environnementale et écologique, sociale et économique.

Une urbanisation mondiale croissante

C'est, en effet, un phénomène qui s'observe depuis l'Antiquité. La ville dense limite l'étalement urbain et permet de rationaliser les réseaux de distribution d'eau, d'énergie, de chaleur, de traitement des déchets et de transports de marchandises comme de voyageurs. Selon les calculs de la Société du Grand Paris, le Grand Paris Express devrait permettre d'éviter entre 14 et 28 millions de tonnes de CO₂ à l'horizon 2050. La ville facilite aussi l'accès à la formation, l'enseignement et la culture. C'est également un moteur du développement économique tant par la concentration de main-d'œuvre et de consommateurs qu'elle représente que par les échanges qu'elle peut entretenir avec d'autres agglomérations et son environnement immédiat. Aujourd'hui, on mesure cela en nombre de connexions avec les autres villes et en attractivité.

Pour toutes ces raisons, le monde s'urbanise à toute vitesse. En 2007, la moitié de la population mondiale vivait en ville et, selon l'ONU, cette proportion devrait atteindre 68 % en 2050. Nanties de leur expérience, les entreprises qui auront réalisé le Grand Paris Express et les nouveaux quartiers connexes auront devant elles un vaste marché.

Reste que la géographie urbaine et la sociologie nous apprennent également que la ville crée aussi des inégalités et donc des tensions à la mesure de sa puissance. On peut certes les réduire mais rarement les effacer. Le poids de l'Histoire ne s'estompe qu'avec les générations.

LE GRAND PARIS EXPRESS DEVRAIT AUSSI AVOIR « UN IMPACT TRÈS LARGEMENT POSITIF SUR LES FINANCES PUBLIQUES »

Faut-il pour autant tout miser sur la région parisienne ? Certainement pas. Mais négliger sa capacité contributive à l'économie des autres régions serait contreproductif. Elle génère en effet de l'ordre de 30 % du PIB national avec 20 % de la population et en redistribue de 8 à 10 % aux autres régions. Elle est, avec Londres, l'une des rares métropoles européennes capables de mobiliser un capital humain et financier à la mesure des enjeux de la relance économique post-Covid-19. À lui seul, le Grand Paris Express représente de 4 à 5 milliards d'euros de commandes par an déjà en cours et ce rythme sera maintenu au moins jusqu'en 2023.

De plus, cette infrastructure majeure peut générer de 50 à 100 milliards d'euros d'investissements en région parisienne. À eux seuls, les quartiers à construire ou reconstruire autour des 68 gares du réseau représentent une surface équivalente à une fois et demie celle de Paris pour une ville post-Covid-19, dense et équilibrée, respirable et humaine... Dans ce contexte, la Société du Grand Paris a aussi un atout majeur : très bien notée, elle pouvait emprunter au printemps dernier à 1 % et le plafond de ses emprunts a été relevé à 12 milliards d'euros.

115 000 emplois à terme

À plus long terme, selon les études de la Société du Grand Paris validées par Bercy, les avantages socio-économiques générés par le Grand Paris Express sont évalués à près de 82 milliards d'euros, avec un PIB additionnel pour la France compris entre 10 et 20 milliards d'euros par an après la mise en service du réseau. Il devrait aussi avoir « un impact très largement positif sur les finances publiques », matérialisé par « quelques milliards »

par an de ressources additionnelles pour le budget de l'État. Enfin, il devrait induire à long terme la création de 115 000 emplois hors les 15 000 postes nécessaires sur quinze ans à la réalisation du chantier.

À lui seul, le Grand Paris ne suffira évidemment pas à effacer la crise. Dans ces conditions, peut-on faire des économies sur le projet pour en réorienter une partie des crédits vers des opérations complémentaires ? C'est techniquement possible, le gouvernement peut fort bien proposer au parlement de modifier la loi sur le Grand Paris qui définit le réseau. Cela risque d'être délicat car il a déjà été considérablement revu à la baisse par les gouvernements précédents au point de réduire pratiquement à néant les réserves de capacité qu'on prévoit normalement pour ce type d'infrastructures. Ainsi, on est déjà en train d'utiliser celles de la ligne 14 du métro parisien, la plus récente du réseau « classique », pour absorber la croissance du trafic !

Surtout, un tel programme d'économies concernerait, en tout ou partie, les lignes 16, 17 et 18 dont les travaux commencent et qui désenclaveront les quartiers les moins bien desservis de la région parisienne. En clair, ce sont les tronçons du réseau dont la rentabilité socio-économique est la plus élevée et doit assurer l'accès à l'emploi des laissés-pour-compte de la croissance économique de la région parisienne ! La plaie serait d'autant plus vive et profonde que, dans le même temps, les autres territoires bénéficieraient, eux, du coup d'accélérateur des autres lignes du Grand Paris Express et l'écart se creuserait, encore. ♦



© Elisabeth Beydian Les Echos

**DOMINIQUE
MALÉCOT**
EST JOURNALISTE
AUX ÉCHOS



DE GRANDS CHANTIERS, MARQUEURS DE LA REPRISE

LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES
NÉCESSAIRES AUX JEUX OLYMPIQUES
ET PARALYMPIQUES (JOP) DE PARIS 2024
PARTICIPERONT FORTEMENT À LA
REPRISE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
POST-COVID-19 EN ÎLE-DE-FRANCE.

PAR RAPHAËL RICHARD, RÉDACTEUR EN CHEF DÉLÉGUÉ
DU JOURNAL DU GRAND PARIS

Le chantier de la ZAC Plaine Saulnier, dont le Centre Aquatique Olympique (CAO) fait partie, a démarré le 3 mars dernier sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole du Grand Paris. « Ce vaste projet de réaménagement urbain, l'un des plus importants à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, est un exemple d'action qui va contribuer à l'attractivité du territoire métropolitain et à son rééquilibrage. À travers lui, la Métropole du Grand Paris transforme favorablement des secteurs stratégiques au bénéfice de tous les habitants, en agissant de façon concrète au plus près de leurs besoins », souligne Patrick Ollier, président de la MGP.

« Ce projet participe directement à la relance économique du pays », a affirmé Anne Hidalgo, présidente de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), lors d'une visite du chantier du Centre Aquatique Olympique, le 9 juin. La maire de Paris s'est également réjouie à cette occasion que les JOP contribuent pleinement au dynamisme de la Seine-Saint-Denis. « Cet équipement va entrer dans l'histoire des Jeux et sera un héritage très fort pour tous », ajoute Tony Estanguet, président de Paris 2024. Un groupement conduit par Bouygues Bâtiment Île-de-France a été désigné fin avril pour réaliser cet équipement majeur des Jeux. Le CAO occupera 2,4 ha des 12,5 ha de la ZAC Plaine Saulnier à Saint-Denis. En 2024, il accueillera les épreuves de water-polo, de plongeon et de natation artistique. Il disposera d'un bassin de 50 m, un autre de plongeon de 22 m par 25 m, 6 000 places assises dans des tribunes de type Arena et un bassin d'échauffement temporaire de 50 m. En phase héritage, le bâtiment sera adapté afin de rendre modulable la capacité des tribunes

(de 2 500 à 5 000 places), d'aménager des locaux dédiés à la Fédération française de natation pour le pôle plongeon de l'équipe de France et de réaliser un programme d'activités annexes, proposé par le concessionnaire sur 5 000 m². Des bâtiments à vocation sportive, économique ou touristique seront par ailleurs construits à proximité afin de constituer un cluster sportif.

La Solideo signalait, le 5 juin, que les travaux liés à l'enfouissement des lignes haute tension, sous maîtrise d'ouvrage de RTE, et les démolitions sur la ZAC Plaine Saulnier, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole du Grand Paris, avaient repris.

Permis de construire en vue pour le Village olympique

L'établissement qui pilote la réalisation des infrastructures de l'événement évoquait également la reprise des chantiers de déconstruction, assurés par Prodemo, et le démarrage des chantiers de viabilisation pour le Village olympique qui verra le jour sur les communes de Saint-

Ouen, Saint-Denis et L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les études de projet sur les aménagements d'espaces publics se poursuivent (pour une validation intermédiaire à l'été 2020, avant la reprise début 2021) et les dossiers de permis de construire des opérateurs immobiliers doivent être déposés à l'été 2020.

L'opération occupera, entre autres, 7 ha en bord de Seine et sera constituée, sur 51 ha, de 300 000 m² de constructions. 30 bâtiments et 15 000 athlètes pendant les Jeux précéderont les 6 000 employés et 6 000 habitants qui s'installeront à l'été 2025 autour de 7 ha d'espaces verts. « Nous allons placer un morceau de ville dans le 93 », estimait Stéphane Troussel, président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, lors du lancement du chantier. « Nous voulons que ce Village profite aux habitants du territoire, c'est la contrepartie à notre engagement dans ce projet. » Au total, 400 millions d'euros d'investissement pour les espaces extérieurs seront financés par le public. Quant au privé, il s'acquittera d'une facture de 1,2 milliard d'euros pour les bâtiments.

De gauche à droite :

Bernard Mounier (Bouygues), Mathieu Hanotin, élu maire de Saint-Denis le 4 juillet, Jean-Jacques Beurrier, fédération française de natation, Laurent Russier, ancien maire de Saint-Denis, Vincent Roger (Région), Anne Hidalgo (Solideo), Tony Estanguet (Paris 2024), Patrick Ollier (MGP), Stéphane Troussel (CD93), Emmanuel Grégoire (Paris) et Laurent Rivoire (MGP).

Une nouvelle Arena à Paris

Pendant la crise sanitaire, a également été attribué, à nouveau à un groupement dont Bouygues Bâtiment Île-de-France est le mandataire, le marché global de conception, réalisation et





© VerhoevenCS & Atelier 2/3/4 Image Prolog

exploitation technique de l'Arena de la porte de la Chapelle. Située au sein de la ZAC Gare des Mines-Fillettes (Paris 18^e), cette salle multifonctionnelle, d'une capacité de l'ordre de 8 000 places assises, doit accueillir à partir de 2023 des compétitions sportives de niveau national ou international, le Paris Basketball en résidence ainsi que des concerts, des spectacles ou des congrès. Un programme complémentaire de 2 600 m² proposera une offre de loisirs et de commerces.

4 000 journalistes hébergés à Dugny

Dernier projet majeur des JOP, le cluster média qui doit voir le jour à Dugny (Seine-Saint-Denis). Sur 96 000 m², il doit permettre d'héberger environ 4 000 journalistes et techniciens durant les Jeux puis, en phase héritage, de proposer 1 300 logements familiaux, dans une logique de « cité-jardin ». « Nous allons bâtir le quatrième quartier de Dugny dans cette interface, qui constitue le deuxième pôle de la Seine-Saint-Denis. À 30 minutes de Châtelet et du centre de Paris, les futurs habitants profiteront des mêmes services que ceux du centre parisien », a souligné Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Solideo, fin 2019, lors de la présentation du projet. ♦

LE GRAND PARI(S) DE L'EMPLOI

ALORS QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE CONNAÎT DE TRÈS GRANDES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, QUE LA CRISE DU COVID-19 A CONTRIBUÉ À METTRE EN LUMIÈRE DE MANIÈRE CRIANTE, L'ÉTAT MOBILISE DE NOMBREUX DISPOSITIFS POUR Y REMÉDIER. LOIN D'ÊTRE DES POLITIQUES PUBLIQUES UNIQUEMENT VERTICALES, SES ACTIONS EN MATIÈRE D'EMPLOI SONT AJUSTÉES AU PLUS PRÈS DU TERRAIN EN LIEN AVEC LES ACTEURS. OBJECTIF : ASSURER UN ÉQUILIBRE TERRITORIAL ET FAIRE QUE LA CROISSANCE DE LA RÉGION PROFITE À TOUS. COMMENT L'ÉTAT S'Y PREND-IL POUR RELEVER CE DÉFI ? EXPLICATIONS.

PAR AMANDINE MARTIN

Face à la crise, l'État a soutenu les entreprises et la reprise économique pour préserver les emplois. Afin d'éviter que les dommages conjoncturels causés par la crise du Covid-19 sur le marché du travail ne se transforment en dommages permanents, l'État se devait d'être agile et réactif en soutenant massivement le tissu économique pendant le pic de la crise du Covid-19. L'enjeu était double : travailler en partenariat avec les acteurs économiques que sont le Conseil régional, la CCIR, le CRMA, les fédérations patronales et syndicales afin d'éviter que des entreprises ne s'enfoncent durablement dans la crise et conduisent leurs salariés au chômage. Et, ce faisant, faciliter le redémarrage de l'activité économique.

Les dispositifs mis en place par le gouvernement ont été déployés massivement dans notre région : après 2 mois de confinement, près de 3 millions

de salariés étaient en activité partielle, parmi les secteurs les plus touchés de l'hôtellerie, les cafés, les restaurants, l'évènementiel, la construction, soit 1,175 Md€ d'indemnisations, et plus de 430 000 entreprises avaient bénéficié des aides du fonds de solidarité abondées par l'État et le Conseil régional, soit près de 675 M€. Enfin, plus de 21 Md€ de prêts garantis par l'État ont été attribués.

Alors que la crise a révélé les inégalités profondes qui demeuraient en Île-de-France, l'État s'emploie aujourd'hui à ce qu'aucun Francilien ne soit laissé à l'écart de la reprise de l'activité économique.

Pour y parvenir, l'État régional s'est fixé deux priorités : réduire le nombre d'emplois non pourvus dans certains secteurs d'activité qui ont du mal à recruter tels que le BTP, d'une part, et insérer sur le marché du travail les Franciliens les plus éloignés de l'emploi grâce à une politique individualisée et sur-mesure d'accompagnement et de formation, d'autre part.

Lutter contre le phénomène des métiers en tension

Début 2020, le préfet de région a engagé un plan d'action régional sur les métiers en tension en lien avec le Conseil régional afin de lutter contre ce phénomène, inacceptable dans une région aussi riche en projets et en main-d'œuvre, d'un nombre élevé d'emplois que les entreprises ne parviennent pas à pourvoir et la prégnance d'un taux de chômage important, notamment chez les jeunes qui résident en quartiers de la politique de la ville.

Ce plan s'articule autour de quatre leviers d'action : l'identification des besoins des entreprises qui sera réalisée ; l'adaptation de l'offre de formation aux besoins remontés par le terrain chaque semestre ; le renforcement de l'attractivité des métiers en tension, notamment dans le secteur de la construction ; l'accompagnement des jeunes vers ces métiers. Ces actions seront appuyées par le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC), dans lequel l'État, en Île-de-



© 11h45pourDéficio

France, met 1 Md€ sur la table afin de soutenir l'offre de formation du Conseil régional (y compris à distance) pour les personnes les plus éloignées du marché du travail.

L'objectif est d'orienter les demandeurs d'emploi et les jeunes vers les filières en tension et à changer notamment l'image de certains métiers du BTP qui demeurent peu attractifs, alors qu'ils permettent de proposer des emplois stables, relativement bien rémunérés, avec des perspectives de carrière réelles et des conditions de travail qui se sont beaucoup améliorées. Les partenaires, fédérations professionnelles et grands maîtres d'ouvrage, travaillent désormais ensemble pour sensibiliser et recruter au plus près du terrain.

Un plan régional pour former, accompagner et insérer les jeunes décrocheurs

Afin de lutter contre le chômage endémique des jeunes, souvent issus des quartiers les plus défavorisés, l'État fait le pari qu'avec une formation de qualité, adaptée aux besoins des entreprises, ainsi qu'un accompagnement sur-mesure, nul n'est inemployable !



Le préfet a ainsi lancé, en avril 2018, le Plan régional d'insertion pour la jeunesse des quartiers prioritaires en Île-de-France (PRIJ), dont l'objectif est de repérer des décrocheurs scolaires et, plus généralement, des jeunes sans solution, âgés de 16 à 25 ans, afin de les accompagner individuellement dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle. À cette fin, plus de 150 référents de parcours, recrutés dans 95 territoires prioritaires, vont concrètement chercher ces jeunes sur le terrain pour leur proposer des programmes adaptés à leur parcours.

Ce plan connaît une réelle montée en puissance depuis à la fin de l'année 2019 et permet d'ores et déjà à 3 000 jeunes de bénéficier de parcours personnalisés ; 1 000 d'entre eux ont d'ailleurs déjà trouvé un emploi ou une formation.

Afin de poursuivre cette dynamique, près de 10 000 décrocheurs franciliens de plus de 16 ans et sortis récemment du système scolaire sans diplôme ni qualification vont être contactés d'ici la rentrée par les référents de parcours du PRIJ et les missions locales, comme le prévoit la nouvelle convention entre le préfet de région, la présidente

du Conseil régional et l'Association régionale des missions locales.

Les décrocheurs et les jeunes du PRIJ vont en particulier être orientés vers la voie de l'apprentissage au travers de leur inscription dans des prépa-apprentissage ouvertes à plus de 2 000 d'entre eux en Île-de-France.

Cette question de l'apprentissage demeure une des solutions d'entrée dans l'emploi qui, pourtant, n'est pas suffisamment exploitée par nos jeunes générations. C'est pourquoi, la préfecture de région et ses partenaires ont décidé de multiplier les initiatives en organisant des opérations d'apprentissage coaching permettant de mettre en contact l'offre (entreprises, écoles...) et la demande. Déjà organisées au dernier semestre 2019, elles seront relancées dès septembre 2020, dès lors que les conditions de sécurité sanitaire seront réunies, l'objectif étant de bénéficier à plus de 5 000 jeunes d'ici la fin de l'année 2020.

De l'emploi dans les quartiers prioritaires

Le préfet a également réactivé les clubs d'entreprises inclusives ancrés dans les 25 bassins d'emploi en Île-de-France afin de promouvoir les différentes mesures gouvernementales en faveur de l'emploi et en particulier les emplois francs, un dispositif qui permet aux employeurs de bénéficier d'une aide de l'État lorsqu'ils recrutent un salarié résidant en quartier politique de la ville (QPV).

Ici aussi, l'État fait le pari que c'est par l'accès à l'acquisition de compétences pour tous que le marché du travail francilien sera plus résilient, plus juste et moins inégalitaire. ♦



© Ariane Le Guay

AMANDINE MARTIN
EST ANCIENNE CHEF DU
SERVICE INTERMINISTÉRIEL
DE LA COMMUNICATION
DE LA PRÉFECTURE
D'ÎLE-DE-FRANCE,
DÉSORMAIS SECRÉTAIRE
GÉNÉRALE DE TRANSILIEN

BREXIT ET ATTRACTIVITÉ LE GRAND PARIS DOIT CONFIRMER L'ESSAI

MIS EN VEILLE LE TEMPS DU CONFINEMENT, LE BREXIT N'EN RESTE PAS MOINS D'ACTUALITÉ, NOTAMMENT POUR L'ÎLE-DE-FRANCE.

CAR SI LE TRAVAIL DE TERRAIN, MENÉ PAR LES RESPONSABLES FRANCILIENS DEPUIS 2016 POUR SÉDUIRE LES ACTEURS DE LA FINANCE DE LA CITY, A PORTÉ SES FRUITS, IL RESTE DÉSORMAIS À POURSUIVRE LA DÉMARCHE SUR LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ.

PAR FABIENNE PROUX



Avec le Brexit, l'Île-de-France a accru sa politique d'attractivité, menant des actions en faveur de la relocalisation d'activités en provenance du Royaume-Uni mais aussi d'autres pays. Et ça marche. En 2019, la capitale française s'est hissée sur la 3^e marche du podium, derrière Dublin et au coude-à-coude avec Luxembourg. De plus, c'est à Paris que l'an dernier le plus grand nombre d'entreprises en provenance du Royaume-Uni se sont installées (28 nouvelles contre 15 à Dublin et 11 à Luxembourg). Au total, les trois villes ont accueilli 69, 115 et 71 sociétés britanniques (source : New financial rethinking capital markets).

« Au moment des annonces sur le Brexit, certaines entreprises financières ont rapidement créé des structures au cas où elles perdraient leur passeport financier et se sont tout naturellement dirigées vers Dublin et Luxembourg », analyse un expert. Dans un deuxième temps, lorsqu'il y a eu une réflexion plus approfondie pour savoir où voulaient réellement s'installer les dirigeants, la réponse a été plutôt vers l'Île-de-France et surtout Paris du fait de la qualité de vie, des structures éducatives pour les enfants, de la possibilité de trouver un travail pour le conjoint ou encore de l'intense vie culturelle. « Les atouts de la place de Paris (lire ci-contre) ont entraîné une première dynamique d'implantation d'entreprises internationales en Île-de-France, Paris prenant le lead sur les autres capitales européennes », confirme Arnaud de Bresson, délégué général de Paris Europlace.

3 500 postes délocalisables à Paris

Toutefois, les relocalisations d'emplois à Paris devraient rester modestes par rapport au poids économique de l'Île-de-France. Knight Frank évaluait en mars 2020 que près de 1 500 emplois avaient été délocalisés de Londres à Paris.

« LE BREXIT PRÉSENTE L'AVANTAGE DE REMETTRE DE LA CONCURRENCE POSITIVE ENTRE LES MÉTROPOLIS ET LES DIFFÉRENTS PAYS EUROPÉENS »

CHRISTIAN STREIFF, PRÉSIDENT DU CONSEIL STRATÉGIQUE POUR L'ATTRACTIVITÉ ET L'EMPLOI D'ÎLE-DE-FRANCE (CSAE)

« Les mouvements potentiels représenteraient de 1 800 à 2 000 postes supplémentaires, soit environ 3 500 postes pour la totalité des gains d'emplois liés au Brexit », détaille David Bourla, directeur études et recherche chez Knight Frank France. Un chiffre susceptible d'être revu à la hausse dans les prochains mois, cependant « 69 % des mouvements recensés ne concernent pas plus d'une trentaine de collaborateurs et une dizaine seulement plus de 100 », précise Knight Frank France. De même, les impacts sur l'immobilier restent limités car parmi « les projets en mesure de créer le plus d'emplois, plusieurs sont le fait d'entreprises déjà présentes en Île-de-France et disposant de surfaces de bureaux assez vastes pour y loger de nouveaux salariés ».

Mais, alors que tout le travail sur le secteur financier est quasiment arrivé en fin de process, s'ouvre désormais une seconde ère, celle d'un Brexit plus large. « Après le Brexit financier, il y a le Brexit de l'industrie et de l'innovation », souligne Valérie Pécresse, qui place la réindustrialisation au cœur de sa stratégie d'attractivité, en matière d'industrie automobile ou médicale notamment. Pour Christian Streiff, « le Brexit présente l'avantage de remettre de la concurrence positive entre les métropoles et les différents pays européens ». Selon le président du conseil stratégique pour l'attractivité et l'emploi d'Île-de-France (CSAE), Londres ne fait plus partie des villes ciblées par les entreprises étrangères qui arbitrent désormais entre Paris, Berlin ou Milan.

« LA RÉGION CAPITALE COMPTE PARMİ CELLES OÙ LA CONCENTRATION DE R&D EST LA PLUS IMPORTANTE... »

L'hyper-centralisation : un atout pour l'Île-de-France

D'autant que des efforts notables ont déjà été réalisés pour rendre plus attractif l'environnement réglementaire et fiscal français, et que la création d'un guichet unique par l'ensemble des acteurs locaux a facilité l'accueil des porteurs de projet étrangers. Dès lors, « l'Île-de-France va pouvoir consolider une position de première région économique européenne, d'autant que la crise actuelle nous incite à privilégier la R&D et savoir comment maintenir et développer cette qualité de vie en Île-de-France », assure Christian Streiff, ajoutant que « si l'hyper-centralisation peut être parfois un inconvénient national, c'est un avantage pour l'attractivité, car l'Île-de-France concentre toutes les fonctions ».

Ainsi, la Région Capitale compte parmi celles où la concentration de R&D est la plus importante au monde, avec des fers de lance dans des domaines du numérique, de l'éducation, de l'automobile mais aussi de l'innovation financière avec l'association France FinTech et le pôle de compétitivité Finance innovation, sur lequel Paris Europlace est très active. Mais « il faut aller encore plus loin », invite Christian Streiff, « et faire avancer tous ces sujets et en particulier l'agriculture et la santé pour reprendre des positions face aux États-Unis et à l'Allemagne ». ♦



FABIENNE PROUX
EST JOURNALISTE
AU JOURNAL
DU GRAND PARIS

© DR

DANS UN CONTEXTE POST-CRISE ET DE MISE EN ŒUVRE COMPLEXE DU BREXIT, LA PLACE DE PARIS DISPOSE, SELON LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE PARIS EUROPLACE ARNAUD DE BRESSON, DE SÉRIEUX AVANTAGES POUR TIRER PROFIT DU DÉPART DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE.

PROPOS RECUEILLIS PAR FABIENNE PROUX

« LE GRAND PARIS PEUT COMPTER SUR SES ATOUTS STRUCTURELS ET LES SECTEURS D'AVENIR »

En quoi le Brexit est-il un enjeu pour le Grand Paris ?

Permettez-moi de rappeler que la crise du coronavirus modifie complètement les perspectives économiques et de mode de vie de nos sociétés. D'ailleurs, concernant le Brexit, la perspective de voir le Royaume-Uni quitter l'Union Européenne nous paraît encore plus à contre-sens qu'avant la crise, dans un contexte où l'ampleur des problèmes à résoudre dans les prochains mois nécessite plus que jamais une coopération européenne et internationale renforcée.

D'autant que la perspective d'un Brexit dur subsiste, dans un contexte où les négociations ne semblent pas produire de résultat.

Cela dit, le Brexit reste un enjeu majeur pour le Grand Paris en matière de retombées économiques et d'emplois potentiels.

Quels sont les principaux atouts de la place de Paris dans la compétition européenne mais aussi mondiale ?

Les principales activités concernées sont celles de la banque de financement et la gestion d'actifs dans la perspective de la perte du passeport par le Royaume-Uni. Dans ces activités, il est important d'être près de la clientèle et donc de disposer d'entités sur le continent. Outre le fait qu'elle occupe une place privilégiée au milieu de l'Europe, entre Londres et Berlin, Paris est la seule autre capitale globale, à parité avec Londres, appuyée sur une économie de premier rang mondial. La Place de Paris présente de nombreux atouts : seule place financière « universelle » avec des activités très diversifiées ; bourse d'actions très active et paneuropéenne (Euronext) ; premier marché obligataire corporate d'Europe avec 35 % de part de marché des émissions ; première



© Journal du Grand Paris

industrie de gestion d'actifs devant l'Allemagne et première activité de capital investissement (private equity) d'Europe continentale.

Ces atouts ont-ils aussi contribué à favoriser le développement à Paris de domaines d'avenir qui deviennent aujourd'hui d'actualité ?

La place de Paris occupe une position d'ores et déjà privilégiée dans plusieurs secteurs d'avenir, notamment post-crise.

Au premier rang desquels figure la finance durable, tant environnementale que sociale.

L'innovation financière et le développement des FinTech sont aussi l'une des forces de la place de Paris dans la compétition européenne et mondiale. Ce sont des domaines sur lesquels l'Europe doit mettre les bouchées doubles face à la concurrence des places asiatiques. Enfin, Paris peut se targuer d'avoir l'un des meilleurs écosystèmes du monde en matière de financement des grands projets d'infrastructures, avec la présence de grandes entreprises industrielles dans tous les domaines clés de l'énergie, du transport et de l'environnement. ♦

« PARIS PEUT SE TARGUER D'AVOIR L'UN DES MEILLEURS ÉCOSYSTÈMES DU MONDE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES »



FIABCI-FRANCE
INTERNATIONAL REAL ESTATE FEDERATION

SAVE THE DATE

FIABCI WORLD REAL ESTATE CONGRESS

24-28 MAI 2021 À PARIS



Leo Attias

FIABCI FRANCE

UN DÉVELOPPEMENT ACCRU

La stratégie de FIABCI-FRANCE en 2020 :

- Le développement actif de nouveaux partenariats avec des acteurs signifiants du l'industrie immobilière.
- Une politique de croissance de ses adhérents.
- De nombreux évènements locaux, nationaux, internationaux renouvelés avec une présence forte de FIABCI-France.
- Un lobbying influent auprès des acteurs de l'immobilier et des pouvoirs publics.

Toujours au service de ses membres et en collaboration avec ses partenaires, FIABCI-France :

- Permet un accès immédiat au Réseau mondial FIABCI présent dans plus de 70 pays.
- Facilite les échanges d'informations et de bonnes pratiques avec tous les marchés internationaux.
- Offre de multiples opportunités de constitution de réseaux lors des réunions locales, nationales et internationales.
- Renforce le leadership économique de ses membres à l'international. Promeut ses membres notamment au travers d'un directory international de FIABCI Worldwide diffusé auprès de tous ses membres et dans le cadre de toutes ses relations presse, évènementielles et de communication.
- Favorise les rencontres avec les professionnels de tous les domaines immobiliers : Foncières, SS2I, Investisseurs, Banques, Groupements d'intérêt économique, Syndics, Administrateurs de bien, Transactionnaires, Conseils, Avocats, Experts, Notaires, Architectes, Promoteurs et tous les métiers annexes et connexes de l'immobilier.

FIABCI FRANCE

27 bis, avenue de Villiers - 75017 Paris - France

Tél. : +33(0)1 47 64 31 58 - Mobile : +33(0)6 09 56 80 72

Email : leo-attias@orange.fr - fiabci.france@gmail.com / Web : www.fiabcifrance.fr



DIX ANS APRÈS LA LOI DE 2010, OÙ EN EST LE GRAND PARIS ?

LA LOI DU 3 JUIN 2010 FÊTE, CETTE ANNÉE, SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE, MAIS LE GRAND PARIS EST À L'IMAGE DE SON ÂGE : ENTRE L'ENFANCE NAÏVE ET L'ADOLESCENCE DÉSOBÉISSANTE.

PAR CÉSAR ARMAND, JOURNALISTE À LA TRIBUNE



« **U**n projet urbain, social et économique d'intérêt national qui unit les grands territoires stratégiques de la région d'Île-de-France. » Ainsi est défini le Grand Paris dans la célèbre loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Sur le papier, tout est parfait : elle « promeut le développement économique durable, solidaire et créateur d'emplois (...), vise à réduire les déséquilibres sociaux, territoriaux et fiscaux ». Dans la réalité, le département le plus pauvre de France (Seine-Saint-Denis) continue de côtoyer le département le plus riche (Hauts-de-Seine) qui, lui, entend même fusionner avec son voisin (Yvelines) pour peser davantage sur la scène francilienne. Ajoutez à cela un étage institutionnel créé ex-nihilo en 2016 en première couronne : la Métropole, un mélange de 131 communes et de territoires, qui demeure flou aux yeux du grand public malgré ses 4 ans d'existence.

Le Grand Paris ne serait rien par ailleurs sans « la création d'un réseau de transport public de voyageurs dont le financement des infrastructures est assuré par l'État » : le Grand Paris Express, hier méprisé par la hollandie, aujourd'hui porté par la macronie. Le supermétro s'accompagne de contrats de développement territorial définis et réalisés conjointement par l'État, les communes et leurs groupements. Objectif : construire 70 000 logements.

Le pari est tenu chaque année, mais entre le Conseil régional qui se pique d'aménagement, la Métropole qui lance des concours d'urbanisme et les communes qui détiennent encore et toujours leur pouvoir d'accorder un permis de construire, ils se concentrent surtout dans la zone dense, oubliant la promesse d'habitats « géographiquement et socialement adaptés en Île-de-France ».

Désenclaver et valoriser

Le Grand Paris Express est en outre pensé pour être « étroitement interconnecté avec le réseau préexistant », afin de réduire les déséquilibres territoriaux. Là-dessus, si l'intégralité des lignes est livrée à horizon 2030 comme prévu, des pans entiers de l'est francilien, aujourd'hui enclavés, bénéficieront, notamment, d'un meilleur accès à la vie économique, publique et sociale de la Capitale. Il reste que des départements, comme la Seine-et-Marne qui ne possédera qu'une nouvelle gare, peuvent légitimement se sentir oubliés. Autre but poursuivi par ce texte : « favoriser la recherche, l'innovation et la valorisation industrielle au moyen de pôles de compétitivité » et du pôle scientifique et technologique du plateau de Saclay. Sur ce point, le travail ne se mesure pas sur une décennie et il est donc trop tôt pour tirer des conclusions. ♦

PAS DE VACCIN CONTRE L'ENTHOUSIASME

La crise sanitaire, au-delà de son cortège de drames, démontre que les lignes peuvent bouger et rappelle à quel point nos sorts sont liés. Elle offre une fenêtre de tir inédite pour changer de braquet dans la transformation de l'Île-de-France. Les Acteurs du Grand Paris – chaque page ou presque de ce deuxième numéro du magazine de l'Association le prouve – mènent leur mission avec un enthousiasme jamais démenti. Rien, ni les lourdeurs de la construction institutionnelle, ni la lente gestation du Grand Paris des projets, n'a réduit leur engouement, leur engagement. La crise sanitaire du Covid-19 doit permettre de franchir encore un nouveau cap. Elle a démontré, en effet, qu'en quelques jours, chacun d'entre nous peut changer radicalement ses habitudes, faisant primer le collectif sur l'individuel. À condition d'en comprendre la nécessité.

Or, le projet du Grand Paris, de transformation de la zone dense de l'Île-de-France, et au-delà, s'inscrit en tous points dans cette urgence, plus

globale, de décarbonation. Pas seulement pour contenir le réchauffement climatique. Derrière la réduction de la part modale de la voiture, la promotion des circuits courts, une certaine frugalité dans les comportements ou le recours aux matériaux biosourcés, il y a cette conviction que nous avons perdu, au fil des progrès technologiques et des gains de productivité, un certain art de vivre. Il est temps de réaliser que la révolution dans nos comportements, qui sera utile à la planète, sera bénéfique au quotidien de ses habitants. Cela aussi, la crise sanitaire en a fait la preuve, chacun ne pouvant qu'être enchanté par le retour du chant des oiseaux, par le silence, par un regain de solidarité, mais aussi une forme de temps retrouvé pour être plus attentif aux siens et, d'une certaine façon, à soi-même.

Mais ne rêvons pas. La crise du Covid-19 est également venue rappeler la profondeur des inégalités, notamment dans les modes d'habitation. Elle s'est traduite, hélas, également par des faillites en chaîne dont nous n'avons certainement pas encore achevé le dénombrement. Il en résulte un niveau d'endettement public abyssal, dont le remboursement incombera largement à nos enfants. Alors oui, plus que jamais, cette crise sanitaire nous rappelle l'objectif et largement le chemin. Ils passent par un regain d'intelligence collective, une audace nouvelle pour réformer une société française et européenne encore trop engluée dans des réflexes acquis dans le monde d'avant. Oui, on s'est bien marré à saccager la terre. Le temps est venu de la réparer ensemble. ♦



JACQUES PAQUIER
EST RÉDACTEUR
EN CHEF DU JOURNAL
DU GRAND PARIS

**« IL EST TEMPS DE RÉALISER QUE LA RÉVOLUTION
DANS NOS COMPORTEMENTS, QUI SERA UTILE À LA PLANÈTE,
SERA BÉNÉFIQUE AU QUOTIDIEN DE SES HABITANTS »**



INGÉNIERIE DE SÛRETÉ
SURVEILLANCE HUMAINE
SÉCURITÉ INCENDIE
TÉLÉSURVEILLANCE
CYBERSÉCURITÉ

VOIR L'AVENIR AUJOURD'HUI

Acteur majeur de la sécurité globale,
Octopus Sécurité innove en développant
des offres de sûreté et de sécurité
fortement digitalisées et connectées.

www.octopus-securite.com



L'INTERVIEW CROISÉE RÉGION/MÉTROPOLE

ÉCHANGES ENTRE **MÉKA BRUNEL**, PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE GECINA, ET **JEAN-PHILIPPE DUGOIN-CLÉMENT**, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE.



© Photos : Gecina/Thomas Lainé - DR

Pour vous, le Grand Paris, c'est quoi ?

MB : C'est l'opportunité de concevoir une métropole au service des citoyens, plus fluide et inclusive. Elle sera plus fluide si nous parvenons à favoriser la mixité des usages : c'est-à-dire la proximité des différents lieux de vie et d'activités. Enfin, le Grand Paris sera une métropole inclusive si nous arrivons à relever le défi de la transition écologique, condition primordiale de la qualité de vie, qui est devenue le combat des métropoles.

JPDC : Le Grand Paris n'est pas seulement une appellation ou une marque. C'est surtout un territoire, celui de l'Île-de-France, de la Région

Capitale, dotée d'un rayonnement international et capable de rivaliser avec les autres grands pôles mondiaux, qui conjugue attractivité et qualité de vie.

L'organisation institutionnelle est complexe dans notre région. Qu'est-ce qui vous rassemble ?

JPDC : Cette complexité brouille la perception et la compréhension de l'action publique par les citoyens. Il faut souhaiter que cette crise soit l'occasion d'accélérer la réforme territoriale et de se doter d'un nouveau schéma d'organisation institutionnelle garantissant l'unité nationale, respectueux et adapté aux besoins des territoires.

Mettons un terme à une logique jacobine qui étouffe nos collectivités en imposant une réalité unique sans tenir compte de la diversité des territoires.

MB : Je pense que nous partageons une conviction commune : l'avenir de notre territoire, c'est le Grand Paris. Les problématiques de logement, de mobilité, de lutte contre la pollution, d'attractivité économique se règlent à l'échelle métropolitaine.

Quelle est votre analyse de la crise que nous traversons ?

MB : La crise joue un rôle de catalyseur de tendances lourdes déjà à l'œuvre. Depuis quelques années, notre territoire et ses entreprises se sont transformés sous l'effet de la métropolisation, des nouveaux usages rendus possibles grâce à la technologie et de l'urgence climatique qui s'impose à nous. Ensuite, cette crise nous a montré que nous nous insérons, acteurs publics comme privés, dans un ensemble complexe d'interdépendances. L'immobilier de bureau, par exemple, est particulièrement lié aux transports, à l'offre de restauration, à l'offre de garde des enfants et au système scolaire. Nous aurons besoin d'intégrer davantage nos activités dans cette réflexion intégrée.

JPDC : Elle a mis en lumière le sens aigu des responsabilités des élus locaux et l'incroyable agilité des collectivités. Elles ont réussi, malgré des moyens limités par l'État, à répondre aux besoins les plus impérieux de leurs administrés. Le couple région-communes a démontré toute son efficacité et sa pertinence pour l'avenir dans la gestion de cette crise : la région se positionnant au niveau de l'organisation stratégique et les communes ayant su s'adapter aux réalités locales et jouer le rôle d'amortisseurs sociaux du quotidien.

Quelles sont vos recommandations d'actions les plus stratégiques pour l'avenir ?

JPDC : Il y a urgence à repenser notre modèle de développement. C'est une question de survie pour l'espèce humaine ! La relance économique

devra être verte ou n'aura aucun sens. Il faudra construire un plan de transformation fondé sur la notion de sobriété et sur les énergies vertes. À défaut, nous prenons le risque de voir se renforcer les inégalités et d'exclure encore davantage les plus modestes, qui sont les plus exposés aux conséquences économiques et sanitaires du dérèglement climatique.

MB : La crise sanitaire est une crise globale, comme l'est le défi climatique. Elle sonne comme un avertissement face à la crise climatique qui arrive. Il faut continuer à renouveler nos modèles de production, d'exploitation mais aussi de consommation. Cette crise nous a également rappelé avec force l'importance de notre logement, lieu d'habitation devenu, pour certains, lieu d'école ou de travail. Le logement est aujourd'hui, encore plus, un enjeu central pour notre territoire et l'offre actuelle de logements ne répond pas aux attentes des habitants en matière de centralité, de flexibilité et d'efficacité environnementale. Il faut continuer à développer une offre de logements locatifs de qualité et accessibles dans notre métropole.

Vous connaissez bien le Club Acteurs du Grand Paris. Comment percevez-vous le rôle de notre association ?

MB : Le Club Acteurs du Grand Paris est un endroit privilégié de réflexions et de partage entre acteurs publics et privés. Ces lieux d'échanges sont importants pour prendre en main l'avenir de notre territoire et faire émerger, grâce à un dialogue vertueux, l'intérêt collectif. Entreprises et pouvoirs publics ont beaucoup à apprendre les uns des autres pour construire le territoire attractif, durable et inclusif que nous appelons de nos vœux.

JPDC : Sa force, c'est d'unir public et privé et de disposer d'une vision à 360 degrés. C'est un véritable atout pour concevoir des propositions innovantes et pragmatiques à l'intention des dirigeants économiques et institutionnels. Ce club est un collectif et nous avons plus que jamais besoin d'unir nos forces pour relever notre pays. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR LE MAG

À LA BONNE HEURE !

À L'HEURE OÙ CES LIGNES SERONT LUES, QUE RESTERA-T-IL DU PASSAGE DE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS DANS NOS VIES ? DES PASSAGERS MASQUÉS DANS LE MÉTRO ? DES QUAIS CLAIRSEMÉS ? DES FILES D'ATTENTE À L'ENTRÉE DES STATIONS ? NOUS SOMMES EN MAI 2020 ET, À QUELQUES JOURS DE LA FIN D'UN CONFINEMENT QUI AURA DURÉ PRESQUE DEUX MOIS EN RAISON DU COVID-19, NOUS AVONS LA PLUS GRANDE PEINE À NOUS PROJETER DANS UN HORIZON DE QUELQUES SEMAINES. À IMAGINER NE SERAIT-CE QUE LES VACANCES D'ÉTÉ. À L'AUNE DE CETTE EXPÉRIENCE INÉDITE, LE GRAND PARIS SEMBLE APPARTENIR À UN AUTRE ESPACE-TEMPS.

PAR SIBYLLE VINCENDON

Le Grand Paris Express ? Le « chantier du siècle ». La Métropole qui réunira peut-être finalement ses bourgades sous un même toit comme Paris avait absorbé Auteuil ou Belleville ? Le « sens de l'histoire ». La dernière échéance des emprunts ayant financé la construction du métro parisien fut payée, nous dit-on, en 1970. Quand celle qui clôturera l'investissement du futur métro automatique sera acquittée, nous qui avons suivi ce Grand Paris depuis le début, « acteurs » du dossier, ne serons plus là pour le voir. Vertigineuse certitude au moment où l'on ne peut pas fixer la date d'un café en terrasse.

Le Grand Paris est un perpétuel questionnement du calendrier. Combien d'années de décentralisation égoïste, avec les collectivités riches d'un

côté et leurs homologues pauvres de l'autre, pour parvenir à faire cheminer dans les esprits l'idée d'une péréquation ? Combien en faudra-t-il encore pour qu'un rééquilibrage des ressources puisse se faire ? Pour le moment, on constate plutôt un creusement des inégalités. Alors, doit-on compter en décennies supplémentaires pour combler l'écart ? Et la démocratie, la considération du citoyen, l'élection d'un exécutif métropolitain au suffrage universel direct, c'est pour quand ?

© nra-illustration





« LE TEMPS DE LA TECHNIQUE PARAÎT LONG MAIS IL EST MOINS INCERTAIN QUE CELUI DE LA POLITIQUE »

À 2007. La loi pour métro Grand Paris Express ? À 2010. Le texte pour la métropole ? À 2014. Le temps, les décideurs l'ont pris et étiré dans tous les sens, sauf dans celui de l'accélération.

Comparé à la molle élasticité du rythme politique, le temps long mais cadré du chantier du Grand Paris Express est presque rassurant. Pas plus que Rome, le métro ne se fera en un jour mais son calendrier peut se lire comme autant de repères, de durées de trajets annoncés, de récits de vie dans lesquels on irait de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à l'université de Nanterre en 36 minutes pour les études (au lieu d'une heure et quart) ou encore sur la plateforme de Roissy-Charles-de-Gaulle pour le travail, dans le même délai et avec le même gain. Évidemment, quand on habite au Chêne Pointu, à Clichy-sous-Bois, que l'on a sous ses fenêtres, comme à Champigny, pas moins de trois sites de chantier du nouveau métro, une mise en service en 2025, c'est loin. Le temps de la technique paraît long mais il est moins incertain que celui de la politique.

Dans ce moment inédit où nos vies se sont figées, on se demande si on a le droit de penser à un avenir si lointain, de s'imaginer montant un jour dans ce nouveau métro. Porterons-nous encore des masques quand nous emprunterons enfin les quatre nouvelles lignes du Grand Paris Express ? Par les temps qui courent, tout est possible. ♦

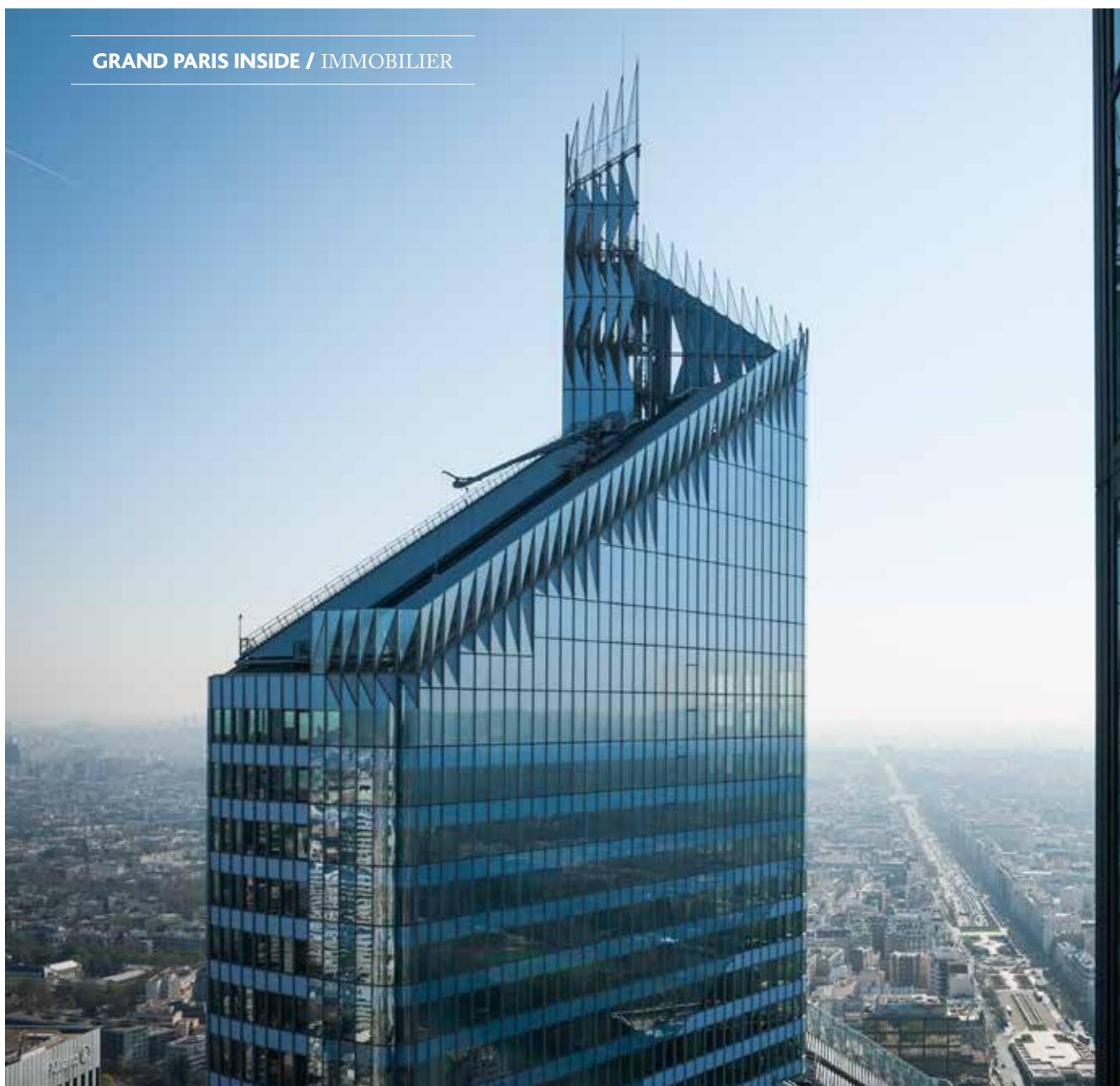
Un temps long mais cadré, presque rassurant

Oh la la, pas si vite ! Vous n'y pensez pas, la commune ça compte, le maire ça compte, on ne peut pas brusquer les choses, il faut laisser le temps au temps, etc. D'accord, mais ressortons nos agendas. À quand remonte le premier mandat de Pierre Mansat, adjoint du maire de Paris aux relations avec les collectivités territoriales d'Île-de-France ? À 2001. Le premier discours de Nicolas Sarkozy, président de la République, sur une « communauté urbaine du Grand Paris » ?



SIBYLLE VINCENDON
EST RÉDACTRICE
EN CHEF ADJOINTE
DU JOURNAL
LIBÉRATION

© Stéphane de Bourges/Groupe ADP



IMMOBILIER TERTIAIRE APRÈS LE COVID : LE REGARD DES EXPERTS

APRÈS UN SÉISME DE L'AMPLEUR DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE, ET SINGULIÈREMENT L'ÉCONOMIE IMMOBILIÈRE, LE PRÉVISIONNISME EST UNE SCIENCE ENCORE PLUS COMPLEXE QUE D'HABITUDE. NOUS NOUS SOMMES TOURNÉS (À L'HEURE OÙ NOUS METTONS SOUS PRESSE, SOIT À L'ÉTÉ 2020) VERS QUELQUES GRANDS ACTEURS DU SECTEUR, POUR CONNAÎTRE, DANS LE DOMAINE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE, LEUR VISION « DE L'APRÈS » SUR LE MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT COMME CELUI DE LA LOCATION DANS LE GRAND PARIS DE DEMAIN.

PAR PASCAL BONNEFILLE



© Carlos Ayesta

Pour l'équipe de Cushman & Wakefield, les « investisseurs restent motivés : 66 % des répondants (à l'enquête menée par Cushman & Wakefield, ndlr) sont toujours « actifs sur le marché et prêts à s'engager avec lettre d'intérêt pendant le confinement », deux tiers d'entre eux ayant des stratégies d'investissement inchangées « pour le moment ». En termes de type d'actifs, les perspectives paraissent « stables pour les bureaux, en hausse pour la logistique et résidentiel mais en baisse pour les commerces ». D'où, logiquement, un « espoir de retour à la normale » pour le marché locatif : en 2020 pour la



© Immoweb

PASCAL BONNEFILLE
EST DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION
IMMOWEEK
ET FONDATEUR
DES *PIERRES D'OR*

logistique, en 2021 pour le bureau et... en 2022 pour les commerces » et une évolution contrastée des valeurs locatives. Le conseil souligne « un consensus [qui] semble se dessiner pour une stabilité en logistique, une correction de -5 à -15 % pour les bureaux et une baisse supérieure à 15 % pour le commerce ». Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas que les pros interrogés aient trois priorités : « 1/sécuriser le paiement des loyers et des charges ; 2/conserver le portefeuille de locataires ; 3/renégocier les baux en cours ».

Pour JLL, la recherche de sécurité devrait l'emporter. Ainsi, selon le conseil, « les acheteurs, surtout lorsqu'ils doivent jouer avec l'effet de levier, devraient se montrer plus sélectifs dans leurs choix d'investissement, en donnant la priorité aux actifs immobiliers jugés les moins spéculatifs. « Le Core d'abord » devrait ainsi être le slogan du marché, au moins dans l'immédiat, sachant que l'acception de la notion Core devrait se restreindre autour d'un petit nombre d'immeubles. Dans l'état d'esprit des acquéreurs, le Core tendra en effet à se limiter au segment ultra-Core ou Premium, défini par le triangle magique constitué par une localisation indiscutable, un locataire de grande qualité et un engagement locatif ferme de long terme. La demande restera forte en la matière, les actifs immobiliers éligibles apparaissant comme des opportunités exceptionnelles. C'est, par contre, l'offre qui risque de ne pas suivre, d'autant que les propriétaires de ces immeubles hésiteront sans doute à les mettre en vente par peur de se trouver confrontés à la difficulté de réinvestir.

« L'inévitable contraction » des marchés

Cette insuffisance de l'offre, alliée au maintien d'une forte demande, semble exclure une remontée des rendements pour le bureau Core. Il est même au contraire possible que le marché soit témoin d'une contraction supplémentaire des taux de rendement sur les quelques actifs Premium qui se présenteront à la vente. Cela ne traduira bien sûr que quelques situations spécifiques, loin d'être généralisables : les taux de rendement constatés au travers des transactions Core ne devraient globalement guère évoluer par rapport à ceux du premier trimestre 2020. Le taux Prime resterait ainsi proche de 3,0 % dans Paris QCA.

En revanche, on ne peut que souligner « l'inévitable contraction » des marchés. Et le conseil d'insister : « Le principal changement sera à chercher du côté des volumes investis. La crise du Covid-19 se traduira d'abord et avant tout par la baisse d'activité, qui a toutes les chances d'être drastique. Faute d'opportunités, les deals Core vont s'espacer. En dehors de ce segment, pour les actifs présentant un profil de risque plus important, une baisse de régime paraît également inévitable » avec « une baisse très significative des volumes investis en France. (...) Il ne nous paraît pas fantaisiste, explique JLL, d'anticiper, pour l'année 2020, une contraction de près de 50 % par rapport au niveau observé en 2019 (40 milliards d'euros). »

Mais, il faut toujours relativiser... et le conseil voit dans cette (lourde !) contraction, « une nouvelle preuve de la force acquise par le marché français et de son changement de dimension au cours des dernières années ». Et de rappeler que « même amputée de moitié, la base du marché français serait en effet d'une vingtaine de milliards d'euros, soit un doublement par rapport à l'étiage observé lors de la précédente grande crise, à la suite de l'écroulement de la bulle des subprimes et de la faillite de Lehman Brothers. Ce serait donc tout sauf un retour à la case départ et cela constituerait une belle base pour construire l'après ».

« IL NE NOUS PARAÎT PAS FANTAISISTE D'ANTICIPER, POUR L'ANNÉE 2020, UNE CONTRACTION DE PRÈS DE 50 % PAR RAPPORT AU NIVEAU OBSERVÉ EN 2019 »

Chez BNP Paribas, on dresse un tableau du 1^{er} trimestre locatif tertiaire, dans le Grand Paris, où, « avec 340 335 m² commercialisés, le 1^{er} trimestre 2020 affiche une baisse de 37 % par rapport au T1 2019, bien en deçà de sa moyenne décennale. Cependant, ces résultats ne sont pas entièrement liés à la crise sanitaire actuelle, le marché locatif francilien ayant déjà amorcé sa baisse en 2019. Toutes les surfaces sont touchées par ce repli, mais ce sont les grandes surfaces (supérieures à 5 000 m²) les plus impactées avec une baisse de 47 % ». Et de préciser que « le repli des transactions concerne tous les segments géographiques, à l'exception de la première Couronne Nord en légère augmentation et de Paris QCA. Ce dernier bénéficie en réalité de la signature du Boston Consulting Group sur l'immeuble Live pour 19 500 m². Cette opération lui permet de s'afficher stable sur un an et proche de sa moyenne décennale. Le Quartier Central des Affaires représente ainsi 28 % des transactions sur le trimestre, une part gonflée par la baisse du volume placé sur les autres secteurs. En effet, le Croissant Ouest, et les premières Couronnes Sud et Est subissent un fort repli des transactions, avec des baisses respectives de 51 %, 71 % et 89 % ».

Quid des perspectives ?

Pour BNP Paribas Real Estate, « devant l'ampleur de la crise sanitaire, [la] baisse de la demande placée devrait s'accélérer au prochain trimestre. Le mois de mars affiche d'ailleurs la plus forte baisse du trimestre (- 63 % par rapport à mars 2019), de nombreuses transactions ayant en effet



« LES PME/TPE, PLUS FRAGILES FACE À LA CRISE, POURRAIENT REPORTER VOIRE ANNULER LEURS PROJETS IMMOBILIERS »

été ajournées. Il est encore difficile de faire des prévisions à ce stade tant les incertitudes sur la durée et l'intensité de la crise sanitaire mais également sur ses répercussions sur l'économie sont nombreuses. Néanmoins, une reprise graduelle selon la typologie et la taille des utilisateurs devrait se produire une fois la levée du confinement actée. À titre d'exemple, les PME/TPE, plus fragiles face à la crise, pourraient, en effet, reporter voire annuler leurs projets immobiliers. Le marché des grandes surfaces pourrait connaître une reprise plus rapide, avec toutefois un réajustement des priorités des entreprises.

À court terme, la recherche d'économies, via notamment des consolidations de site, devrait essentiellement alimenter le volume des grandes demandes. En revanche, les fondamentaux seront toujours présents à moyen terme pour accompagner la reprise : un marché d'utilisateurs très diversifié, une transformation des usages toujours au cœur de la réflexion des entreprises, l'obsolescence de certains immeubles franciliens et, bien entendu, la poursuite de l'éclosion de nouveaux territoires tertiaires en relation avec le projet du Grand Paris Express ».

Bref, à travers ces études documentées, le marché tertiaire du Grand Paris apparaît comme lourdement impacté mais non point touché à mort. La reprise qui s'annonce va permettre, on se plaît à l'espérer, de saisir de nouvelles opportunités. Le recours renforcé au télétravail ne manquera pas, lui non plus, de créer des demandes nouvelles. Les « révolutions immobilières », notamment autour des usages, continuent. Et le Grand Paris, aussi, plus que jamais ! ♦

OSONS CONSTRUIRE ENSEMBLE UNE VILLE PLUS DURABLE, COLLECTIVE ET INCLUSIVE

Co-promotion Pierre Étoile et Sodes
Cibex mandataire

Architectes : Cobe, Daquin Ferrière,
Cussac Architectes

ZAC JEAN ZAY LOT 2 – ANTONY (92)

200 logements en accession et sociaux, résidence étudiante sociale (234 chambres) et 2210 m² de commerces et services

Architecte : Ateliers 2/3/4/

COVER GREEN – MASSY (91)

44 logements en accession et complexe sportif Albert Camus

Architecte : Arte Charpentier Architectes

TOPAZ – VÉLIZY-VILLACOUBLAY (78)

15 000 m² de bureaux

Urbaniste : Shahinda Lane
Architectes : Studio Muoto, Plan Comùn, Mootz & Pelé Architectes

GRANDS LILAS QUARTIER DE L'AVENIR – LES LILAS (93) PROJET LAURÉAT INVENTONS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Des espaces publics, une place, un parc, des activités culturelles et économiques, des logements et une résidence étudiante, un Monument mémoriel, ...

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL – TERTIAIRE – ÉQUIPEMENTS – LOGISTIQUE



Contact : **Patrick Pivont** – Directeur Général

Mob. : 06 23 02 03 42

Cibex – 5, boulevard de la Madeleine 75001 Paris

Tél. : 01 42 68 32 09 – E-mail : cibex@cibex.fr

LOGISTIQUE URBAINE : DU PRATIQUE À L'ESSENTIEL

La crise sanitaire et son confinement inédit auront mis à jour la transformation à l'œuvre de nos modes de consommation : la livraison à domicile ne semble guère plus l'apanage du e-commerce mais une attente standard du consommateur urbain.

Comme à son habitude et sans que l'on y prenne garde, la mobilité des biens en ville a évolué par le bas, sous les effets de la nécessité économique et des pratiques de société. En dépassant ainsi le strict territoire du commerce dématérialisé et des marketplaces globales pour devenir une pratique standard des commerçants de proximité, la logistique urbaine – soit l'ensemble des opérations nécessaires à la livraison du dernier kilomètre, de l'entrepôt au hall d'immeuble – est passée en quelques semaines du pratique à l'essentiel aux yeux des habitants et des utilisateurs de la ville.

Les termes du débat restent pourtant les mêmes : la mobilité des biens ne s'est jamais organisée spontanément dans le sens de la ville durable – on a peine à croire que ce soit aujourd'hui le cas – nonobstant les espoirs que d'aucuns mettent dans l'avènement du monde d'après. Mais si les projections restent suspectes, il est des convictions qui demeurent : la réglementation et l'immobilier sont les deux leviers essentiels à la construction d'une logistique urbaine au service d'une ville humaine et aimable, levier de la transition écologique qu'impose la lutte contre le dérèglement climatique et le refus de la précarisation sociale.

Bien pensée, bien anticipée, la logistique urbaine peut en effet être une chance : elle emploie (cinq fois plus que la logistique traditionnelle), elle augmente la ville en créant de la valeur dans des espaces jusqu'ici sous-exploités et elle réduit

drastiquement le trafic routier en favorisant les mobilités décarbonées.

Pour éviter le Far West logistique, nous sommes tous responsables : les pouvoirs publics qui encadrent et régulent, les entreprises qui agissent et investissent en faisant preuve d'imagination et d'audace, et les citoyens-consommateurs qui se doivent d'être vigilants et exigeants sur la qualité des services qui leur seront proposés. Car la logistique urbaine, si elle ne rend pas plus vivable et plus simple la vie des citoyens, n'a pas d'avenir. ♦



© Sébastien Borda

**« LA LOGISTIQUE URBAINE
EST PASSÉE EN QUELQUES
SEMAINES DU PRATIQUE
À L'ESSENTIEL AUX YEUX
DES HABITANTS... »**

« Le Grand Paris est une formidable aventure humaine et technologique »

Interview de Marc Fromager, directeur de l'activité Clients et Industrial Automation chez Schneider Electric France

La France vient de traverser une crise sanitaire majeure. Comment l'avez-vous vécue chez Schneider Electric France ?

Après avoir assuré la sécurité sanitaire de nos collaborateurs, nous avons très rapidement repris des activités dans nos sites industriels français et déployé nos équipes d'intervention sur le territoire. Nous devons être en mesure de garantir la continuité de service énergétique pour les entreprises prioritaires (hôpitaux, data centers, distribution d'eau...). Grâce aux solutions digitales que nous avons déployées chez nos clients, nous avons pu accompagner ces sites à distance et intervenir de façon ciblée, dès que les données remontées indiquaient un risque. Durant cette période, nous nous sommes préparés à la reprise d'activité et, dès fin mai, tous nos collaborateurs étaient pleinement opérationnels pour accompagner leurs clients. Aujourd'hui, nous avons à cœur de participer à la relance économique et verte de tout notre écosystème dans cette période où le redémarrage de l'outil industriel français est essentiel.

Pouvez-vous nous expliquer comment Schneider Electric intervient dans le Grand Paris ?

Le Grand Paris est une formidable aventure humaine et technologique qui sert une nouvelle vision du développement du bassin économique et social. Pour le Grand Paris Express, les Jeux Olympiques et les projets d'aménagement urbain de la Métropole Grand Paris, Schneider Electric souhaite contribuer à cette magnifique aventure en proposant des solutions qui relèvent les défis de la transition énergétique grâce au numérique. Les solutions que nous concevons s'étendent du bâtiment performant au service de ses occupants

(Smart Building) jusqu'au réseau d'énergie sobre, sûr et adaptable (Smart Grid). Nos technologies, à la croisée de l'énergie et du numérique, répondent aux enjeux majeurs des projets du Grand Paris : expérience utilisateur de qualité, énergie maîtrisée et résilience des infrastructures.

Que souhaitez-vous au projet du Grand Paris ?

Schneider Electric est convaincu que le Grand Paris apportera les bénéfices considérables attendus par la collectivité. Ce projet représente une opportunité extraordinaire de transformation urbaine au moment où nous devons repenser la ville.

Sa réussite nécessite une révolution technologique et une exécution sans faille. Schneider Electric a la volonté de participer à ce qui sera, nous en sommes certains, un succès collectif.

Le Grand Paris contribuera à l'avènement d'une région Capitale plus durable, ouverte et agréable à vivre. En tant qu'Amis du Grand Paris, nous serons heureux de notre contribution à ce projet titanesque. Ce sera une grande réalisation que nous léguerons aux générations futures. ♦



© DR

Marc Fromager a rejoint Schneider Electric en 1994. Il est Directeur de l'activité Industrial Automation et Clients Utilisateurs de Schneider Electric France. Il assume successivement des responsabilités commerciales en France et à l'international et prend ensuite la direction du Centre de Solutions & Design, puis de l'entité Energie & Sustainability Services. Marc Fromager est diplômé d'un Master Commerce International et Gestion d'entreprise (EM Lyon).



TENDANCES

METTRE EN PERSPECTIVE LES AXES DE DÉVELOPPEMENT
ET LES TRANSFORMATIONS DU GRAND PARIS,
EXPLIQUER LE POSITIONNEMENT DES ACTEURS,
LE MAG PROPOSE SES TENDANCES
POUR LA SAISON 2020-2021 DU PROJET.

ELLES AMÉNAGENT LE GRAND PARIS

CATHERINE LÉGER, HÉLÈNE EL AIBA, FADIA KARAM, AUDE DEBREIL, DOMINIQUE BORÉ ET DOMINIQUE ALBA. CHACUNE À SA MANIÈRE, CES SIX PROFESSIONNELLES DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA PROMOTION IMMOBILIÈRE, DE L'ARCHITECTURE ET DE L'URBANISME APPORTENT LEUR PIERRE AU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU GRAND PARIS.

PAR NATHALIE MOUTARDE, CHEF DU SERVICE GRAND PARIS AU MONITEUR



Dominique Alba.

Aude Debreil.

tique, d'économie circulaire, de biodiversité... mais aussi celui de mixité sociale, « un objectif qu'il faut absolument tenir afin de ne pas chasser les populations du territoire », insiste Catherine Léger.

« Développer une métropole où il fait bon vivre, habiter et travailler »

Comme Catherine Léger, Hélène El Aiba, directrice générale adjointe Île-de-France résidentiel, immobilier géré, AMO et Outre-mer d'Icade Promotion, participe à la construction du village des athlètes mais côté Saint-Ouen, sous la direction de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo). De même, elle intervient sur des opérations d'habitat aux abords de gares du GPE : « Nous allons construire une centaine de logements en connexion avec celle d'Issy RER et autant, juste à côté, dans la ZAC Léon Blum, dans le cadre du projet Ôm, lauréat d'*Inventons la Métropole du Grand Paris* », détaille-t-elle.

Parallèlement, Hélène El Aiba mène des opérations sur toute l'Île-de-France, principalement dans la zone dense, avec quelques projets phares comme celui de la reconversion de l'ancienne caserne Pion à Versailles. « Ma mission s'inscrit en droite ligne de la raison d'être d'Icade : développer une métropole comportant des lieux innovants, de mixité, inclusifs et connectés, à l'empreinte carbone réduite, où il fait bon vivre, habiter et travailler », résume Hélène El Aiba.

Avec une telle feuille de route, Catherine Léger compte sans conteste parmi les principaux acteurs de l'aménagement du Grand Paris. Entre autres projets, la directrice générale de la SPL Plaine Commune Développement pilote la réalisation du secteur du village olympique sur L'Île-Saint-Denis et celle de deux quartiers de gare du Grand Paris Express (GPE). Le premier, la ZAC des Six Routes, à La Courneuve, se composera essentiellement de 1 200 logements ; le second, la ZAC Pleyel (14 ha, 310 000 m² SP), se développera de part et d'autre de la gare Saint-Denis Pleyel, la plus importante du futur réseau. Cette opération inclut « Les Lumières Pleyel » (176 000 m²), l'un des projets lauréats les plus ambitieux d'*Inventons la Métropole du Grand Paris*, porté par Sogelym Dixence.

Secteur stratégique du Grand Paris, « la ZAC Pleyel est une opération vraiment emblématique », souligne la directrice générale de Plaine Commune Développement. À ce titre-là, elle doit répondre à tous les enjeux du développement durable : bien sûr, ceux de performance énergé-



© Photos DR - Ariane Le Guay

Dominique Boré.

Catherine Léger.

Hélène El Aiba.

Fadia Karam.

Ancrer d'anciens fonciers ferroviaires dans leur territoire

Directrice générale d'Espaces Ferroviaires, Fadia Karam pilote une transformation urbaine innovante et responsable des fonciers SNCF : « Notre démarche s'inscrit dans l'ADN du projet du Grand Paris, qui ne vise pas seulement à développer une métropole de rang mondial, rayonnante et attractive, mais surtout à lutter contre l'étalement urbain et à transformer la ville sur la ville. » Filiale (privée) de SNCF au sein de SNCF Immobilier, l'aménageur et promoteur immobilier Espaces Ferroviaires reconvertit des fonciers qui n'ont plus d'utilité d'exploitation pour les ancrer dans leur territoire et, ainsi, révéler leur valeur patrimoniale, économique et sociale. Son engagement est fort pour une ville résiliente, durable et inclusive. Cela se traduit à travers la fabrique de quartiers mixtes bas carbone, proposant une offre urbaine et immobilière innovante, avec un habitat et des espaces de travail réinventés. Partout, l'activité d'Espaces Ferroviaires contribue fortement à la production de logements et d'espaces économiques ainsi qu'à la revitalisa-

tion des quartiers. Quatre projets sont en cours à Paris – Les Messageries Gare de Lyon-Daumesnil (12^e), Hébert, Ordener-Poissonniers et Chapelle International (18^e), qui totalisent environ 3 000 logements, 200 000 m² économiques et 4,5 ha d'espaces verts – et d'autres projets sont à l'étude dans le Grand Paris, à Nanterre, Saint-Denis, Pantin et Saint-Ouen. « Projet par projet, nous créons un écosystème de coopération et de concertation sur mesure, d'abord avec les collectivités locales puis avec les riverains et les acteurs économiques, poursuit Fadia Karam. Un point commun avec le projet du Grand Paris, qui constitue un modèle unique de partenariat public-privé à grande échelle. »

« Sénart est une chance pour le Grand Paris »

De son côté, Aude Debreil, directrice générale de l'EPA Sénart, considère que le territoire qu'elle a pour mission de développer « fait complètement partie du Grand Paris » même sans gare du Grand Paris Express. « Nous avons même coutume de dire que Sénart est une chance pour le Grand Paris », ajoute-t-elle. Longtemps

« NOTRE DÉMARCHE S'INSCRIT DANS L'ADN DU PROJET DU GRAND PARIS QUI VISE (...) À LUTTER CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN ET À TRANSFORMER LA VILLE SUR LA VILLE »

FADIA KARAM, DIRECTRICE GÉNÉRALE D'ESPACES FERROVIAIRES



Le Carré Sénart.

© EPA SÉNART

spécialisée dans la logistique, l'ancienne ville nouvelle se diversifie aujourd'hui dans l'e-commerce et la *supply chain* tout en misant sur l'industrie avec, par exemple, un projet d'usine 4.0 mis au point par l'EPA Sénart et le groupe Elcimaï.

« Comme nous disposons de nombreuses réserves foncières, nous sommes potentiellement un territoire de relocalisation d'entreprises de production qui ne pourront pas rester en zone dense, à proximité des gares du GPE notamment, du fait de la multiplication des programmes de logements et de la hausse des valeurs foncières », explique Aude Debreil. Outre la création d'emplois (de l'ordre de 1 000 par an aujourd'hui) et la construction de logements, en particulier pour les cadres, la directrice générale de l'EPA se fixe un autre objectif : valoriser l'attractivité du Carré Sénart. « Au titre de notre participation au Grand Paris, nous devons, estime-t-elle, disposer d'une polarité, d'un lieu de destination dans la métropole. »

Des logements de qualité à prix maîtrisés

Occupant des postes ou fonctions moins directement opérationnels, Dominique Boré, présidente de la Maison de l'architecture d'Île-de-France, et Dominique Alba, directrice générale de l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), par les conférences qu'elles organisent, les études qu'elles réalisent, les stratégies qu'elles définissent... contribuent, elles aussi, à l'aménagement du Grand Paris.

Dominique Boré a ainsi installé un webinar donnant la parole à des voix dé(s)confiné(e)s pour réfléchir à la mise en œuvre de la ville résiliente. « Aménager le Grand Paris est une formidable opportunité pour oser construire des logements de qualité en termes de programme et de réalisation, à des prix maîtrisés, desservis par les nouvelles gares du futur métro, près de commerces de proximité, explique-t-elle. C'est aussi aménager l'espace public, notamment pour favoriser les modes de déplacement de tous et en toute sûreté. C'est là où l'on retrouve la notion de ville résiliente, soucieuse du bien-être de chacun. »

Révéler et valoriser les identités locales

Pour Dominique Alba, qui a piloté la récente étude sur les mutations des quartiers de gare du Grand Paris, « aménager le Grand Paris devrait s'appuyer sur la révélation et la valorisation des identités locales. En prenant appui sur l'histoire et la géographie, sur les liens à tisser entre la ville existante et les nouveaux quartiers, sur la réparation des vieux bâtiments, on donne une place à la mémoire collective et on peut espérer construire des lieux spécifiques et non génériques, à l'inverse de ce qui se pratique aujourd'hui », indique-t-elle. La directrice générale de l'Apur considère également qu'à la « ville du quart d'heure » qui privilégie la proximité, il faut associer la ville en réseau, les deux ensemble formant le fil conducteur pour l'aménagement du Grand Paris. ♦

AMÉNAGEUR, UN MÉTIER D'HOMMES, VRAIMENT ?

LA PAROLE EST À CELLES QUI TRAVAILLENT POUR UN AMÉNAGEUR, SANS ÊTRE ELLES-MÊMES AMÉNAGEUSES : CLAIRE CAUCHETIER (NOVAXIA), CORINNE SIMONI (EPAMARNE-EPA-FRANCE), GAELE COUTANT (EPASACLAY) ET GÉRALDINE AJAX (GRAND PARIS AMÉNAGEMENT).

PAR CÉSAR ARMAND, JOURNALISTE À LA TRIBUNE



**« UNE IMAGE
PLUTÔT "VIRILE"
MAIS, À LE VIVRE
AU QUOTIDIEN,
C'EST UN MILIEU
ASSEZ MIXTE ET
ASSEZ ÉGALITAIRE »**
GAELE COUTANT

« Ce ne serait pas la question d'un bonhomme, ça, justement ? Et vous, César Armand, vous ne feriez pas un métier de femme ? On pourrait penser que journaliste, c'est féminin, non ? », attaque, mi-agacée, mi-amusée, Claire Cauchetier, directeur de la communication et des relations du groupe Novaxia, entreprise privée présidée par... un homme.

Ce n'est pas le seul : le président de l'Union nationale des aménageurs est un homme, le président de la Confédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment aussi, le président de la Fédération française du bâtiment également, le président de la Fédération française des travaux publics itou, sans oublier le ministre de la Ville et du Logement ! Heureusement que l'établissement public d'aménagement EpaMarne-EpaFrance (Seine-et-Marne) montre l'exemple.



**« ON POURRAIT
PENSER QUE
JOURNALISTE,
C'EST FÉMININ,
NON ? »**

CLAIRE CAUCHETIER

Le Codir y est à parité et deux des quatre directeurs territoriaux sont des directrices. « Des jeunes femmes qui pilotent de très grands projets à dimension internationale », souligne sa directrice de la communication, Corinne Simoni. « Je vous garantis qu'elles ne sont pas des femmes alibi. Il en est de même pour la directrice de la stratégie et de l'innovation. Elles et leurs collaboratrices chefs de projets urbains sont peut-être l'équilibre de ce métier », insiste-t-elle.

Une vision genrée « dépassée »

« C'est vrai que c'est un métier très associé à ceux du bâtiment, des travaux publics, des chantiers à l'image plutôt "virile" mais, à le vivre au quotidien, c'est un milieu assez mixte et assez égalitaire », remarque, pour sa part, Gaëlle Coutant, directrice de la communication de l'EPA Paris-Saclay. Entre les techniciens, les ingénieurs, les architectes, les géographes, les spécialistes des politiques publiques et les juristes, « la mixité femmes-hommes est naturellement portée par cette diversité aux différents niveaux hiérarchiques de l'entreprise », assure-t-elle.

Une vision genrée « sans fondement, inopérante et dépassée », dézingue, de son côté, la directrice

de la communication et des relations institutionnelles de Grand Paris Aménagement, Géraldine Ajax. « Faire la ville, c'est la faire complète, mixte, multi et pas mono pour chacune et chacun tout en sachant que l'addition des intérêts particuliers ne forme pas l'intérêt général », poursuit-elle.

« Un monde meilleur, plus ouvert »

À cet égard, Claire Cauchetier, ex-directrice de cabinet dans une grande intercommunalité de la région parisienne, séduite par « le goût pour le beau geste architectural », se dit aujourd'hui « excitée et passionnée » par le sentiment de participer à « quelque chose de grand : la Ville. J'ai découvert en fait un monde pas si éloigné de celui que je côtoyais jusque-là. Finalement, tous œuvrent dans le même sens, faire de demain un monde meilleur, moins carboné, plus vert, plus mixte, plus ouvert », témoigne-t-elle.

Découvrant « cet univers » depuis deux ans, Corinne Simoni récuse, elle, le portrait de « la femme également mère qui pense, qui gère, qui



**« DES JEUNES
FEMMES AVEC
DE TRÈS GRANDS
PROJETS À
DIMENSION
INTERNATIONALE »**
CORINNE SIMONI

organise et qui imagine le futur de ses enfants » ou celui « de la femme artiste, sensible, à la ville, intrinsèquement liée à la terre nourricière et la nature ». « On croirait du Giono, quelle horreur ! » s'exclame-t-elle. À l'EPA, elle dit travailler à valoriser la stratégie et à apporter de la visibilité à un territoire grand comme trois fois Paris.

Pour Gaëlle Coutant, la direction de la communication est une position transversale qui permet « un peu de hauteur pour mettre en récit des ingrédients et écrire une très belle histoire ».



**UNE VISION GENRÉE
« SANS FONDEMENT,
INOPÉRANTE
ET DÉPASSÉE »**
GÉRALDINE AJAX

Il faut dire qu'à Saclay, le projet est hors-norme. « Un projet de territoire avec une place particulière dans les nouvelles dynamiques du Grand Paris, un projet d'aménagement d'une ampleur inédite (...), l'animation d'un écosystème d'innovation d'une richesse incroyable (...), la structuration d'un nouveau modèle académique (...), un travail partenarial avec les collectivités (...), sans oublier la dimension agricole et naturelle », résume-t-elle.

Chez Grand Paris Aménagement, c'est un homme – vous avez bien lu –, Thierry Lajoie, qui a fait preuve d'une audace certaine, sans jamais communiquer là-dessus publiquement. Le directeur général a nommé une directrice générale adjointe, Soraya Hamrioui, « alors qu'elle était enceinte ». « Pour toutes les femmes travaillant chez nous, ce type de nomination en dit plus que tous les index Égalité Femmes-Hommes aussi pertinents soient-ils », relève Géraldine Ajax.

Mesdames les aménageuses, vous l'aurez compris : pour vous faire entendre, unissez-vous ! ♦



CÉSAR ARMAND
EST JOURNALISTE
CHARGÉ DU GRAND
PARIS ET DE L'ÎLE-DE-
FRANCE À LA TRIBUNE

« L'ambition de la Banque des Territoires est d'accompagner les grandes transformations du pays et de réduire la fracture territoriale »



© DR

**Interview
de Marianne
Louradour,**
directrice
régionale
Île-de-France
de la Banque
des Territoires

La Banque des Territoires a été créée par la Caisse des Dépôts en 2018. Quelles sont ses missions ?

La Banque des Territoires est un des cinq métiers du groupe Caisse des Dépôts dont elle porte les valeurs de neutralité, de confiance et d'intérêt général ; son identité visuelle forte lui permet une reconnaissance dans les territoires et une bonne compréhension de ses actions. Son ambition est d'accompagner les grandes transformations du pays et d'agir pour réduire la fracture territoriale et les inégalités sociales. La Banque des Territoires agit pour apporter des solutions rapides et sur-mesure aux territoires et à tous ses clients, collectivités locales, organismes de logement social, entreprises publiques locales et professions juridiques...

**« IL FAUT DÉSORMAIS
AMORCER RAPIDEMENT
ET EFFICACEMENT LA RELANCE
EN ÎLE-DE-FRANCE ET AIDER
L'ENSEMBLE DU TISSU
ÉCONOMIQUE À SE RELEVER »**

Quelles sont les modalités d'intervention de la Banque des Territoires ?

La Banque des Territoires intervient de trois manières au sein d'un périmètre de cohérence qui associe ses fonctions de conseil, de financement et d'opérateur. En amont, elle accompagne les projets en ingénierie grâce au conseil et à ses expertises, pour passer de leur conception à leur mise en œuvre. En matière de financement, elle dispose d'une gamme de prêts de long terme qui s'adaptent aux besoins des territoires et des projets. Elle peut aussi investir en fonds propres, notamment dans des montages publics-privés ou dans des sociétés-projets qui contribuent à l'attractivité et au développement des territoires. La Banque des Territoires met ainsi toute son expertise, son offre et ses solutions au service des acteurs locaux et de leurs projets.

Comment la Banque des Territoires s'est-elle mobilisée pour accompagner les acteurs franciliens pendant la crise ?

La Banque des Territoires s'est immédiatement mise en situation opérationnelle pour assurer la continuité de service public envers ses clients et répondre à l'urgence avec des solutions pragmatiques et immédiatement mobilisables dans ses domaines d'intervention : prêt de trésorerie aux professions juridiques, aménagements des prêts déjà contractés, reports d'échéance, etc. Il faut désormais amorcer rapidement et efficacement la relance en Île-de-France et aider l'ensemble du tissu économique à se relever. La Banque des Territoires a ainsi pu participer à hauteur de 25 M€ au fonds Résilience d'Île-de-France aux côtés des collectivités franciliennes dont la Région, la Métropole du Grand Paris et la Ville de Paris. Enfin, la Banque des Territoires s'engagera dans le plan de relance de l'économie qui sera porté par les acteurs publics et privés. ♦

BANQUIER DU GRAND PARIS

UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES FRANCILIENS



© bestpels



STÉPHANE MOUTY

La Banque Postale

« Nous suivons les projets du Grand Paris de leur naissance à leur achèvement, sollicitant, autant que de besoin, les services concernés en fonction de leur évolution. Nous pouvons par exemple ainsi répondre à la demande d'un élu en démultipliant notre accompagnement, au sein de la Banque Postale, et plus globalement du groupe La Poste, pour lequel nous sommes des sentinelles. »



SÉBASTIEN DE VANS SAY

Caisse d'Épargne Île-de-France

« Notre leitmotiv est que chaque euro collecté est réinvesti exclusivement dans des projets locaux et dans le développement économique de la Région. Être banquier du Grand Paris, c'est répondre aussi bien aux demandes quotidiennes de nos clients qu'aux besoins liés à des projets plus stratégiques de développement et de croissance, d'infrastructures ou immobiliers. »



LUDOVIC RAËS

Crédit Agricole d'Île-de-France

« Un projet de développement économique de cette envergure tire la croissance de tout le pays. Nous accompagnons la myriade de PME franciliennes qui sont les principaux sous-traitants des chantiers du Grand Paris. Du côté de la banque de proximité, nous voulons éclairer les Franciliens sur le Grand Paris et les accompagner aussi dans leurs choix d'investissement immobilier. »

FAVORISER EN INTERNE UNE APPROCHE INTÉGRÉE DU GRAND PARIS POUR PARTICIPER LE PLUS ACTIVEMENT POSSIBLE AU PLUS GRAND PROJET DE MOBILITÉ ET D'AMÉNAGEMENT D'EUROPE. AVEC, COMME OBJECTIF CARDINAL, L'AMÉLIORATION DU QUOTIDIEN DES FRANCILIENS TOUT AUTANT QUE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE. C'EST LE SENS DE L'ENGAGEMENT DES BANQUIERS DU GRAND PARIS.

PAR JACQUES PAQUIER

Le Grand Paris, par son ampleur protéiforme, exige des banques de décroquer leurs organisations. Tous les prêteurs de la place s'y emploient. À la direction des Grands comptes de la Banque Postale, Stéphane Mouty, directeur secteur public local pour l'Île-de-France, insiste sur l'approche intégrée développée par la banque, qui lui permet de solliciter les différentes directions de l'établissement en fonction de la nature des programmes. « Beaucoup de projets sont aujourd'hui à l'état de friches, il faut unir nos forces pour discriminer ceux qui réussiront », fait-il valoir, décrivant son rôle comme celui d'un visionnaire critique. « Il y a 5 ans, illustre-t-il,

personne ne voulait aller à Saint-Ouen, qui va s'affirmer comme une nouvelle polarité du Grand Paris. »

Casser les silos

Même conviction de la nécessité de casser les silos du côté de la Caisse d'Épargne. « Quand je rencontre un maire, je peux lui présenter, en fonction de ses projets, nos compétences sur l'ensemble du spectre, de la crèche à l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes », résume Sébastien de Vanssay. Pour ce faire, le directeur des clientèles institutionnelles de la Caisse d'Épargne d'Île-de-France pilote la réalisation d'une cartographie des influenceurs et des projets du Grand Paris, et s'emploie à favoriser le partage d'informations au sein des équipes des trois directions dont il a la charge : celles de l'immobilier social, du secteur public et de l'ESS.

« Prendre de la hauteur »

Benjamin Dahéron, directeur adjoint marché immobilier social et aménagement, en charge du Grand Paris pour Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, insiste à son tour sur l'approche globale de son établissement, qui soutient tous les acteurs de la chaîne de l'immobilier. Arkéa Banque E & I vient, en outre, de se doter d'une direction de la transition environnementale au



BENJAMIN DAHÉRON
Arkéa Banque Entreprises
et Institutionnels

« Pour nos équipes, être banquier du Grand Paris, c'est ancrer les défis d'un territoire foisonnant au cœur de notre responsabilité sociétale d'entreprise ; c'est aider nos clients à améliorer leur cadre de vie et leur compétitivité. Il en va plus largement de la soutenabilité du développement de la région-capitale et de l'attractivité de la France à l'international. »



MARIANNE LOURADOUR
La Banque des Territoires

« Être "banquier des territoires" du Grand Paris, c'est nous mobiliser chaque jour pour que les bonnes idées émergent, que les innovations se diffusent sur le territoire et que les projets créateurs de valeur économique et sociale se réalisent afin que le Grand Paris soit plus durable, plus attractif, plus inclusif et plus connecté. »



ÉRIC GROVEN
Société Générale

« Le Grand Paris constitue une formidable opportunité de développement que s'est donnée Société Générale avec une enveloppe de 2,5 milliards d'euros de crédit aux entreprises du Grand Paris pour la période 2018-2020 et déjà intégralement utilisée. Mais, avec la crise sanitaire, notre rôle de banquier a évolué vers la médecine d'urgence en soutien direct aux entreprises soudainement en difficulté. »



plan national. La banque intervient fréquemment en collégialité avec d'autres établissements, permettant de partager les ressources et les risques de sortie. Comme ses pairs, Benjamin Dahéron commence toutes ses journées par une lecture de la presse professionnelle et spécialisée. « Pour prendre de la hauteur. » Puis, il partage son temps entre des fonctions d'animation d'équipe, de représentation et de networking, et l'examen des demandes de crédit.

« Le Grand Paris permet chaque jour aux équipes du Crédit Agricole d'Île-de-France de tisser ensemble un lien étroit avec l'actualité de notre territoire », indique Ludovic Raës, « avec l'objectif d'offrir aux habitants la possibilité de mieux vivre, travailler, se déplacer, se loger. »

La CDC a créé la Banque des Territoires pour « accompagner les grandes transformations du

pays et agir pour réduire la fracture territoriale et les inégalités sociales », résume sa directrice régionale Marianne Louradour, également en privilégiant une approche globale. En Île-de-France, la Banque des Territoires prête à long terme (3 à 4 milliards par an), investit en fonds propres (150 millions par an) dans des projets pour renforcer l'attractivité des territoires. « Nous conseillons également, en amont des politiques, quand les territoires le souhaitent, souligne la directrice Île-de-France. Plus qu'une banque, nous sommes d'abord un partenaire, présent dans les bons moments mais aussi dans les moments difficiles. »

Les banques face au Covid-19

Lors de la crise sanitaire, tous les établissements de la place se sont mobilisés, chacun à sa manière. La Banque Postale a dégagé, par exemple, une enveloppe nationale de 300 millions d'euros pour soutenir les établissements et associations de santé. La Caisse d'Épargne Île-de-France a consenti, de son côté, à reporter les échéances de 20 000 crédits aux entrepreneurs et à débloquer plus d'un milliard d'euros de crédits sous forme de Prêts Garantis par l'État (PGE). « Nous avons, par ailleurs, mis en place des enveloppes supplémentaires de crédit court terme pour accompagner les hôpitaux et les collectivités », souligne Sébastien de Vanssay. « Avec la crise sanitaire, notre rôle de banquier a évolué vers la médecine d'urgence en soutien direct aux entreprises soudainement en difficulté », explique Éric Groven, directeur de l'immobilier de la Banque de détail en France Société Générale, Président de Sogeprom. Nous venons au secours des entreprises qui se retrouvent en difficulté. Cela signifie d'accorder des décalages d'échéance, d'attribuer des Prêts Garantis par l'État et d'accompagner nos clients d'une manière très différente. Les entreprises de la région parisienne sont plus touchées que les autres. 100 % des chantiers se sont arrêtés en Île-de-France, en raison de leur taille, plus importante qu'ailleurs. Pour l'instant, nous pansons les plaies. » ♦



STÉPHANE MAGNON
CIC

« Être banquier du Grand Paris pour le CIC, c'est porter l'entrepreneuriat, il est le partenaire des ambitions de chacun et des projets de tous. Il s'appuie sur l'esprit d'initiative et la capacité d'innovation en conjuguant tous les métiers de la finance, de l'assurance et des services technologiques. Le CIC valorise un modèle à la fois physique, digital et multiservice. »



RAPHAËL REBERT
Crédit Mutuel

« Les fondements mutualistes du Crédit Mutuel constituent les piliers de son organisation et de son action : proximité, responsabilité, solidarité, égalité, engagement... qui se déclinent au quotidien au service des Franciliens. Grâce à une organisation décentralisée, les décisions sont prises localement, c'est ainsi que notre banque mutualiste s'engage pour le Grand Paris. »

« Le Grand Paris, nous y vivons et agissons »

Interview d'Olivier Gavalda, directeur général du Crédit Agricole d'Île-de-France

Comment une banque accompagne-t-elle les Franciliens, particuliers et entreprises, dans l'ambitieux chantier du Grand Paris ? Olivier Gavalda, directeur général du Crédit Agricole d'Île-de-France, nous éclaire sur les opportunités liées à la nouvelle donne régionale et sur la stratégie d'une banque régionale qui a le vent en poupe.



© D.R.

Concrètement, comment accompagnez-vous le développement économique du Grand Paris ?

Nous comptons parmi nos clients de nombreuses PME régionales qui sont sous-traitantes des chantiers du Grand Paris. Étant l'un des premiers signataires de la charte bancaire de la CCI Paris-Île-de-France, nous avons pris l'engagement de faciliter l'accès au financement pour les entreprises du BTP afin

de leur permettre de répondre aux appels d'offres publics. Nous les aidons ainsi à saisir les opportunités de développement offertes par le Grand Paris et aidons donc indirectement les maîtres d'ouvrage à tenir les délais de réalisation. Le Grand Paris, nous y vivons et agissons ! C'est là tout l'intérêt d'une banque régionale au fondement mutualiste.

Pouvez-vous nous dire ce que représente le Grand Paris pour vous ?

Sans hésiter, une opportunité inédite et vertueuse pour notre région ! Rapprocher les territoires, ça change tout. La qualité de vie des Franciliens sera nettement améliorée : les temps de trajets seront réduits, de nouveaux horizons vont s'ouvrir en termes de lieux de vie. C'est l'occasion d'améliorer notre « vivre ensemble ici », d'accroître notre compétitivité économique et de développer notre attractivité territoriale, à l'échelle internationale.

Le Crédit Agricole d'Île-de-France a-t-il développé une stratégie spécifique pour le Grand Paris ?

Si nous n'en avons pas, nous ne serions pas le Crédit Agricole d'« Île-de-France » (rires). Nous sommes intrinsèquement liés à notre région : nous ne pouvons pas nous développer ailleurs. Si notre territoire grandit, nous grandirons avec lui ! Nous sommes le premier financeur de l'immobilier en Île-de-France auprès de tous les acteurs du marché et nous finançons ainsi de grands aménagements urbains comme, notamment, le quartier Pleyel à Saint-Denis, l'un des cœurs battants de Paris 2024.

Quelle est votre principale ambition pour l'avenir ?

Être la banque préférée des Franciliens. Et nous commençons à sérieusement nous en approcher ! Au-delà de la qualité optimale de nos services, nous voulons apporter des solutions adaptées aux besoins des Franciliens. Notre mission, c'est de les conseiller. Notre site « Où acheter en Île-de-France ? » les aide gratuitement à découvrir les communes qui répondent le mieux à leurs attentes et leur mode de vie, en se basant sur nos data. Notre start-up « Gustave Bonconseil », premier home-planner en Île-de-France, conseille les futurs acquéreurs à chaque étape de leurs projets immobiliers. Conçu comme un agrégateur de solutions reconnues sur le marché immobilier francilien, Gustave les accompagne de la recherche du bien idéal à l'emménagement. ♦

EDF, acteur engagé dans les futurs Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024

Interview de Gaëlle Salaün, directrice Commerce Île-de-France chez EDF

Le groupe EDF accompagne le territoire francilien dans sa transformation énergétique bas carbone et sera l'un des acteurs majeurs des futurs Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024.

Gaëlle Salaün, le groupe EDF s'est fortement mobilisé pour les futurs Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

EDF n'est pas seulement un producteur et un fournisseur d'électricité ?

Engagé depuis plusieurs années dans sa stratégie CAP 2030, le groupe EDF est un acteur majeur de la transition énergétique. Énergéticien intégré, EDF est présent sur l'ensemble des métiers depuis la production jusqu'à la vente d'énergies et de services énergétiques. Nous avons été lauréat de nombreux appels à projets ces dernières années, notamment dans le cadre des projets « Inventons la Métropole du Grand Paris ». Fort de ces succès, il était normal que le groupe EDF se positionne sur les projets liés aux Jeux.

Vous faites notamment partie du groupement lauréat pour la construction du Village des Athlètes, désigné par SOLIDEO. En quoi ce projet est-il innovant ?

C'est une grande fierté de construire une partie du Village des Athlètes avec nos partenaires Nexity, Eiffage Immobilier et CDC Habitat. Ce projet,



© EDF

d'environ 56 000 m² de surface de plancher, a des ambitions très fortes en matière environnementale. Il sera d'ailleurs réversible. Après les Jeux, il sera composé de 25 % de bureaux, 10 % d'activités et de commerces et environ 525 logements dont 25 % de logements sociaux. Notre volonté est de faire de ce quartier une vitrine du savoir-faire français en matière de lutte contre les émissions de carbone. Le groupe EDF fait également partie de l'équipe lauréate de la construction

du futur Centre Aquatique Olympique, aux côtés des architectes Ateliers 2/3/4/ & VenhoevenCS, de Récréa et de Bouygues Bâtiment Île-de-France et de l'Arena II, également avec Bouygues Bâtiment Île-de-France.

EDF sera d'ailleurs « Partenaire premium et fournisseur officiel d'électricité et de gaz de Paris 2024 ». Pouvez-vous nous en dire davantage ?

En effet, ce partenariat ambitieux est l'occasion de mettre en avant les forces du groupe EDF et notre capacité d'innovation, au service de la réussite des Jeux. Notre partenariat avec les Jeux de Londres 2012 nous a permis de tirer des enseignements précieux pour structurer au mieux ce nouvel engagement aux côtés de Paris 2024 pour faire de ces jeux un exemple dans la lutte contre le changement climatique. Ce partenariat dépasse largement le cadre d'un sponsoring classique : il devra être rythmé sur les 4 ans à venir, pour laisser un héritage de savoir-faire pour le groupe EDF et bien au-delà. ♦



TENDANCES / ÉNERGIE

ÉNERGIE À LA POURSUITE DU DIAMANT VERT

LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, TOUT COMME LA MÉTROPOLE ET LA VILLE DE PARIS, S'EST FIXÉ COMME OBJECTIF – AMBITIEUX – D'ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050. C'EST ÉGALEMENT LA FINALITÉ DE LA LOI ÉNERGIE-CLIMAT DU 8 NOVEMBRE 2019.

PAR JACQUES PAQUIER

La stratégie énergie-climat de la région Île-de-France a pour objectif une « région sobre et décarbonée ». Programme affiché : réduire drastiquement les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, pour aller vers une région à énergie 100 % renouvelable et zéro carbone à l'horizon 2050, en commençant par diminuer de 20 % les consommations et multiplier par deux la quantité d'énergie renouvelable (ENR) produite sur le territoire d'ici à 2030.

Un rôle de chef de file

Pour ce faire, la région Île-de-France fait preuve d'exemplarité (conversion de la flotte régionale en flotte de véhicules électriques, amélioration de l'efficacité énergétique des lycées, politique d'achats responsables, etc.), et ce, dans le rôle de chef de file que lui a confié la loi Maptam de 2014 (en consolidant le fonds de garantie de la géothermie, en accompagnant des agriculteurs dans leurs projets de méthanisation ou de développe-

ment de toitures photovoltaïques, en promouvant l'utilisation de bois et de matériaux biosourcés dans la construction).

Tout comme Paris, la Métropole du Grand Paris a fait, elle aussi, de la transition énergétique un des piliers de son action, en fixant au sein de son Plan Climat Air Énergie métropolitain une série d'objectifs. Il s'agit également d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (avec une réduction de 80 % des émissions directes de gaz à effet de serre sur son territoire en 2050 par rapport à 2005, les 20 % d'émissions résiduelles étant neutralisées par la mise en place d'actions de compensation sur le territoire métropolitain et en dehors). La MGP s'est engagée, par ailleurs, à accroître sa résilience face aux effets du changement climatique, à améliorer la qualité de l'air et atteindre avant 2030 les niveaux recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé, à réduire massivement les consommations énergétiques et à développer massivement la production locale des énergies renouvelables et de récupération. ♦

LES OBJECTIFS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2030

Diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire par rapport à 2015, grâce à :

1

La réduction de près de 20 % de la consommation énergétique régionale

2

la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien

2050

Tendre vers une région 100 % ENR et zéro carbone grâce à :

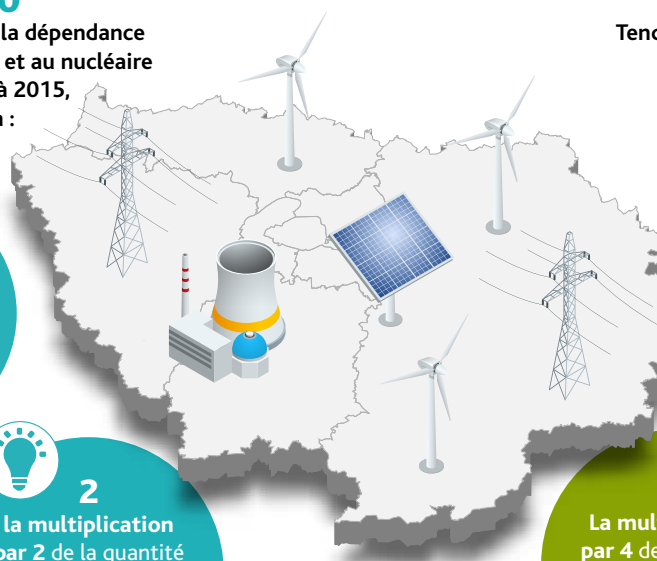
1

la réduction de 40 % de la consommation énergétique régionale

2

La multiplication par 4 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien

Avec une prévision de 50 % d'énergie renouvelable importée.



« L'IDÉE D'UNE SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST TRÈS PROMETTEUSE »



© DR

DIRECTEUR DE L'ADEME ÎLE-DE-FRANCE, **MICHEL GIORIA** DÉCRIT LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE ET REVIENT SUR UNE IDÉE QUI A ÉMERGÉ AU SEIN DU CLUB ACTEURS DU GRAND PARIS : LA CRÉATION D'UNE « SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ».

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES PAQUIER,
RÉDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL DU GRAND PARIS

Quels sont les enjeux de la transition énergétique en Île-de-France ?

Il faut isoler les bâtiments, pour réduire leur consommation d'énergie ; 45 % de notre consommation d'énergie est le fait du bâtiment. Il faut également décarboner la mobilité. Il convient, dans cet objectif, de favoriser la conversion de flottes vers des carburants alternatifs, électricité, GNV et bio GNV, hydrogène vert, et d'encourager le basculement vers d'autres modes que la voiture : le vélo, la trottinette, les transports publics, avec un point de vigilance sur les questions sanitaires. Il faut, enfin, travailler sur ce que l'on appelle

la démobilité. On voit bien, aujourd'hui, que 40 % des salariés d'Île-de-France occupent des postes sur lesquels il est possible de télétravailler.

Faut-il parallèlement continuer de développer les énergies renouvelables ?

Tout à fait. Qu'elles soient électriques ou thermiques. Le volume d'énergie consommé doit se stabiliser et baisser grâce à l'efficacité énergétique, mais il y a naturellement une consommation qui demeurera. Il convient donc, pour celle-ci, de développer la chaleur fatale, la géothermie, la biomasse, le gaz renouvelable et, pour l'électricité, le solaire, l'éolien. La politique énergétique française doit s'effectuer en veillant non seulement à ce que la ratio CO₂/kilowatt-heure (kWh) demeure bas, mais à ce qu'il décroisse et prenne toute sa part dans les politiques de transition énergétique pour atteindre les objectifs de rééquilibrage du mix énergétique fixés par la loi Énergie-climat et par la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie).

Doit-on aussi privilégier les transports en commun ?

Absolument. La transition énergétique passe par des changements de comportement. C'est là où la fiscalité incitative doit intervenir. Si je prends mon vélo à la place de ma voiture, il faut que la puissance publique m'envoie un signal positif, par exemple par une revalorisation de l'indemnité kilométrique vélo. Même chose pour les circuits courts, l'alimentation durable, l'isolation de son logement. Ces petits gestes peuvent presque aujourd'hui être vécus comme le fait de « héros du quotidien ». Ils doivent devenir ceux d'un citoyen francilien ordinaire qui, petit à petit, fait évoluer une partie de ses pratiques. Il ne s'agit pas de revenir à la bougie. Cela passe par la consommation de légumes de saison, le recours à des fournisseurs d'énergie renouvelable, etc.

Avec un système d'incitations ?

Tout cela doit aboutir à une reconnaissance fiscale pour encourager ceux qui le font et

accompagner la structuration d'un marché, de secteurs économiques entiers qui ont besoin d'une visibilité de long terme. Un des défis aujourd'hui, sur ces questions de comportement, consiste à mettre en place des dispositifs pour les 10 prochaines années, ajustés si besoin, tout en étant inscrits dans le marbre, pour produire tous leurs effets, favoriser leur appropriation par chacun et permettre à l'ensemble des acteurs économiques de les intégrer dans leurs décisions structurantes, d'investissement notamment.

Quel regard portez-vous sur l'urbanisme tactique ?

Cette crise souligne la nécessité, pour des raisons à la fois sociales et environnementales, d'une reconfiguration progressive des espaces urbains. Réserver des logements à des soignants, dans un programme situé à proximité des hôpitaux, c'est à la fois faire en sorte que les personnes concernées ne s'épuisent pas dans les transports, soient donc plus productives, plus disponibles, tout en réduisant l'impact environnemental des activités quotidiennes concernées.

Vous soutenez l'idée d'une Société du Grand Paris de la transition énergétique.

Les plans de relance provoqués par la crise de 2008 ont donné lieu à de nombreux investissements, notamment dans les réseaux électriques intelligents. Mais, aujourd'hui, il faut passer du démonstrateur au déploiement massif. Lorsque vous souhaitez porter un projet important, il faut des équipes d'ingénierie, sans lesquelles vous ne pouvez réaliser des programmes d'ampleur. Les réflexions que l'on a commencé à mener dans le cadre du club Acteurs du Grand Paris, autour de la création d'une Société du Grand Paris de la transition énergétique, me semblent extrêmement prometteuses à ce titre. Une telle structure doit, à mon sens, être regardée avec une vraie attention, pour sécuriser des capacités d'ingénierie, avec une gouvernance largement ouverte, permettant de concrétiser une collaboration fructueuse entre collectivités territoriales, élus et État. ♦

Engie, acteur incontournable de la transition énergétique, face à la crise sanitaire et économique



Engie, acteur majeur de la transition énergétique, a dû adapter son organisation dans le contexte du Covid-19.

Pierre-Yves Dulac, délégué régional Île-de-France au sein de la direction institutions France & territoires, nous détaille comment le groupe fait face à la crise.

Dans un contexte de récession économique, ENGIE a maintenu ses activités essentielles. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Face à cette pandémie, Engie a déployé un Plan de Continuité des Activités afin de garantir les missions liées à l'approvisionnement énergétique et aux services.

Le télétravail a été généralisé mais un certain nombre de nos collaborateurs sont restés sur le terrain afin d'assurer :

- la continuité du service public gaz et de la production d'électricité ;
- l'exploitation des installations de chauffage ;
- la maîtrise de la chaîne du froid pour les industriels et la sécurité alimentaire ;
- les interventions dans les hôpitaux et les centres de soins.

Ainsi, le bâtiment neuf du CHU Henri

Mondor (Créteil) a été livré avec un mois d'avance. Les équipes d'Engie Solutions ont répondu présentes pour que les 85 chambres de réanimation et les 21 blocs opératoires soient opérationnels mi-avril.

Quelles sont les principales actions solidaires déployées par ENGIE face à la crise ?

Le groupe s'est d'abord engagé en faveur des foyers les plus fragiles : 600 000 foyers précaires ont été remboursés de 2 mois de leur abonnement en énergie (gaz et électricité).

De plus, Engie a mobilisé une enveloppe de 250 M€ pour accélérer le paiement de ses fournisseurs, et ainsi préserver leur trésorerie. Cela concerne près de 75 000 entreprises.

Afin d'affirmer sa solidarité avec les personnes âgées en période de confinement, Engie a mis à disposition gracieusement sa plateforme Ôgénie. Enfin, la Fondation Engie est venue en aide aux Hôpitaux de France avec un fonds dédié de 500 000 € pour améliorer les conditions de travail des soignants et des seniors en distribuant près de 700 tablettes numériques pour maintenir le lien social.

Pouvez-vous nous parler des besoins des élus locaux dans ce contexte et comment comptez-vous y répondre ?

Engie maintient et renforce le lien avec les élus, afin de continuer à leur apporter toute son expertise et ainsi contribuer aux plans de relance territoriaux, nationaux et européens en inscrivant la lutte contre le changement climatique au cœur du moteur économique. ♦

ILS PRODUISENT, ACHEMINENT, GÈRENT L'ÉNERGIE DE L'ÎLE-DE-FRANCE

ASSURER L'APPROVISIONNEMENT D'UNE POPULATION CROISSANTE, DANS UNE MÉTROPOLE OÙ FOISONNENT LES PROJETS, EN GARANTISSANT UNE SÉCURITÉ MAXIMALE ET EN VERDISSANT DRASTIQUEMENT LA PRODUCTION : C'EST L'ÉQUATION DES ÉNERGÉTICIENS DU GRAND PARIS.

PAR JACQUES PAQUIER

Les énergies vertes ont le vent en poupe. « Dès aujourd'hui, le gaz vert produit en Île-de-France et injecté dans les réseaux permet d'alimenter l'équivalent de l'ensemble des nouveaux logements chauffés au gaz construits chaque année en région francilienne. Et ce n'est qu'un début ! », annonce Véronique Bel, directrice territoriale en région Île-de-France de GRDF, qui exploite un peu plus de 200 000 km de réseau en France, dont 25 000 km en région Île-de-France. Près de 150 projets « green » sont suivis sur l'ensemble du territoire francilien par les équipes de GRDF. « En complément, en tant qu'exploitant du réseau de distribution de gaz, propriété des collectivités locales, nous investissons pour adapter le réseau de gaz à l'augmentation massive de la production de gaz vert », rappelle Véronique Bel.

« Réussir l'objectif régional de 5 TWh de biométhane »

GRTgaz entend bien, également, « tout faire pour réussir l'objectif régional de 5 TWh de biométhane ». « Il s'agit bien sûr du raccordement de nouveaux projets à notre réseau, mais aussi d'adapter le réseau pour permettre l'injection de tout le potentiel régional », détaille Frédéric



© Enedis

Moulin, délégué territorial Val de Seine. Ainsi, GRTgaz accompagne la RATP dans son programme de transformation de dépôts qui accueilleront les bus bioGNV, comme le précise l'énergéticien. Plusieurs raccordements sont en cours. C'est aussi le cas de la station poids lourds en construction à Gennevilliers par Total pour Sigeif Mobilités*. GRTgaz développe des partenariats avec les acteurs du territoire, le Syctom par exemple, pour engager des réflexions systémiques et développer des solutions innovantes de production de gaz (pyrogazéification, hydrogène). GRTgaz s'appuie pour cela sur les compétences de son nouveau centre de recherche RICE (Research and Innovation Center for Energy), installé à Villeneuve-la-Garenne.



© Enedis

L'électricité se met également au vert. Engie a, par exemple, l'ambition de doubler sa capacité de production d'énergie solaire en Île-de-France d'ici 2021. En 2019, le Groupe a mis en service la centrale solaire de Meaux (77), qui est la plus grande installation solaire en IDF. Une seconde installation du même type est en cours de construction à Marcoussis (91), en partenariat avec le Sigeif. Les réseaux exploités par Engie distribuent par ailleurs de la chaleur et du froid à 1,1 million de logements. « Le verdissement des réseaux de chaleur s'inscrit dans la stratégie du Groupe, en ayant recours à la géothermie ainsi qu'à l'utilisation de pompes à chaleur », explique Pierre-Yves Dulac, délégué régional Île-de-France. L'énergéticien conçoit et exploite par ailleurs des centrales énergétiques (chaud, froid, électricité) à très faibles émissions de CO₂, des infrastructures gazières ainsi que des chaînes d'approvisionnement en énergie des entreprises et des collectivités.

Linky et la valorisation des énergies renouvelables

Dans le domaine de la mobilité, IZIVIA, filiale d'EDF spécialisée dans la mobilité électrique, vient de remporter l'appel d'offres européen lancé par le Sigeif pour exploiter son réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques en Île-de-

France (40 communes et 1 million d'habitants concernés). Engie travaille également sur l'implantation de nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques. De plus, elle accompagne le développement de la filière Hydrogène renouvelable au périmètre de l'Île-de-France en déployant le premier réseau de stations hydrogène bi-pression (350/700 bars). « Engie est un partenaire important du Grand Paris Express, qui est également un projet de transition en réduisant la part modale de la voiture », note Pierre-Yves Dulac. En l'espèce, les projets poursuivis par le Groupe sont concentrés sur deux axes principaux : le pôle électricité (courants forts et courants faibles, alimentation des motrices, signalisation ferroviaire...) et le pôle services (aménagement et exploitation multi-techniques des gares avec fourniture d'énergie, maintenance préventive et garantie totale). EDF, à travers sa filiale HYNAMICS, est également très actif sur l'hydrogène que ce soit pour l'industrie ou les mobilités. EDF, en partenariat avec le Syctom, les villes de Paris et d'Issy-les-Moulineaux notamment, a d'ailleurs remporté un appel d'offres européen, en 2019. « Le transport fluvial fonctionne aujourd'hui à 99 % avec des moteurs diesel



© Enedis

« NOTRE MISSION FONDAMENTALE EST D'ASSURER À TOUS LES CITOYENS L'ACCÈS, À CHAQUE INSTANT, À L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE, 24H/24, 7J/7 »

NATHALIE LEMAITRE, DÉLÉGUÉE RÉGIONALE RTE

d'ancienne génération aggravant la pollution de l'air. Ce projet vise à accélérer la transition énergétique du transport fluvial francilien, grâce à un hydrogène produit localement », fait observer François-Marie Didier, directeur développement territorial chez EDF.

Chez Enedis, qui développe et exploite 1,4 millions de km de réseau en France et 80 000 km en Île-de-France, on souligne que le compteur communicant Linky est avant tout un outil de transition énergétique qui améliore, pour le marché résidentiel, la sobriété énergétique, la valorisation des énergies renouvelables, l'accueil de nouveaux usages comme la mobilité électrique. Enedis teste l'apport de ces compteurs communicants à des systèmes énergétiques propres. « Nous nous sommes associés, par ailleurs, à l'Ademe pour préciser comment la région Île-de-France peut se gréer en points de recharge de véhicules électriques ouverts au public dans une logique de système régional aux coûts optimisés pour la collectivité », indique Christophe Donizeau, délégué Grands projets franciliens d'Enedis. Enfin, l'opérateur accompagne la région Île-de-France, la Métropole du Grand Paris, la Ville de Paris et les territoires franciliens dans la définition de leurs stratégies énergie-climat ou plans climat-énergie et met à disposition des données de consommation et de production agrégées pour assurer le suivi des gains en efficacité énergétique. « Le Grand Paris se bâtit également à travers le succès des projets d'aménagement et d'urbanisme comme les appels à projets de la Métropole du Grand Paris, ceux de la Ville de Paris ou du C40 avec *Reinventing Cities*, à forte connotation environnementale », rappelle François-Marie Didier.

Renforcer le réseau francilien

L'Île-de-France représente 30 % du PIB, 20 % de la population nationale et 15 % de la consommation nationale d'électricité ; or elle ne produit que 5 % de l'électricité qu'elle consomme, comme le rappelle Nathalie Lemaître déléguée régionale RTE pour l'Île-de-France et la Normandie. D'où l'importance du Réseau de Transport d'Électricité (RTE), qui se met également en ordre de marche pour accueillir des électrons toujours plus verts. « Le réseau francilien doit être renforcé au cours des prochaines années, avec le raccordement de nouveaux postes sources et la réhabilitation ou la création de liaisons électriques pour accroître les capacités de transit et sécuriser le réseau existant », souligne Nathalie Lemaître. Le réseau doit également s'adapter et se renouveler pour répondre à la pression foncière particulièrement importante de la région et être plus résilient à des phénomènes naturels tels que la crue de la Seine.

« Notre mission fondamentale est d'assurer à tous les citoyens l'accès, à chaque instant, à l'alimentation électrique, 24h/24, 7j/7. Le Réseau de Transport d'Électricité assure la connexion entre les grandes centrales de production et les lieux où l'électricité est consommée », conclut Nathalie Lemaître. RTE va progressivement renouveler 300 km de liaisons souterraines, constituées pour la plupart de technologies anciennes. Un besoin de renforcement du réseau électrique 400kV autour de Paris pourrait être nécessaire pour répondre à l'évolution des échanges électriques entre l'Île-de-France et les régions voisines, et au développement des data centers. ♦

* *Sigeif* : Syndicat Intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France.



PARTAGER

LA RICHESSE DU CLUB REPOSE SUR LA DIVERSITÉ
ET L'EXPÉRIENCE DE SES MEMBRES. PROJETS, EXPERTISES,
RÉFLEXIONS NOURRISSENT LES ÉCHANGES...

LE PARTAGE SIMPLE ET AMICAL :
C'EST L'ADN D'ACTEURS DU GRAND PARIS.

« LA LIGNE 18 DU GPE SERA "LA LIGNE DE VIE" DE PARIS-SACLAY »

PHILIPPE VAN DE MAELE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EPA PARIS-SACLAY



© Antoine Mercusot-EPA Paris-Saclay

POUR **PHILIPPE VAN DE MAELE**, SON DIRECTEUR GÉNÉRAL, TOUT SERA PENSÉ POUR QUE L'EPA PARIS-SACLAY SOIT LE CAMPUS DE DEMAIN, UN CLUSTER D'INNOVATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE DE RANG MONDIAL.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIANNEY DELOURME, RÉDACTEUR EN CHEF D'ENLARGE YOUR PARIS.

Dans l'imaginaire collectif, Paris-Saclay, c'est avant tout un campus géant...

Et pour cause ! Le pôle académique, constitué autour de l'Université Paris-Saclay et de l'Institut Polytechnique de Paris, va représenter entre 15 et 20 % de la recherche publique française, en lien avec un pôle de recherche privé déjà très présent et qui, lui aussi, a vocation à représenter de 15 à 20 % de la R&D privée nationale. Paris-Saclay est un pôle de recherche d'ambition mondiale. D'ailleurs, le MIT ne s'y était pas trompé en le faisant figurer, dès 2013, dans sa

liste des huit centres mondiaux de l'innovation. Mais, outre le Plan Campus, Paris-Saclay, c'est aussi un projet d'aménagement d'intérêt national sur un territoire très vaste qui part de Massy, passe par les villes de Palaiseau et d'Orsay, de Gif-sur-Yvette et de Saclay sur le plateau, va jusqu'à Guyancourt et Saint-Quentin-en-Yvelines avant de remonter à Versailles et notamment son quartier de Satory, que nous allons aménager. Schématiquement, nous avons un plateau très agricole et, sur son pourtour, des centres urbains avec des pôles de recherche publics et privés bientôt tous reliés par la ligne 18 du Grand Paris Express.

Dix ans après le vote d'une loi créant le projet Paris-Saclay, où en sommes-nous ?

Aujourd'hui, tous les projets immobiliers liés au monde académique sont soit livrés, soit en chantier. Côté privé, de plus en plus de grandes sociétés françaises, comme EDF, Total, Air Liquide, réfléchissent à y implanter ou renforcer leurs pôles de recherche, et nous notons un intérêt marqué des entreprises internationales, à l'image d'IBM qui regroupe son centre de recherche sur l'intelligence artificielle à Paris-Saclay. Enfin, nous cherchons, avec les collectivités locales, à attirer de nombreuses start-up et à faciliter les échanges industriels et commerciaux entre acteurs publics et privés. On le voit, Paris-Saclay avance bien, malgré le décalage de la ligne 18. Un décalage qui a bien sûr inquiété les élus mais que nous avons su expliquer aux partenaires publics et privés. En mai dernier, la Société du Grand Paris

a d'ailleurs attribué le premier marché de travaux de génie civil de la ligne 18 pour la réalisation du tunnel, des gares et des ouvrages de service entre la future gare Aéroport d'Orly et le plateau de Saclay, au-delà de la gare Massy-Palaiseau. Cela a été un beau signal pour tout le monde.

Quel rôle jouent les transports dans le projet de Paris-Saclay ?

La plupart des pôles de recherche que je viens d'évoquer se trouvent déjà ou sont en cours de construction, le long de la future ligne 18. Elle structurera Paris-Saclay le long d'un axe qui va de Versailles-Chantiers à Orly et permet d'avoir une connexion internationale avec Orly, une connexion nationale avec Massy-TGV et une connexion à Paris par Versailles-Chantiers (TER, RER C, Transilien), Massy (RER B, RER C) puis Orly (extension de la ligne 14). Ce territoire offrira de nombreuses portes d'entrée sur l'hypercentre mais ne sera pas pour autant structuré par les réseaux de transport desservant Paris ! Paris-Saclay est une pièce maîtresse d'un Grand Paris polycentrique, avec une attractivité métropolitaine et une dynamique locale, synonyme de qualité de vie, puisque le bassin d'emploi est très ancré localement.

Comment aménage-t-on Paris-Saclay après la crise du Covid ?

Cette crise a souligné le besoin de reconnecter urbanité et nature. Or, Paris-Saclay porte, dès sa création, une ambition de préservation des dimensions agricole et naturelle du plateau, mais aussi de connexions entre quartiers d'habitation et pôles tertiaires, avec les espaces naturels et forestiers des coteaux. Les travaux du paysagiste Michel Desvigne, initiés par mon prédécesseur Pierre Veltz, répondent notamment à ces enjeux. À cette dimension de préservation de l'environnement, il me semble nécessaire d'ajouter une réflexion sur le bâti. L'utilisation massive du télétravail pendant le confinement nous fait méditer sur les aménagements envisageables visant à accroître la qualité des logements. À mon sens, nous n'avons pas encore assez exploré la possibilité de créer des équipements collectifs, notamment autour de la santé, à l'image de ce que l'on peut voir au Japon, où il existe dans certains immeubles des centres de santé permettant de téléconsulter un médecin. Comment améliorer l'offre de services dans un contexte où l'espace est et restera contraint ? Cela passera par une évolution des usages, mais aussi de la conception des espaces communs. ♦



Le journal du Grand Paris

ENTREPRISES / TERRITOIRES / INNOVATIONS / ATTRACTIVITÉ

250 Newsletters



Accès illimité
à notre site internet



L'Hebdo
47 numéros par an

2020



Hors-série
Dossier, enquête...

LA LICENCE D'ABONNEMENTS MULTIPLES JOURNAL DU GRAND PARIS

Partagez l'information et les analyses
du Journal du Grand Paris dès 6h30 !

Valorisez vos abonnements en cours

Fluidifiez la circulation de l'information
au sein de vos services

Sécurisez vos procédures

CONTACT

Eric Naessens, directeur commercial

@ enaessens@lejournaldugrandparis.fr /

06 14 61 69 92



Communauté d'agglomération Roissy Pays de France

Un territoire d'avenir à réinventer

La crise du Covid frappe de plein fouet notre territoire. La situation exceptionnelle que traverse la planète nous oblige à le repenser et le diversifier.

LE PRÉSIDENT ET LES ÉLUS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION ROISSY PAYS DE FRANCE

Ce « territoire monoproduit », dont la ville-centre est un aéroport, a été durement éprouvé par la crise du Coronavirus qui a cloué au sol les avions, mis à l'arrêt toute l'économie parallèle liée à son fonctionnement : hôtellerie, services de catering, restauration, entretien, sécurité, etc. Même si cela génère des incertitudes pour l'avenir, l'agglomération mettra tout en œuvre pour conforter le développement de son territoire et maintenir le principe de solidarité avec ses communes.

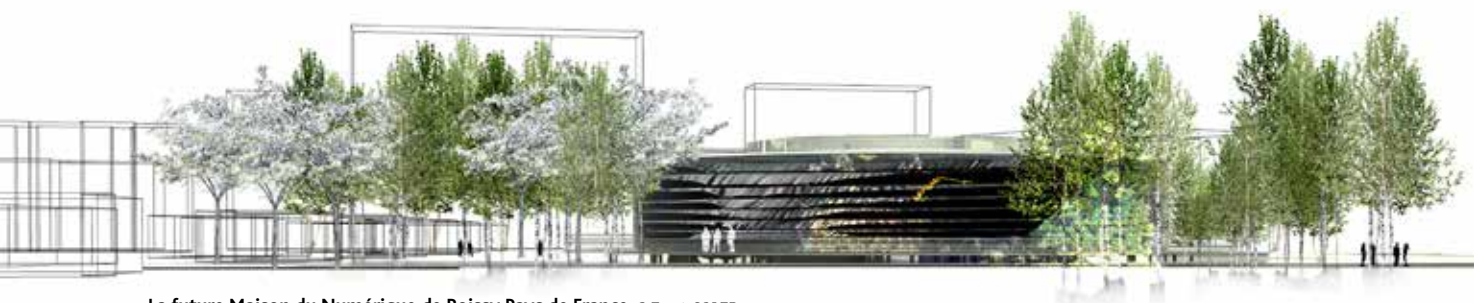
Mesures prises pour agir immédiatement

Roissy Pays de France bénéficie d'un positionnement stratégique au centre de l'Europe, au cœur de la région la plus dynamique de France et à proximité immédiate de la Capitale. Forte de 72 zones d'activités, 24 400 entreprises implantées, un parc hôtelier de 8 800 chambres, la Communauté d'agglomération doit rester mobilisée pour sauvegarder la dynamique du tissu économique local. Des mesures financières immédiates d'aide aux entreprises ont été mises en place pour soutenir les TPE/PME avec le déblocage d'un budget exceptionnel de plus de 350 000 €, via le fonds de

résilience de la région Île-de-France doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros. L'agence de développement économique, Roissy Dev, est mobilisée. Les entreprises du territoire ont pu exprimer leurs besoins, leurs difficultés et préciser leurs attentes. L'agence adaptera au mieux son offre de services et ajustera ses interventions futures. Une démarche d'accompagnement des commerçants et des artisans a également été mise en place, avec un seul mot d'ordre : être au plus près du terrain.

De nouvelles ambitions

L'innovation via le secteur du numérique, la réindustrialisation des sites et l'emploi restent nos priorités. Avant la crise, le territoire avait déjà subi des déconvenues avec l'annonce, fin 2019, de l'abandon du projet EuropaCity. Ce projet s'inscrivait dans une dynamique de diversification de l'offre économique du territoire, il représentait plus de 3 milliards d'investissements privés et la création de plus de 10 000 emplois. Pour façonner un nouveau projet, les élus nouvellement installés pourront s'appuyer sur le SCoT. Ce document stratégique donne des axes de développement sur les quinze années à venir. Parmi ces pistes, des projets d'envergure demeurent à l'étude et pourraient correspondre aux ambitions de développement durable et de transformation du secteur de l'aérien tels que CAREX. Cargo Rail Express est un projet de report modal des vols courts et moyens courriers vers le rail. Voilà une solution innovante !



La future Maison du Numérique de Roissy Pays de France. © Francis SOLER

« NOTRE PROJET STRATÉGIQUE REPOSE SUR 6 DÉFIS »

LAURENT GIROMETTI, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EPAMARNE-EPAFRANCE



© Christophe Caudroy

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EPAMARNE-EPAFRANCE, **LAURENT GIROMETTI** FAIT LE POINT SUR L'ACTUALITÉ ET LE DEVENIR DE L'EST PARISIEN, TROIS FOIS PLUS ÉTENDU QUE LA CAPITALE, POUR LEQUEL LES AMÉNAGEURS PUBLICS SOUHAITENT CONSTRUIRE UN AVENIR ÉQUILIBRÉ, RÉSILIENT, INCLUSIF ET DURABLE.

PROPOS RECUEILLIS PAR LE MAG

De votre point de vue, comment a évolué l'approche des aménageurs publics sur leurs territoires d'intervention ?

Le territoire d'intervention d'EpaMarne-EpaFrance compte 44 communes situées entre 10 et 35 kilomètres à l'est de Paris. Historiquement, les deux EPA ont eu pour mission l'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée né, à la fin des années 1960, de la volonté politique d'un développement équilibré à l'échelle francilienne, fondé sur une vision polycentrique.

Beaucoup d'eau a, depuis, coulé sous les ponts de la Marne. Le territoire d'action élargi à l'ouest, au nord et au sud de Marne-la-Vallée – et peut-être bientôt à l'est – offre une grande variété de potentialités : des développements nouveaux sur des réserves foncières anciennes, comme à Bussy-Saint-Georges et au Val d'Europe, une intensification de secteurs ayant connu une première phase d'aménagement revivifiés par l'arrivée du Grand Paris Express, comme à Champs-sur-Marne, des interventions dans un tissu urbain constitué et parfois balaféré, comme le long des emprises de l'ancienne VDO, dans le Val-de-Marne...

Les relations avec les collectivités ont-elles été transformées ?

La méthode de travail est désormais aux antipodes de celle des années 70 à 90. Au départ uniquement bras armés de l'État, EpaMarne-EpaFrance sont aujourd'hui des opérateurs partagés avec les collectivités, avec lesquelles deux filiales SPLA-IN ont été créées : Noisy-Est, constituée avec Noisy-le-Grand et dont la Métropole du Grand Paris vient d'entrer à l'actionnariat, et M2CA avec la Communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne et la ville de Chelles. Le projet stratégique et opérationnel des établissements, qui repose sur nos 6 défis – climat, mobilité, cohésion, santé, nature et innovation –, a d'ailleurs été élaboré dans le consensus et adopté à l'unanimité des deux CA en décembre dernier.

Le périmètre des EPA est vaste...

Trois fois la surface de Paris ! Quels en sont les dénominateurs communs ?

Selon moi, deux armatures majeures structurent le territoire depuis l'origine. Celle, très puissante,

des infrastructures de transport : autoroute A4, RER A et E, demain Grand Paris Express, mais lien aussi avec tout le territoire national et avec l'international, via la gare TGV de Marne-la-Vallée-Chessy et la proximité des aéroports. Et celle, tout aussi forte, d'une trame verte et bleue pensée et respectée, dans laquelle les développements urbains sont venus s'insérer.

La crise du Covid bouscule le rapport à la ville. Comment s'adapte le modèle urbain développé par les EPA ?

Les atouts de cette « première couronne et demie » peuvent en faire un compromis gagnant dans un monde d'après Covid-19 axé sur la proximité, les aménités, la qualité de vie, l'équilibre habitat-emploi. Ainsi, la qualité de vie plébiscitée par les habitants s'appuie notamment sur l'omniprésence des espaces verts qui accompagnent systématiquement les nouveaux quartiers. Dans les cinq prochaines années, les parcs du Sycomore et du Mont Évrin, à Bussy-Saint-Georges et Montévrain, offriront ainsi plus de 30 hectares supplémentaires de respiration.

Le rapport à l'espace rural a été préservé, comme le montre la ceinture agricole de la Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire. L'EPA compte jouer un rôle moteur dans une véritable stratégie de développement d'une agriculture bio, inscrite dans le tissu local et interagissant avec la ville. Le cœur agro-

urbain de l'écoquartier de Montévrain en est la première pierre, un second projet à Bussy-Saint-Martin est en cours de montage, plus de 100 hectares sont identifiés.

La crise est aussi très importante d'un point de vue économique. Ne risque-t-elle pas d'affaiblir les développements futurs ?

En matière économique, le territoire est très recherché pour sa desserte et un leader pour l'accueil de PME et l'entrepreneuriat. Le concept de Ville Productive, sur lequel nous travaillons par exemple à Champigny-sur-Marne, sera sans doute encore plus pertinent dans le contexte de sortie de crise.

Un tissu économique diversifié sera gage de solidité, sans renier nos locomotives touristiques. Le territoire ne serait pas ce qu'il est sans Disney, notre partenaire depuis plus de 30 ans avec la Communauté d'agglomération du Val d'Europe. Nous sommes et serons à leurs côtés.

Quelles sont les mutations que vous envisagez pour « le monde d'après-Covid » ?

Comme toutes les crises, celle du Covid-19 peut se révéler un accélérateur de solutions et, paradoxalement, contribuer à résoudre des faiblesses. Je vois un premier risque pour le développement du territoire d'intervention d'EpaMarne-EpaFrance avec la saturation des transports, corollaire de l'excellence de sa desserte. L'explosion du télétravail, l'adaptation des horaires, le lissage des déplacements dans le temps pourraient permettre de retrouver de la fluidité et d'oser, pourquoi pas, franchir le pas sur des mesures de gestion innovante de l'autoroute. Par ailleurs, la structuration par la voiture a doté le territoire d'un réseau de voies largement dimensionnées. Conjugué à la démocratisation de l'assistance électrique pour se jouer des reliefs, il constitue une base très intéressante pour promouvoir les déplacements à vélo. L'après-Covid devrait consacrer la ville des courtes distances. Nous avons tout ce qu'il faut pour la réussir ! ♦

**CLIMAT, MOBILITÉ,
COHÉSION, SANTÉ,
NATURE ET INNOVATION :
LES 6 DÉFIS DU PROJET
STRATÉGIQUE ET
OPÉRATIONNEL DES
ÉTABLISSEMENTS**

« Un Club important pour la qualité des rencontres, des échanges et la liberté de parole. »

Fanny Auverny-Bennetot, directrice de la communication, Solideo

« Être membre d'Acteurs du Grand Paris formalise notre souhait de nous engager dans l'économie réelle et de nous ancrer dans un défi commun qui est non seulement l'amélioration du cadre de vie et de la compétitivité du territoire mais également le rayonnement de la France à l'international. Rejoindre le Club, c'est rester fidèle à notre esprit collaboratif, en intégrant un écosystème capable de créer du lien entre acteurs économiques d'horizons variés et de composer des groupes de travail pluridisciplinaires capables d'accompagner des projets complexes. »

Benjamin Daheron, directeur adjoint Marché Immobilier Social et Aménagement chez Arkéa Banque Entreprises & Institutionnels

« Le Club Acteurs du Grand Paris fédère les acteurs publics et privés qui participent à la réalisation du Grand Paris qui est un projet essentiel pour l'attractivité et le développement économique de notre métropole. C'est un lieu d'échanges, de partage d'informations et de bonnes pratiques, très utile pour Choose Paris Region. En effet, être membre de l'association représente l'opportunité de rencontrer l'ensemble des acteurs du Grand Paris dans une ambiance constructive et conviviale, et d'échanger avec eux sur les meilleurs moyens de valoriser à l'international ce projet unique en Europe. »

Lionel Grotto, directeur général de Choose Paris Region

« Dans cette période de crise exceptionnelle, nous sommes convaincus, plus que jamais, que c'est ensemble que nous serons plus forts pour échanger, réfléchir, créer des opportunités d'affaires. L'avenir n'attend pas. Bâtissons-le ensemble, dès aujourd'hui, et le Club nous en donne les moyens. »

Claire Cauchetier, directrice de la communication et des relations institutionnelles, Novaxia

« Des invités de qualité en phase avec les questionnements Grand Paris du moment ; des réunions conviviales avec des opportunités d'échanges riches. »

Hélène El Aiba, directrice générale adjointe Pôle Promotion IDF, Icade

« Rejoindre le Club est pour moi une formidable opportunité de rencontrer des personnes de fonctions et d'horizons différents, et de partager autour d'une ambition commune : construire ensemble le Grand Paris de demain ! »

Véronique Bel, directrice territoriale Île-de-France, GRDF

« La réussite du Grand Paris, c'est d'abord une compréhension croisée des enjeux de territoires et de son écosystème, fruit d'un dialogue permanent entre l'État, les collectivités, les opérateurs publics ou privés et nous-mêmes concepteurs. Le Club favorise les temps d'échanges entre professionnels dans une configuration interdisciplinaire et toujours conviviale. »

François Pradillon, directeur des relations institutionnelles, AREP

« J'attends toujours avec impatience les rendez-vous du Club car ce sont des moments privilégiés de rencontres et d'échanges. Les expériences croisées nous font avancer de manière constructive dans une ambiance toujours conviviale. Visites sur le terrain, matinées ou dîners thématiques, la cadence est soutenue mais on y vient toujours avec plaisir. »

Philippe Palluel, responsable Grand Paris, ABB



« Le Club est d'abord un lieu d'échanges indispensables pour la bonne compréhension des enjeux de la Métropole. La diversité des acteurs présents permet d'aborder l'ensemble des questions liées à l'avenir du Grand Paris. C'est aussi une "famille" dans laquelle on se sent bien. Je recommande vivement. »

Roger Molkou, directeur délégué Grand Paris, Suez

« Le Grand Paris est un projet colossal dont les réseaux, quels qu'ils soient, apparaissent comme une base fondamentale. En tant qu'entreprise référente des travaux d'assainissement, SARP IDF et son agence de Gennevilliers "dédiée" aux travaux du Grand Paris se devaient de faire partie du Club. C'est l'occasion de partager notre expertise mais également d'être en relation avec de nouveaux clients et partenaires rencontrant les mêmes problématiques, et ce, dans une ambiance toujours aussi sympathique. »

Jean-Michel Moreau, SARP IDF



« La première vertu du Club est de permettre de discuter entre pairs, de déverrouiller les sas entre les secteurs public & privé, entre nos domaines d'activité. La seconde est de bénéficier de l'expérience de "mentors", d'experts.

Agrandir son réseau avec les Acteurs du Grand Paris, c'est développer ses connaissances, sa vision du Grand Paris en en démystifiant les arcanes. »

Nicolas Rat de Cocquard, directeur adjoint du développement Grand Paris - IDF, Razel-Bec

« Il est naturel qu'Air France soit représenté dans le Club, tant les liens sont forts entre ce territoire et la compagnie : Air France est le premier employeur privé d'Île-de-France et représente plus de 3 % du PIB de la région, la connectivité apportée via le hub d'Air France soutient directement l'attractivité économique et le tourisme local. Le Club est un espace de dialogue précieux entre les acteurs publics et privés qui œuvrent au développement harmonieux de ce territoire. Et, à titre personnel, j'y trouve un cadre convivial et une très grande richesse de contacts. »

Aurélien Gomez, directeur Affaires publiques, Air France



« Le Club m'apporte une multitude de regards sur la réalisation du Grand Paris dans une ambiance tonique, chaleureuse, travailleuse et efficace. Lieu d'échanges informels, il me permet à titre professionnel de mieux comprendre les attentes de chacun et de mieux témoigner des enjeux du réseau de distribution d'électricité. À titre personnel, il m'enrichit dans des relations d'amitié fertiles. Le Club est un facilitateur du Grand Paris. »

Christophe Donizéau, délégué Grands Projets Franciliens, Enedis

« Le Club Acteurs du Grand Paris réunit de manière amicale des professionnels engagés, passionnés par le devenir de la Métropole et qui partagent leurs analyses, observations et attentes, en toute simplicité. Dans ce sens, c'est un lieu utile, nécessaire même. »

Vianney Delourme, cofondateur d'Enlarge Your Paris

« Le Club Acteurs du Grand Paris est un catalyseur d'énergies au service du développement harmonieux du Grand Paris. En être membre, c'est à la fois participer à la réussite de cet enjeu majeur, découvrir les multiples facettes des territoires et accompagner les projets opérationnels qui feront rayonner notre métropole mondiale. »

Gilles de Colombel, Schneider Electric

« Être Acteur du Grand Paris, c'est contribuer à ce magnifique projet qui réinvente l'avenir d'une métropole mondiale et une occasion de mieux comprendre les enjeux en matière de développement territorial. C'est aussi participer à cette démarche unique d'intelligence collective, publique et privée, unissant élus, acteurs institutionnels et économiques, entrepreneurs, architectes, journalistes... Pour un projet de transformation qui crée la valeur économique et sociale du territoire. »

Fadia Karam, directrice du développement de SNCF Immobilier, directrice générale d'Espaces Ferroviaires

« Actrice du Grand Paris depuis les premiers temps, chaque année, je confirme mon adhésion car c'est la seule association qui allie, à la notoriété et la pluralité de ses membres, efficacité de réseau, activités multiples, convivialité et solidarité. L'esprit qui y règne est fait d'exigence intellectuelle et professionnelle, grâce à son président et son bureau. »

Dominique Boré, présidente de la Maison de l'Architecture d'Île-de-France



LES BONNS PLANS DU CLUB

Au Terminus du Châtelet

Thomas (le fils) a pris la suite de Robert (le papa) pour une histoire familiale qui dure depuis 1929 au cœur du Châtelet. ▼



Restaurant rénové et repensé en gardant tout ce qui a fait le succès de la maison : cuisine généreuse et variée, lieu typique du Paris des Halles et spécialité de champignons.
*5 rue des Lavandières
Sainte-Opportune,
75001 Paris.*
Tél. : 01 45 08 50 44.
auterminusduchatelet.com

L'Ours

C'est un ursidé tout sauf mal léché. L'Ours est la table du chef Jacky Ribault à Vincennes, déjà étoilé à Paris et aussi, depuis 2019, dans le Val-de-Marne, grâce à son talent pour sublimer les produits du terroir, dont ceux du Grand Paris.
*10 rue de l'Église,
94300 Vincennes.*
Tél. : 01 46 81 50 34.
loursrestaurant.com



Pierre Sang ▲

Dans ses trois restaurants du quartier Oberkampf, le finaliste de *Top Chef* 2011, né en Corée et Auvergnat d'adoption, fait de sa carte un jeu de devinettes. Ici pas de tableau noir avec les plats inscrits à la craie. Tout s'écrit dans l'assiette. Et c'est à vous d'en percer les mystères.
*55 rue Oberkampf
6 et 8 rue Gambay,
75011 Paris.*
Tél. : 09 67 31 96 80.
pierresang.com

Gypse ▼

Lorsqu'une bouche est conquise par une assiette, elle en parle. Et plus elles sont nombreuses à s'exprimer,



© alfa27

plus l'assiette est bonne. Théorie qui se vérifie au Gypse à Montreuil, ouvert en juillet 2019 et qui nourrit depuis un bouche-à-oreille viral. Avec sa grande verrière et sa déco qui mêle bois, béton et briques, le Gypse fait preuve d'inventivité quand il associe le cerf à

la mangue ou qu'il sert les accras de poisson avec une mayonnaise au citron vert. Une pierre précieuse ce Gypse.
*26 rue du Capitaine-Dreyfus,
93100 Montreuil.*
Tél. : 01 88 49 47 53.
facebook.com/GYPSE.
RESTO/

La Romantica

Le restaurant fait peau neuve. Nouvelle salle, nouvelle terrasse... Côté cuisine, même plaisir. Point fort, une belle terrasse qui mérite le déplacement.
73 boulevard Jean-Jaurès, 92110 Clichy.
Tél. : 01 47 37 29 71.
laromantica.fr





Les Camionneuses ▲

À Vincennes et au cœur du nouveau quartier Chapelle International, Les Camionneuses abritent une cuisine professionnelle partagée, accueillent régulièrement des animations et proposent des prestations traiteur de qualité pour tous types d'évènement.

12 rue des Pommiers,
94300 Vincennes.
11 rue des Cheminots,
75018 Paris.
Tél. : 09 84 26 65 80.
lesc camionneuses.com

Le Pincemin

Vainqueur de *Top Chef* 2016, Xavier Pincemin ne manque pas d'imagination. Dans son restaurant versail-lais, il change de carte constamment avec toutefois quelques produits stars comme le homard bleu, le haddock fumé et le filet de bœuf. Vous allez en pincer pour lui.
10 boulevard du Roi,
78000 Versailles.
Tél. : 09 83 50 29 64.
lepincemin.com



Les Bancs Publics

C'est la cantine idéale : conviviale, avec une terrasse ensoleillée le long du canal de l'Ourcq. Produits ultra frais et cuisine de bistro moderne. Excellent rapport qualité-prix. On y va entre collègues ou avec des clients, pour un moment décontracté.
2 rue de Nantes,
75019 Paris.
Tél. : 09 80 76 36 71.
lesbancspublics.eatbu.com ▼

Skyline Bar ▲

Au 19^e et dernier étage de l'hôtel Melià à La Défense, le Skyline Bar a des allures de paquebot de luxe et offre une vue panoramique sur le Grand Paris. Au menu, tapas savoureuses, cocktails originaux et afterworks électro.
2, esplanade du
Général-de-Gaulle,
92400 Courbevoie.
www.facebook.com/SkylineMeliaLaDefense



La Californie

Les dîners MIPIM-OFF que le Club y organise chaque année sont passés à la postérité pour de nombreux membres. Le must : les pâtes au homard, attention, ça pique !
1 square Méricmé (Cannes)
Tél. : 04 93 39 20 10.
lascalifornie-cannes.com

Révélation

C'est une rencontre importante de notre Club cette année. Valentin Waterlot, artisan designer indépendant, a accompagné notre association dans la refonte de son site Internet et de son image numérique. Avec passion et rigueur, Valentin confectionne une identité numérique sur-mesure à chacun de ses clients. Très investi, ce jeune homme accompagne les professionnels dans le développement de leur identité, de leur site web, pour la mise en valeur de leurs savoir-faire et de leurs créations. Écoute, confiance, réactivité : Valentin fait du super boulot à des tarifs optimisés puisqu'il est indépendant. Le Club vous le recommande.

valentinwaterlot.fr



Cocktail, lunch box, buffet...

Saisons, traiteur sur-mesure,
frais, gourmand... et de saison



Eva et Franck vous proposent
des recettes et des produits
“maison” qu’ils aiment
partager. Ils s’inspirent de la
cuisine familiale, de la street
food et de leurs voyages.



LES SECRETS DU GRAND PARIS

Édition enrichie de l'opus du même titre paru en 2018, l'ouvrage revient sur les déclencheurs, les moteurs, les femmes et les hommes du Grand Paris. Pascal Auzannet explique les arcanes du Grand Paris en l'enrichissant de l'actualité, depuis l'alternance de 2017. Il présente des recommandations concernant la gouvernance pour surmonter les blocages du millefeuille territorial, ceci d'autant que la révolution des mobilités, rendue possible par les progrès du numérique, doit pouvoir s'appuyer sur d'indispensables évolutions institutionnelles.

Éditions Hermann, 198 p., 20 €.

► *Pascal Auzannet est consultant en stratégie, management et mobilités, docteur en sciences de gestion (Dauphine). Il a occupé de nombreuses fonctions stratégiques au cœur du Grand Paris.*

PARIS DÉMASQUÉ !

Les villes américaines ont leurs vengeurs masqués et capés. Les villes asiatiques ont leurs esprits tapis dans l'ombre. Et à Paris, alors... rien ? La capitale de la rationalité et des Lumières n'est pourtant pas en reste. Elle regorge de créatures fantastiques et de héros prodigieux qui peuplent ses différentes époques et ses quartiers. Des rats d'égout au dragon de la Bièvre, de la Joconde aux pétroleuses de la Commune en passant par les embouteillages, les figures mythiques de la Capitale forment une singulière galerie de monstres et de super-héros, illustrant ses plus grandes peurs et ses aspirations les plus élevées. Une enquête inédite sur la psyché d'une ville : Paris hanté, Paris enchanté, Paris démasqué.

Éditions Arkhê, 224 p., 18 €.

► *Quentin Girard est journaliste à Libération, à la rubrique Portraits. Louis Moulin est journaliste au Parisien, responsable des pages Hauts de-Seine.*



LES TRANSPORTS EN COMMUN À PARIS

Quand, en 1828, Stanislas Baudry ouvre ses lignes régulières d'omnibus à travers la Capitale, il ne sait pas encore qu'il vient d'écrire le premier chapitre d'une épopée qui se prolonge depuis bientôt 200 ans. Très vite, les Parisiens prennent l'habitude de monter dans les omnibus, de descendre dans le métro, d'emprunter les tramways. À chaque fois, Paris innove, alliant modernité et technologie. Désormais, c'est avec le Grand Paris Express, 200 km de métro automatique autour de la Capitale, que s'incarne l'avenir des transports parisiens.

Éditions Soteca, 100 p., 14,90 €.

► *Philippe Enrico-Attal est journaliste, spécialiste des transports pour les publications de La Vie du Rail.*



PREMIER RÉSEAU PUBLIC-PRIVÉ SUR LE GRAND PARIS

LES MEMBRES DU CLUB SONT DES PROFESSIONNELS ISSUS D'ENTREPRISES, DE COLLECTIVITÉS
ET D'INSTITUTIONS ENGAGÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU GRAND PARIS

Préfecture de la région d'Île-de-France • Région Île-de-France • Ville de Paris • Métropole du Grand Paris
• ABB • Accenture • Air France • Alcatel-Lucent • Arkéa Banque • AREP • Alstom Transport • Banque
des Territoires • Bouygues Construction • Bouygues Immobilier • Bouygues Travaux Publics
• Bricqueville Promotion • Bureau Veritas • Caisse d'Épargne Île-de-France • CBRE • Cibex • CIC
• Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France • Chambre des Notaires Paris Île-de-France
• Choose Paris Region • Coldefy & Associés, Architectes, Urbanistes • Communauté d'agglomération
de Saint-Quentin-en-Yvelines • Clément-Bayard • Communauté d'agglomération Roissy Pays de France
• Communauté d'agglomération Plateau de Saclay • Crédit Agricole d'Île-de-France • Crédit Mutuel
• Domaines Publics • EDF • Efel Développement • Eiffage • Engie • Enedis • Engie Solutions
• Enlarge Your Paris • EPA Sénart • EPA Marne EPA France • EPA Paris-Saclay • EPT Est Ensemble
• Fiabci France • Financière Apsys • GA Promotion • GCC • Gexpertise • GRDF • GRT Gaz • GSE
• Icade • Immoweek • JC Decaux • Le Journal du Grand Paris • JYM Conseil • Kaufman et Broad • Keolis
• La Poste • La Banque Postale • La Tribune • Loxam • Maison d'Architecture d'Île-de-France
• Métropole Atelier • Nexity • Novaxia • News Tank Cities • Orange • Ordre des Architectes
d'Île-de-France • Promotion Pichet • PWC • Quai3 • RATP • RATP Smart Systems • Razel-Bec
• Rexel • Roger Martin • RTE • SA Gare du Nord 2024 • Samsic City • SARP • Scau Architectes
• Schneider Electric • Serfim Groupe • Siemens • Sigeif • Sipperec • Société Générale
• Société du Grand Paris • Société Nationale d'Espaces Ferroviaires • Sogaris • Sogeprom • Solidéo
• Sopic Promotion • Sogetrel • Suez • Tecili Conseil • Transilien • Triptyque Architecture • Valophis
Habitat • Vinci Construction • Vinci • 1616 Production • Yuman Immobilier

NOUS REMERCIONS NOS PARTENAIRES ENGAGÉS DANS UN SOUTIEN ANNUEL DU CLUB



LE TRAMWAY T9 OU LA COMPLAINTE DU PROGRÈS

LE TRAMWAY T9 DOIT PRENDRE LE RELAIS, CETTE ANNÉE, DES BUS 183 ENTRE LA PORTE DE CHOISY (PARIS) ET ORLY (VAL-DE-MARNE), EN PASSANT PAR IVRY, VITRY, THIAIS ET CHOISY-LE-ROI, AFIN D'AUGMENTER LA CAPACITÉ DE CETTE LIGNE, AUJOURD'HUI L'UNE DES PLUS FRÉQUENTÉES D'ÎLE-DE-FRANCE.

EN 2020, LE PROGRÈS, C'EST DONC DE RECONSTRUIRE UN TRAMWAY 88 ANS APRÈS L'AVOIR SUPPRIMÉ, EN ATTENDANT MIEUX, N'EN DOUTONS PAS...

PAR PHILIPPE-ENRICO ATTAL



© DR

En cette année 2020, on rend hommage à Boris Vian, né il y a tout juste un siècle. L'écrivain et musicien, qui savait si bien décrire son temps, chante en 1955 *La Complainte du Progrès*, s'amusant de l'arrivée dans les ménages d'un appareillage d'un nouveau genre. Le progrès pour Boris Vian, c'est le pistolet à gaufres, le tabouret à glace, sans oublier bien sûr le repasse-limaces.

Le progrès, une notion subjective

Depuis cette époque bénie, ces articles sont devenus introuvables mais le progrès réserve toujours d'heureuses surprises. Malheureusement pour

être honnête, il faut s'interroger sur la notion même de progrès, et force est de constater que la subjectivité est de mise. Les transports, à ce titre, nous offrent de nombreux exemples à méditer. Sur le tracé de la ligne 15 du Grand Paris Express, il y aura, au niveau de la gare de Vitry, une correspondance avec le tram T9 en service fin 2020 entre la porte de Choisy et Orly. Cette ligne, avant même son ouverture, illustre parfaitement la subjectivité du progrès. Penchons-nous donc sur son Histoire pour en saisir toutes les subtilités.

À la fin du XIX^e siècle, le tout nouveau « chemin de fer américain » est l'incarnation parfaite

du progrès. L'ingénieur Loubat a ramené de son voyage outre-Atlantique le principe d'un rail non plus saillant en chaussée mais noyé entre les pavés. Il est donc possible de concilier à la fois chemin de fer et circulation routière. Tractées par des chevaux, les voitures y gagnent en efficacité grâce au moindre effort demandé par le roulement sur rail. Le chemin de fer américain, bientôt rebaptisé tramway, se déploie ainsi rapidement dans les rues de la Capitale.

Le 14 septembre 1876, la Compagnie des Tramways Sud met en service sa ligne 4 du Square Cluny à Villejuif. La traction est bien sûr hippomobile, mais le tramway est un grand progrès technologique offrant aux voyageurs le confort d'une roue qui glisse sur un rail quand l'omnibus rebondit sur des pavés disjoints. En avril 1892, le terminus parisien est finalement reporté au Châtelet après avoir été un temps place Valhubert. Heureusement, le vent irrésistible du progrès souffle sur les transports parisiens et, en 1900, le cheval est finalement renvoyé aux écuries pour être remplacé par une motrice électrique.

En 1921, les transports parisiens sont réorganisés et toutes les compagnies de surface, autobus et tramways, sont fusionnées. Le nouvel exploitant, la Société des Transports en Commun de la Région Parisienne (STCRP) en profite pour renuméroter ses lignes et restructurer son réseau. Le tram 4 devient le 83, prolongé pour l'occasion jusqu'à Choisy-le-Roi. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si, une fois encore, le progrès ne venait se mêler de l'affaire. Et, au début des années 30, il a pour synonyme « autobus ».

De l'autobus au tramway

Fraîchement sorti des usines, le nouveau véhicule offre une meilleure suspension et de belles banquettes à ressorts bien plus confortables que les lattes de bois des sièges du tram. La STCRP décide finalement de « moderniser » le 83 en janvier 1932, mettant en service de beaux autobus qui renvoient les vieilles motrices à la casse. En septembre 1939, les Parisiens auront ainsi l'occasion de redécouvrir les joies de la marche à pied après le départ pour le front de leurs autobus réquisitionnés par l'armée.



Le bus 83 devient le 183 de la porte de Choisy à Choisy-le-Roi.

Après le conflit, un nouveau réseau se met en place et les lignes de banlieue sont rabattues aux portes de Paris. Le bus 83 devient le 183 de la porte de Choisy à Choisy-le-Roi (avant prolongement jusqu'à Orly en 1971). La RATP (créée en 1949) décide que le progrès doit passer par là et l'autobus est remplacé, en janvier 1950, par un trolleybus, un bus électrique qui capte son courant sur un fil aérien. Le trolley fait les beaux jours du 183 jusqu'à ce que le progrès ne s'en mêle à nouveau. En 1966, jugé archaïque, il est remplacé par un bus diesel autrement plus moderne. Progressivement, le 183 est victime des encombrements routiers et il bénéficie, en 1977, une avancée, des premières sections en site propre réservées aux bus. Devant la toujours plus grande affluence, on équipe la ligne d'autobus articulés à partir de 1983, un vrai progrès ! Mais rien n'y fait, et la ligne, totalement en site propre dotée de véhicules capacitaires, ne cesse de voir augmenter son trafic. Heureusement, le progrès détient la solution et on décide finalement la conversion du 183 en tramway T9. Retour aux sources... ♦



PHILIPPE ENRICO-ATTAL
EST JOURNALISTE,
SPÉCIALISTE
DES TRANSPORTS
POUR LES PUBLICATIONS
DE LA VIE DU RAIL.

PARTAGEONS UN AUTRE REGARD SUR **LE GRAND PARIS**

**C'est maintenant
que tout commence.**

Suivez l'actualité du Grand Paris sur
www.latribune.fr

LES AÉROPORTS AU SERVICE DU REDÉCOLLAGE DE L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

Les aéroports sont les portes d'entrée des territoires et des nœuds de connexion pour faciliter les échanges entre les hommes. Rétablir au plus vite la connectivité aérienne est notre objectif principal aujourd'hui, avec l'ensemble du secteur aérien.

La reprise de l'économie française, et de l'économie francilienne en particulier, tiendra pour une part importante à la capacité de restaurer la connectivité aérienne. Les aéroports sont de puissants moteurs du développement économique pour les territoires alentour, en particulier sur la zone du Grand Paris où 1 million de passagers supplémentaires induit en moyenne la création de 6 500 emplois dont 1 500 emplois directs. Sans redémarrage du transport aérien, c'est également tout un pan de l'économie mondiale qui ne pourra repartir, du tourisme, comme l'hôtellerie, à la logistique, etc.

Le Groupe ADP s'inscrit pleinement dans les ambitions du Grand Paris qui constitue un levier de croissance et de transformation formidable pour la région Île-de-France. Il permet d'ouvrir de nouveaux horizons pour le territoire et pour les usagers en matière de mobilité, en offrant notamment une solution alternative à la voiture. En effet, le Grand Paris va permettre de modifier en profondeur le rapport aux transports et au temps de trajet : songez qu'au-delà de 2030, grâce à la ligne 17 et au CDG Express, une personne sur deux ne se rendra plus à l'aéroport en voiture mais grâce à une liaison ferrée.

Suite à la crise que nous traversons, nous accélérons la transformation de notre modèle industriel, en vue de devenir plus résilient et vertueux pour toutes nos parties prenantes. Le secteur aérien au grand complet est tourné vers ces objectifs. Chaque crise est l'occasion de se remettre en question, d'innover et de trouver de nouvelles

solutions. La recherche sur les biofuels, la conception de moteurs d'avion moins énergivores, la neutralité carbone sans compensation des aéroports : la transition écologique est déjà à l'œuvre dans l'aérien et au sein des aéroports du Groupe ADP, puisqu'à Paris, nous avons déjà réduit de 69 % les émissions de CO₂ par passager en dix ans, grâce aux énergies renouvelables (géothermie à Paris-Orly, biomasse et photovoltaïque à Paris-Charles-de-Gaulle). Notre rôle est aussi de participer aux efforts de l'ensemble de la communauté aéroportuaire dans ce chemin. ♦



© Didier Goupy - Groupe ADP

« AU-DELÀ DE 2030, GRÂCE À LA LIGNE 17 ET AU CDG EXPRESS, UNE PERSONNE SUR DEUX NE SE RENDRA PLUS À L'AÉROPORT EN VOITURE MAIS GRÂCE À UNE LIAISON FERRÉE »



LA REPRISE, CEST
MAINTENANT...

L'INFO⁺ VOUS
ATTEND !



LE DIGITAL

IMMOWEEK.FR

Accès intégral (version mobile et tablette)

IMMOWEEK - LES NEWS

Les alertes réservées à nos abonnés

IMMOWEEK - LE 13H

L'actualité en temps réel chaque jour

LE PRINT

IMMOWEEK - MAGAZINE

6 numéros par an, enrichis par l'analyse de nos experts avec Key-plans, interviews, enquêtes exclusives et des dossiers complétant le digital...

LES CONNEXIONS

LES ÉVÉNEMENTS

La participation à tarif privilégié avec priorité de réservation aux :

- **Pierres d'Or** (Février 2021)
- **Trophées Logement & Territoires** (Nov. 2020)
- **Forum Immo Parité** (Juin 2021)

contact **Sandrine Debray**
sdebray@immoweb.fr

★ Profitez **IMMÉDIATEMENT** de
L'OFFRE RÉSERVÉE
aux membres du **Cercle des Acteurs du Grand Paris**

**Valable jusqu'au 30 septembre 2020*

ABONNEZ-VOUS À
IMMO WEEK

« FAISONS VIVRE L'IDENTITÉ DU GRAND PARIS »

Le Grand Paris recouvre une grande richesse mais reste mal connu. Apprivoisons-le et promouvons-le dans sa diversité pour donner envie d'y vivre et d'y travailler.

Notre métropole est un concentré de réalités multiples. Pour les uns, elle représente la culture à la française, l'art de vivre, la gastronomie, le luxe, la tour Eiffel. Certains y voient un centre de pouvoir, le concentré de l'histoire de France, Paris versus la province. Pour le monde des affaires, Paris c'est l'Île-de-France, c'est l'une des principales, voire la première région en Europe pour la taille de l'économie, avec un tissu d'entreprises, de laboratoires, d'écoles, de travailleurs extrêmement riche et diversifié, de l'industrie, des services et d'importantes fonctions logistiques. Pour d'autres enfin, l'Île-de-France, ce sont les parcs naturels régionaux, les balades en forêt, le calme des bords de la Marne, de la Seine ou de l'Oise. Cette diversité est un atout.

Mais c'est aussi une faiblesse car beaucoup n'ont qu'une partie du tableau dans leur mapping mental et voient donc l'Île-de-France avec un déséquilibre. Le manque d'identité forte porte d'ailleurs également le risque de prêter le flanc aux stéréotypes et aux caricatures : Paris, l'hyper-

centre riche, cosmopolite et attractif, entouré de banlieues, inquiétantes et anxieuses, comme lorsqu'elles font malgré elles la une de *Fox News* comme « no go zones ».

Penser différemment notre métropole

Notre région a besoin de se réconcilier avec elle-même, avec ses multiples visages et s'assumer comme « tout cela à la fois ». Se rappeler son passé pour mieux se projeter dans l'avenir. Paris s'élargit, devient le Grand Paris, ce qui ouvre de nouveaux horizons. Bien vivre et travailler à Paris (au sens large) va bientôt recouvrir de nouvelles réalités. Réalités qui ne sont pas encore intégrées par les investisseurs si l'on compare les prix immobiliers à Paris et autour d'Orly, qui sera pourtant bientôt à 7 stations de métro d'Olympiades. C'est donc bien le moment pour chacun de nous de penser différemment notre métropole, de nous intéresser aux activités culturelles hors de la ville centre, de redécouvrir et nous réapproprier cet espace, et de diffuser autour de nous cette nouvelle image, dans nos cercles de proches, d'amis, de relations personnelles et professionnelles. Les métropoles sont la clé de la résolution des défis climatiques, environnementaux, sociaux, alimentaires qui sont devant nous. L'Île-de-France peut être aux avant-postes de ces transformations et donner à ses habitants un cadre de vie et de travail à la fois attractif, stimulant et reposant. Portons chacun cette vision et faisons-la vivre largement. ♦



© DR

« NOTRE RÉGION A BESOIN DE SE RÉCONCILIER AVEC ELLE-MÊME, AVEC SES MULTIPLES VISAGES ET S'ASSUMER COMME "TOUT CELA À LA FOIS" »

« LA RICHESSE DU GRAND PARIS SE RÉVÉLERA PAR L’AFFIRMATION DE SA MULTIPOLARITÉ »

Le territoire du Grand Paris n’est plus un récit en quête d’identité ! Sa vitalité économique est un élément intangible de son attractivité, mais je crois qu’il gagne aujourd’hui le pari de la cohésion, sociale et urbaine. C’est une réalité, nous avons adopté le Grand Paris. Cette légitimité du cœur est d’autant plus importante qu’elle nous permet de dépasser les débats d’experts et les enjeux de gouvernance pour nous hisser à un grand projet de société.

Cette cohésion trouvée ne condamne pas à l’uniformité. La richesse du Grand Paris se révélera par l’affirmation de sa multipolarité. D’abord, parce que son identité s’est construite sur la diversité. L’enracinement local des territoires qui la composent est fort et doit pouvoir s’exprimer, sans conduire à une nouvelle fragmentation des pouvoirs. Nous ne reviendrons pas à un modèle de subordination entre le centre et ses périphéries ! C’est ce que raconte notre projet de transformation de la porte de Montreuil en grande place de l’Est métropolitain avec plus de vie et de lien entre Paris, Montreuil et Bagnolet. Notre modèle de production est à la fois enraciné dans

l’histoire des Puces de Montreuil et tourné vers la résilience urbaine en mettant la réversibilité des usages et le bas carbone au cœur de toutes nos décisions. Là encore, ce qui nous a permis d’aller loin avec nos partenaires, c’est non seulement de déplacer le centre de gravité du projet pour que les citoyens se réapproprient cette porte infranchissable, de restaurer les continuités, mais aussi de nous donner les moyens d’engager une mutation urbaine en profondeur. « Penser plus large » que l’immobilier pour construire la ville zéro carbone en construction, en énergie et en mobilité ! La réussite du Grand Paris passe par sa multipolarité, notamment pour rééquilibrer les ressources. Est-il durable de concentrer la création de richesses, les entreprises et l’emploi à l’Ouest quand les logements, la vie et les loisirs se construisent à l’Est ? Ce mouvement pendulaire imposé n’a plus de sens si ce n’est historique. Et l’expérience inédite de confinement nous l’a rappelé avec le recours massif au télétravail...

L’explosion du numérique et des nouvelles technologies remet clairement en question les mobilités subies, les inégalités d’accessibilité à l’emploi et la déconnexion sous-jacente entre les lieux de vie et de travail. Je veux croire en un aménagement du territoire plus équilibré qui convertisse le mieux vivre ensemble en actes. Non seulement en créant davantage de liaisons et de connexions pour faire émerger de nouvelles centralités, mais aussi en ramenant de l’activité là où les gens vivent. Le développement de tiers lieux à proximité immédiate des lieux d’habitation pourrait contribuer à opérer cette couture indispensable. En tant qu’opérateur urbain, Nexity est fier de contribuer à la fabrique du Grand Paris, un territoire à la fois enraciné et puissant dans l’histoire qu’il écrit avec ses citoyens, et prêt à rayonner dans le concert international des grandes métropoles du XXI^e siècle. ♦



© E. Legouhy



Mobilité intelligente

Billettique

Système d'aide à l'exploitation

Mobility as a Service

PRÉSENT SUR

120 
réseaux

200 
COLLABORATEURS

3 FILIALES

IXXI TECHSIDE - BORDEAUX

NAVOCAP - TOULOUSE

SETIM - SAINT ETIENNE / MEXICO



PRÉSENCE
DANS

11  PAYS



RATP Smart Systems, une entreprise du groupe RATP



RATP
SMART SYSTEMS

« GOOGLE A ENTERRÉ LES SMART CITIES MAIS LE COVID-19 LES A RESSUSCITÉES ! »

L'abandon, en mai dernier, par Sidewalk Labs, la filiale de Google chargée de l'innovation urbaine, de son imposant projet Quayside à Toronto (entamé en octobre 2017) de transformation d'une friche portuaire en Smart City iconique, sonne le glas de l'impérialisme des GAFAM.

Il s'agissait, avec le projet Quayside, de financieriser les données massives collectées de façon opaque auprès des habitants de cette ville connectée, au mépris des règles élémentaires de protection des données, de liberté individuelle et de gouvernance partagée.

Cet échec n'est en fait que l'ultime coup de grâce porté à une lente dérive en 10 ans du concept de Smart City, auto-confiné dans une approche purement technologique au travers de laquelle le bonheur des peuples se serait uniquement mesuré à leur degré de maturité digitale.

Le Covid-19 a tout balayé à l'échelle de la planète : désormais, on ne parle plus que de résilience urbaine, cette capacité de survivre dans l'urgence à une crise majeure (virus, tremblement de terre, accident nucléaire ...) en maintenant actifs dans le chaos les dispositifs sanitaires et économiques vitaux.

Voici que reparaît la Smart City dans une seconde jeunesse, grâce à sa capacité à anticiper les grandes catastrophes et mieux les endiguer quand elles se produisent : capteurs de température pour apprécier le réchauffement climatique, de qualité de l'air pour endiguer la pollution, de trafic automobile pour réguler la circulation, de consommation d'énergie pour baisser l'empreinte carbone... Les villes ont un impérieux besoin de collecter



© Camille Charbi

massivement des données sur les usages de leurs habitants pour les protéger efficacement tout en améliorant la gestion urbaine.

Les Smart Cities vont ainsi devoir changer d'angle d'attaque : plutôt que tenter de faire du business avec nos données, on ferait mieux de s'en servir pour améliorer notre qualité de vie et notre santé. Et sans tomber toutefois d'un extrême dans l'autre, puisque les plateformes numériques de service (location résidentielle, transport individuel, restauration livrée à domicile...) ont leur rôle important à jouer, dès lors qu'il est bien défini et encadré.

La crise sanitaire rebat les cartes : les villes ne sont pas immortelles et les semaines passées nous l'ont douloureusement rappelé. Mais l'humanité sait surmonter ses drames pour continuer d'avancer et les Smart Cities V2 peuvent puissamment y contribuer ; la diffusion en France de l'application StopCovid a constitué la première étape. ♦

« J'APPELLE TOUS LES PROMOTEURS À NOUS SOLLICITER POUR LES AIDER À FINANCER ET À FAIRE ABOUTIR LEURS PROJETS »

La crise, nous la subissons tous. À la crise sanitaire succède celle de l'économie, qui frappe chacun de nous. La question est donc de savoir si nous souhaitons la subir ou en faire une opportunité.

Les banques demandent aujourd'hui plus d'apport en fonds propres et augmentent leur taux d'intérêt sous l'effet des difficultés de refinancement. Les acteurs de la chaîne immobilière (promoteurs, asset managers, investisseurs) vont se recentrer à nouveau sur leur cœur de métier et conserver leur trésorerie pour faire face au plus urgent. Ainsi, il devrait y avoir moins de concurrence pour l'achat d'actifs vacants et obsolètes. La baisse du levier attendue va mécaniquement donner un avantage aux acteurs ayant la possibilité de se positionner sans financement bancaire. Les investisseurs en *full equity* ou dotés de réserves pourraient devenir les principaux acteurs du marché à transformer (bureaux et hôtellerie). En effet, le repositionnement du marché tertiaire dans une logique de *flight to quality* va permettre la reconstitution de la prime de risque liée à la vacance ou à l'obsolescence et cela devrait créer de nouvelles opportunités de restructuration et notamment un retour de la transformation de bureaux en logements.

Au service des promoteurs

Le logement devrait résister le mieux grâce au faible niveau de stock des promoteurs (5 mois seulement), à la remontée des prix rapide comme nous l'avons constaté à l'issue des crises précédentes (2008 et 2011) et au soutien de l'État, notamment avec les aides pour la vente en bloc. Chez Novaxia, la transformation urbaine est la genèse de notre Groupe. La prise de risque est et

restera notre credo, la restructuration et la transformation nos spécialités. Nous travaillons avec les promoteurs et collectivités pour transformer de la matière brute, parfois obsolète, en actifs urbains vertueux selon les besoins de chacun de nos partenaires, et nous allons continuer !

Aujourd'hui plus que jamais, nous mettons au service des promoteurs notre capacité à leur apporter du capital grâce aux fonds de Novaxia Investissement et notre expertise de portage foncier pour booster leurs carnets de commandes, leurs productions et les accompagner dans des acquisitions sans condition suspensive, et donc prendre le risque avec eux.

Nous avons la confiance des collectivités et des intermédiaires, et souhaitons constituer le premier maillon de la chaîne, en début de cycle, en tant qu'investisseurs. Nous souhaitons dire à tous les promoteurs dans ce moment charnière que nous sommes à leurs côtés pour se projeter dans l'avenir et leur apporter toute notre expertise.

Bâtissons l'avenir ensemble ! ♦



© Novaxia



Ce magazine est édité par l'association
Acteurs du Grand Paris.
11, rue Brown-Séguard - 75015 Paris

Directeur de la publication et rédacteur en chef :
Thomas Hantz
T. : 06 88 28 31 63 - leclub@acteursgrandparis.fr

Journaliste : Louis Anergie

Conception et réalisation :
Marc Desmoulin pour up-graphicdesign.com

Impression : Tanghe Printing

La réalisation de ce magazine a été rendue possible par l'engagement bénévole des membres d'Acteurs du Grand Paris et de journalistes professionnels que nous remercions du fond du coeur : Jacques Paquier, *Journal du Grand Paris*, Louis Moulin, *Le Parisien*, Vianney Delourme, *Enlarge Your Paris*, Dominique Malécot, *Les Échos*, Raphael Richard, *Journal du Grand Paris*, Fabienne Proux, *Journal du Grand Paris*, César Armand, *La Tribune*, Sibylle Vincendon, *Libération*, Pascal Bonnefille, *Immoweek*, Nathalie Moutarde, *Le Moniteur*, Renaud Charles, *Enlarge Your Paris* et Philippe Enrico-Attal, *La Vie du Rail*.

Nous remercions également l'ensemble des personnalités, élus, experts, dirigeants, pour leurs contributions de qualité.

Enfin, nos chaleureux remerciements aux annonceurs sans lesquels la réalisation de ce magazine n'aurait pas été possible, ainsi qu'aux partenaires annuels des Acteurs du Grand Paris pour leur soutien sans faille aux projets de notre association : Engie, Crédit Agricole Île-de-France, Banque des Territoires, Yuman Immobilier.

© Septembre 2020

acteursgrandparis.fr



Communication print et digitale
Rapports d'activités - Livres et magazines
Identités visuelles

Découvrez nos créations sur
up-graphicdesign.com

Grand Paris Express : une nouvelle expérience de mobilité pour les Franciliens

L'expertise internationale de Keolis en matière de métro automatique et sa connaissance fine des attentes des voyageurs en font un acteur majeur de la transformation des mobilités dans le cadre du Grand Paris. Explications de **Youenn Dupuis**, directeur général adjoint de Keolis, en charge de l'Île-de-France, pour qui le Grand Paris Express permettra aux transports franciliens de franchir un saut qualitatif.



© Keolis/DR
Youenn Dupuis.

Quelle est l'ambition de Keolis dans le Grand Paris Express ?

Le Grand Paris Express contribuera au désenclavement des territoires franciliens et facilitera l'accès aux zones d'emplois et aux grands équipements.

Système de transport en commun moderne et fonctionnel, le métro automatique en rocade autour de Paris incarnera le génie français et l'attractivité de la Région Capitale. Notre ambition est d'accompagner cette mutation des mobilités du quotidien en opérant un métro propre, sûr et économe en énergie.

Quels sont les atouts de Keolis pour participer à cette transformation des mobilités du quotidien ?

Le groupe Keolis est le leader mondial du métro automatique. Nous avons été pionnier à Lille en 1983. Depuis, nous participons au développement de ce mode en France et à l'international. En Île-de-France, notre souhait est d'accompagner les territoires en tenant compte de leurs particularités et des attentes de l'Autorité Organisatrice, Île-de-France Mobilités. Le Grand Paris Express sera un maillon de la chaîne de mobilité, coordonné



© Keolis/DR

Depuis 2014, Keolis exploite le réseau Docklands Light Railway pour le compte de Transport for London.

avec tous les autres modes de transport. L'enjeu consistera à lever tous les obstacles à l'utilisation des transports en commun, y compris pour les personnes en situation de fragilité.

Quelle est l'expertise de Keolis en tant qu'intégrateur de mobilités ?

Nous avons un double savoir-faire. Nous maîtrisons les fondamentaux du mass transit (sécurité ferroviaire, gestion des flux et des situations perturbées, information voyageurs) et la personnalisation des services dans le cadre d'une approche multimodale. En Île-de-France, où nous avons une base industrielle forte avec plus de 4 000 collaborateurs, nous proposons déjà des solutions en termes d'optimisation des correspondances. Nous opérons aujourd'hui de nombreux réseaux de bus pour le compte d'Île-de-France Mobilités, mais aussi le tram-train T11 Express. Et, prochainement, nous mettrons en service le tramway T9 entre Paris et Orly. Avec le Grand Paris Express, notre ambition est de contribuer à faire franchir un saut qualitatif au système de transport francilien. ♦

KEOLIS

www.keolis-idf.com
@KeolisIDF



VILLES, INDUSTRIES, TERTIAIRE

**Agir pour un monde
bas carbone,
c'est rendre les villes
plus résilientes.**



**Consommer
moins de
ressources**

**Passer
à l'énergie
verte**

**Réinventer
les espaces de vie
et de travail**

**ENGIE Solutions, le nouveau nom de
ENGIE Axima, ENGIE Cofely, ENGIE Ineo et ENGIE Réseaux.**

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Retrouvez le détail de nos solutions pour « consommer moins de ressources » et « passer à l'énergie verte » sur engie-solutions.com
ENGIE Energie Services : SA au capital de 698 555 072,00€ - 552 046 955 RCS Nanterre. © Getty Images.